

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**Présidence de la République  
Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition**



***PLAN NATIONAL STRATEGIQUE MULTISECTORIEL DE  
NUTRITION DE LA RDC (PNSMN 2023 - 2030)***

***Novembre 2023***

## SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS .....	4
LISTE DES ILLUSTRATIONS .....	6
Préface du plan national stratégique multisectoriel de la nutrition 2023-2030.....	7
Remerciements .....	9
RESUME EXECUTIF .....	10
<b>1. PRESENTATION DU CONTEXTE NATIONAL .....</b>	<b>19</b>
1.1. Situation géographique.....	19
1.2. Situation sociodémographique .....	20
1.3. Situation politico-administrative .....	22
1.4. Situation économique et financière.....	23
1.5. Implications du contexte national sur la stratégie dans la nutrition en RDC.....	24
<b>2. ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE EN RDC .....</b>	<b>26</b>
2.1. Malnutrition chronique.....	27
2.2. Malnutrition aigüe .....	28
2.3. Carences en vitamines et minéraux.....	29
2.4. Surpoids et obésité .....	30
<b>3. PRINCIPALES CAUSES DE LA MALNUTRITION EN RDC .....</b>	<b>32</b>
3.1. Alimentation et comportements alimentaires inadéquats.....	32
3.2. Insalubrité des cadres de vie et maladies infectieuses.....	34
3.3. Conflits armés et catastrophes naturelles.....	36
<b>4. DEFIS MAJEURS DE LA NUTRITION EN RDC.....</b>	<b>37</b>
<b>5. ENJEUX DE L'AMELIORATION DE SITUATION NUTRITIONNELLE EN RDC .....</b>	<b>39</b>
<b>6. ENGAGEMENTS DE LA RDC EN MATIERE DE NUTRITION .....</b>	<b>40</b>
<b>7. VISION, OBJECTIFS STRATEGIQUES ET SPECIFIQUES DE LA NUTRITION .....</b>	<b>43</b>
7.1. Vision 2030 de la nutrition en RDC .....	43
7.2. Objectif global de la nutrition en RDC.....	43
7.3. Objectifs Stratégiques et spécifiques de la nutrition à l'horizon 2030 .....	44
<b>8. AXES STRATEGIQUES ET PORTEFEUILLE D'INTERVENTION POUR L'AMELIORATION DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE SUR LA PERIODE 2023 - 2030.....</b>	<b>47</b>

8.1. Axes stratégiques de la nutrition en RDC sur la période 2023 -2030 .....	47
<b>9. SYNTHÈSE DU BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PNSMN 2023 - 2030 .....</b>	<b>62</b>
9.1. Coût global de mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030.....	62
9.2. Présentation des ressources annoncées sur la période de mise en œuvre .....	63
9.3. Gaps de financement à combler .....	64
<b>10. ANNEXES 1 - CADRES COMMUNS DE RESULTATS ET DES PLANS D’ACTIONS DU PNSMN 2023 - 2030 .</b>	<b>66</b>
10.1. Pour l’OS 1 - Réduire à moins de 30% la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois en RDC d’ici 2030 .....	67
10.2. Pour l’OS 2 - Réduire à 3% la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) chez les enfants de 0-59 mois en RDC d’ici 2030.....	111
10.3. Pour l’OS 3 - Réduire d’au moins 20% la prévalence de la carence en micronutriments chez les enfants de 6-59 mois et les femmes en âge de procréer .....	127
10.4. Pour l’OS 4 - Réduire de 1/3 la prévalence des maladies non transmissibles liées à la Nutrition d’ici 2030 .....	144
10.5. Pour l’OS 5 - Réduire à 15% le taux d’insécurité alimentaire des ménages en RDC d’ici 2030 .....	155
10.6. Pour l’OS 6 - Améliorer le programme de nutrition dans au moins 80% des structures éducatives et renforcer la recherche/innovation en nutrition en RDC d’ici 2030....	175
10.7. Pour l’OS 7 - Améliorer la gouvernance, la coordination multisectorielle et le système d’information de la nutrition en RDC d’ici 2030 .....	183
<b>11. ANNEXES 2 - LISTE DES PERSONNES RESSOURCES .....</b>	<b>201</b>
<b>12. ANNEXES 3 - REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>203</b>

## LISTE DES ABREVIATIONS

Sigles	Définitions
ACF	Action Contre la Faim
ADRA	Adventist Development and Relief Agency
APSAN	Alliance des Parlementaires pour la sécurité alimentaire et nutrition
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique Centrale
CPN	Consultation pré natale
CPON	Consultation post natale
CPSr	Consultation Pré Scolaire redynamisée
DEP	Direction d'Étude et de Planification
DGLM	Direction Générale de Lutte contre la maladie
DGOGSS	Direction Générale d'Organisation et de Gestion des Soins de santé
DNHSP	Direction nationale de l'hygiène et salubrité publique
DPS	Divisions provinciales de la santé
DSFGS	Direction de la Santé de la Famille et de Groupes Spécifiques
ECZS	Équipe Cadre de la Zone de Santé
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EHA	Eau, Hygiène, Assainissement
EPME	Ministère de l'Entrepreneuriat et des Petites et Moyennes Entreprises
EPST	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique
ESP	Ecole de Santé Publique
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
E-QUIBB	Enquête avec Questionnaire Unifié à Indicateurs de Base de Bien-être
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
FEFA	Femmes enceintes, Femmes allaitantes
GIB-Nut	Groupe Inter-Bailleurs Nutrition
HKI	Helen Keller International
HTA	Hyper Tension Artérielle
IFPRI	International Food Policy Research Institute
IMC	Indice de Masse Corporelle
INS	Institut National Statistique
MAG	Malnutrition Aigüe Globale
MDA	Médecins d'Afrique
MICS	Enquête sur Indicateurs Multiples
MFPAM	Ministère de la Formation Professionnelle et Métiers
MMS	Multi Micronutriments
NSFP	Programme de nutrition et de sécurité alimentaire
OCC	Office Congolais de Contrôle
ODD	Objectifs de développement durable
OMS	Organisation Mondiale de la Santé

Sigles	Définitions
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONHR	Office National Hydraulique Rural
OS	Objectifs stratégiques
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PEAS	Prévention contre l'exploitation et abus sexuel
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PMNS	Programme Multisectoriel de Nutrition et de Santé
PNECHOL-MD	Programme National d'Elimination du Choléra et de lutte contre les autres Maladies Diarrhéiques
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNIRA	Programme national de lutte contre les infections respiratoires aigües
PNLP	Programme National de Lutte contre le Paludisme
PNMN	Politique Nationale Multisectorielle de Nutrition
PNSA	Programme de Santé de l'Adolescent
PNSAM	Politique National de Sécurité Alimentaire et de Nutrition
PNSAN	Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle
PNSMN	Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition
PNSR	Programme National de Santé de la Reproduction
PRIASAN	Plan régional d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle
PRONANUT	Programme National de Nutrition
PROSANI	Projet de Santé Intégré
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RDC	République Démocratique du Congo
SG	Secrétariat Général
SUN	Scaling Up Nutrition
UG - PDSS	Unité de Gestion du Programme de Développement de Système de Santé
UNICEF	Fonds des Nations Unis pour l'Enfance
USAID	Agence Américaine pour le Développement
USD	Dollar US
VBG	Violences Basées sur le Genre
WV	World Vision
ZS	Zone de santé

## LISTE DES ILLUSTRATIONS

### FIGURES

Figure 1 : carte géographique de la RDC.....	19
Figure 2 : aperçu des différentes formes de malnutrition.....	26
Figure 3 : évolution de prévalence de la malnutrition chronique en RDC.....	27
Figure 4 : cartographie du taux de malnutrition chronique en RDC.....	28
Figure 5 : évolution de la prévalence de la malnutrition aigüe en RDC.....	29
Figure 6 : cartographie du taux de malnutrition aigüe en RDC.....	29
Figure 7 : tendances de la prévalence de l’anémie en RDC.....	30
Figure 8 : chaîne d’impact de l’amélioration de la situation nutritionnelle.....	32
Figure 9 : taux de consommation des groupes d’aliments recommandés pour les enfants de 6 à 23 mois.....	33
Figure 10 : cartographie de la prévalence de la malnutrition chronique en Afrique.....	38
Figure 11 : cibles mondiales de nutrition 2025 de l’OMS.....	42
Figure 12 : axes stratégiques de la nutrition en RDC sur la période 2023 - 2030.....	47
Figure 13 : proposition d’une nouvelle architecture du dispositif institutionnel de la nutrition en RDC.....	58
Figure 14 : répartition des sources de financement par rapport aux besoins à couvrir.....	63
Figure 15 : comparaison entre les prévisions budgétaires et les ressources disponibles par axe.....	65

### TABLEAUX

Tableau 1 : répartition de la population de la RDC par province en millions d’habitants.....	20
Tableau 2 : lignes d’interventions sur l’Axe n°1 de Renforcement de l’accès à des soins et services de santé et de nutrition de qualité.....	48
Tableau 3 : lignes d’interventions sur l’Axe n°2 de Promotion des pratiques favorables à la nutrition optimale, accès à l’eau, hygiène et assainissement de base.....	50
Tableau 4 : lignes d’interventions sur l’Axe n°3 de l’Accroissement de la disponibilité, de l’accès et de l’utilisation des aliments à haute valeur nutritive, sains et diversifié.....	52
Tableau 5 : lignes d’interventions sur l’Axe n°4 de Renforcement de la protection sociale, de la résilience et de la réponse aux urgences et catastrophes naturelles.....	54
Tableau 6 : lignes d’interventions sur l’Axe n°5 de Promotion de la nutrition dans le Système éducatif et développement de la recherche innovation.....	56
Tableau 7 : lignes d’interventions sur l’Axe n°6 de Renforcement de la gouvernance, de la coordination, du système d’information et de gestion des connaissances en nutrition.....	60
Tableau 8 : budget du Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition (PNSMN) 2030 en fonction des axes stratégiques.....	62
Tableau 9 : annonces des contributions du Gouvernement de la RDC et des partenaires pour le financement de la mise en œuvre du Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition (PNSMN) 2030.....	64
Tableau 10 : comparaison entre les prévisions budgétaires et les ressources disponibles par axe.....	64

## PREFACE DU PLAN NATIONAL STRATEGIQUE MULTISECTORIEL DE LA NUTRITION 2023-2030



L’Afrique et l’Asie portent à elles seules la plus grande charge de toutes les formes de la malnutrition dans le monde. Les statistiques sont alarmantes en ce qui concerne le retard de croissance, l’émaciation, la prévalence de la sous-alimentation ainsi que l’insécurité alimentaire. La situation nutritionnelle en Afrique demeure préoccupante. La République Démocratique du Congo quant à elle n’est pas épargnée de cette situation, la moitié de décès des enfants de moins de cinq ans est attribuable notamment à la malnutrition.

Plusieurs causes sont à la base de cette situation, nous pouvons citer : le faible accès à une alimentation adéquate pour la majorité des ménages, les habitudes alimentaires inappropriées, les pratiques d’hygiène et d’assainissement inappropriées, l’accès limité à l’eau potable, l’accès difficile aux services de santé, le faible niveau d’éducation des femmes, la prévalence des maladies infantiles notamment les maladies diarrhéiques et les infections respiratoires aigües dont la pneumonie.

Fort de ce constat, résoudre à court, moyen et long terme le problème de malnutrition demeure l’un des défis majeurs pour le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et ses partenaires. Le Gouvernement s’engage désormais à améliorer les performances de tous les secteurs étatiques dont les actions influencent directement ou indirectement l’état nutritionnel de la population. Les actions se structurent autour de l’agriculture, la santé, l’éducation, la protection sociale, l’environnement, le genre, la pêche, l’élevage, l’entrepreneuriat, etc. Il s’agit de travailler vers l’atteinte des objectifs de développement durable en l’occurrence l’objectif numéro 2 qui vise à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l’agriculture durable. En outre, recentrer nos investissements vers des systèmes alimentaires durables dans le but de réduire le fardeau de la malnutrition et de la pauvreté.

Après l’adhésion de la République Démocratique du Congo au Mouvement Scaling Up Nutrition en Mars 2013, le Gouvernement en collaboration avec ses partenaires a élaboré la première génération du Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition 2016 - 2020 y inclus son addendum 2021-2022 afin de redresser la situation nutritionnelle de la population de la République Démocratique du Congo et d’améliorer la sécurité alimentaire en mettant l’accent sur le caractère multisectoriel. L’évaluation de la mise en œuvre de ce Plan a révélé plusieurs résultats escomptés. Ces résultats restent à ce jour non satisfaisants avec un gap énorme. Au vu des leçons apprises issues de cette évaluation, la nécessité d’un changement de paradigme dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes à travers la promotion d’une approche multisectorielle s’est dégagée.

C’est dans ce cadre que le Gouvernement de la République Démocratique du Congo avec l’appui de ses Partenaires Techniques et Financiers notamment BANQUE MONDIALE par le canal de l’UG-PDSS sous projet PMNS, UNICEF, HELEN KELLER INTERNATIONAL, FAO, PAM, OMS, PROSANI/USAID, BREAKTHROUGH ACTIONS/USAID et MEDECINS D’AFRIQUE (MDA) vient d’élaborer la deuxième génération du Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition 2023 - 2030. Ce Plan a le mérite non seulement d’assurer la continuité de celui de 2016 - 2020 mais surtout de répondre aux besoins non assouvis par la première édition.

Contrairement au précédent, le présent Plan comprend, en plus du Plan Stratégique proprement dit, le cadre commun des résultats et les plans d’actions. Il offre une déclinaison des interventions en plan d’actions, détermine de manière sommaire les éléments de plaidoyer et les particularités essentielles pour sa mise en œuvre. Cependant les objectifs stratégiques de ce Plan ne pourront être atteints que si toutes les actions inscrites sont menées de manière synergique en commençant par les plus critiques.

Pour y arriver, le présent Plan définit clairement l’ossature de coordination multisectorielle de nutrition à tous les niveaux de la pyramide administrative du pays (central, provincial et territorial) avec un ancrage au haut sommet de l’Etat en précisant les responsabilités des secteurs aussi bien spécifiques que

sensibles. Le caractère multisectoriel de ce Plan est confirmé par le regroupement des interventions au sein des axes par secteur. Une insistance sur des concertations et des réunions d'évaluations régulières sont des principes à respecter pour l'atteinte des résultats. La décentralisation des organes de coordination multisectorielle de nutrition et son passage à l'échelle forme un dispositif adéquat dans le suivi et évaluation. La fonctionnalité des différents organes à tous les niveaux tels que présentée dans le PNSMN 2023 - 2030 demeure le levier majeur de la bonne gouvernance.

Face à la persistance des problèmes de nutrition avec ses multiples origines, et impacts sur les différents secteurs de développement ainsi qu'à la complexité de leur résolution. Je suis persuadé que la disponibilité de ce Plan est un atout majeur. Il va permettre à ce que les interventions aussi bien sensibles que spécifiques de la nutrition se réalisent de manière coordonnée. Ce Plan permettra d'intensifier le plaidoyer à tous les niveaux et d'adopter une synergie en matière de Nutrition.

Nous ne devons plus admettre qu'un enfant congolais sur deux grandisse dans des conditions ne lui permettant pas de devenir un adulte pleinement épanoui, en bonne santé et productif. La santé, l'environnement et l'alimentation des nourrissons, des enfants, des adolescents, des femmes en âge de procréer, des mères et de tous les Congolais doivent être au cœur de nos préoccupations. L'avenir de l'individu et de la communauté ainsi que la prospérité de la nation dépendent de l'engagement de tous pour faire face au fléau de la malnutrition sous toutes ses formes. Il s'agit de la condition préalable pour disposer d'un capital humain à même de contribuer pleinement au développement social et à la croissance économique de notre pays. Il sied de rappeler que les pays qui ont un grand nombre ou une proportion élevée de personnes atteintes de malnutrition se développent plus lentement en raison de la perte de capital humain, physique et intellectuel et du poids plus élevé des dépenses de santé. Une bonne nutrition est un des meilleurs investissements qui soient pour stimuler le développement économique et social des familles, des communautés et des nations.

Sur ce, j'exhorte toutes les parties prenantes d'intégrer les actions définies dans ce Plan dans leurs plans sectoriels respectifs et d'en assurer la mise en œuvre à travers les ressources disponibles. C'est pourquoi j'estime qu'une des priorités dans la mise en œuvre est la mise en place des organes de coordination multisectorielle fonctionnelle avec un personnel compétent à tous les niveaux. Je souhaite plein succès à l'équipe gouvernementale qui conduira, sous mon leadership, la mise en œuvre de ce Plan. J'attends d'elle plus de sérieux, plus d'engagement et plus d'empressement au service de notre Peuple. Du sérieux qu'elle mettra dans la mobilisation des ressources budgétaires dépendra de l'applicabilité des actions retenues. De l'engagement qu'elle démontrera dans la concrétisation des actions inscrites dans ce Plan dépendront l'efficacité et l'efficience desdites actions.

Tout en remerciant ceux qui de près ou de loin ont contribué à l'élaboration de ce Plan, je lance un appel pressant aux acteurs de tous les secteurs aussi bien spécifiques que sensibles ainsi qu'à tous les partenaires techniques et financiers d'user de leur savoir-faire pour la réussite dans la mise en œuvre de ce Plan stratégique en vue de faire de la RDC un Etat où chaque Individu jouit d'un meilleur état nutritionnel d'ici 2030.

**Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

**Président de la République**

## REMERCIEMENTS



C'est avec une joie profonde que je salue l'arrivée de la deuxième génération du Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition (PNSMN) 2023 - 2030 en République Démocratique du Congo. Le présent Plan vient répondre à la Vision du Président de la République et de la volonté du Gouvernement de la traduire sous-forme de politiques publiques, c'est-à-dire d'actions, de mesures et de stratégies concrètes destinées à atteindre les objectifs du développement de la Nation résumés, notamment dans le Plan National Stratégique pour le Développement (PNSD).

Basé sur une approche multisectorielle, le présent Plan décrit non seulement les interventions multisectorielles des secteurs spécifiques et sensibles, mais aussi une indication de leur coût et de leur financement, ainsi que les contraintes et défis majeurs à relever pour atteindre ses objectifs. Plusieurs actions inscrites dans ce Plan en fonction de leur impact et de leur visibilité, parmi lesquelles certaines sont jugées prioritaires, renforcent l'engagement du Gouvernement à faire de la République Démocratique du Congo un Etat fort, prospère et solidaire.

L'élaboration de la deuxième génération du Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition 2023 - 2030 s'est réalisée de manière participative et synergique avec le concours des experts de différents ministères sectoriels en collaboration avec les partenaires techniques et financiers.

Sur ce, nous tenons ainsi à rendre hommages à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la mobilisation de ces ressources, à l'élaboration des différents outils, à l'élaboration des différents supports de travail et à l'animation des différents ateliers ayant abouti au présent document.

J'adresse premièrement mes mots des remerciements au cabinet du Président de la République pour leur implication à travers un leadership digne et louable tout au long du processus d'élaboration de cet outil important pour le pays.

Que les partenaires techniques et financiers en occurrence, BANQUE MONDIALE par Son Unité de Gestion (UG-PDSS) à travers son projet PMNS, UNICEF, PAM, FAO, OMS, HELEN KELLER INTERNATIONAL, PROSANI, BREAKTHROUGH ACTIONS/USAID et MEDECINS D'AFRIQUE (MDA) trouvent ici ma profonde gratitude pour l'accompagnement technique et l'appui financier dans la rédaction de ce présent Plan.

Mes remerciements s'adressent également à tous les experts des secteurs étatiques tant sensibles que spécifiques, des secteurs privés et des réseaux du mouvement SUN pour avoir mis non seulement votre savoir mais également votre temps dans la réalisation de cette noble tâche.

Que l'aboutissement de ce Plan soit pour vous un motif de satisfaction pour le renforcement de la nutrition en République Démocratique du Congo. Ma joie sera immense si en plus de sa rédaction vous vous appropriez et assurez sa mise en œuvre durant les huit (08) années à venir.

Que les consultants aussi bien internationaux que national pour avoir accompagné les différents experts dans l'élaboration de ce présent Plan trouvent ici l'expression de ma reconnaissance.

Je ne peux clore ce mot des remerciements sans adresser mes éloges au Programme National de Nutrition (PRONANUT) pour avoir assuré le rôle du Secrétariat Exécutif du Mouvement SUN depuis l'adhésion du pays en Mai 2013 et piloter le Comité de Suivi et d'Evaluation de l'élaboration du PNSMN 2023 - 2030.

**Jean-Michel SAMA LUKONDE KYENGE**  
Premier Ministre

## RESUME EXECUTIF

Classé au second rang des pays les plus vastes en Afrique subsaharienne, avec une superficie de 2,345 millions de km<sup>2</sup> et une population de 102 millions d’habitants en 2023<sup>1</sup>, la RDC est confrontée depuis plusieurs décennies à de graves problèmes de malnutrition touchant particulièrement les enfants de moins de cinq (05) ans, les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les populations vulnérables, surtout celles vivant dans des zones rurales très éloignées et/ou en situation d’urgence.

La prévalence de la malnutrition chronique ou retard de croissance reste élevée dans le pays et figure parmi les plus élevées en Afrique, bien qu’ayant baissé de 43% en 2010 à 41,8% en 2018 selon les résultats des enquêtes MICS. La malnutrition aigüe demeure un problème majeur de santé publique en RDC avec une prévalence de 6,5% (MICS 2018). Par contre, le pourcentage des enfants de moins de 5 ans présentant une surcharge pondérale est à 4,4% (JME 2013), 33% chez les femmes adultes (NCD-RisC 2016) et 13% chez les filles adolescentes de 10 à 19 ans (NCD-RisC 2016).

Les carences en vitamines et minéraux sont également répandues en RDC, avec 59,8% des enfants de 6 à 59 mois souffrant de carences en fer (DRC National Anemia Profile). Les données de l’Enquête nationale réalisée par le PRONANUT (en 1998) affichent un taux de 61% des enfants âgés de 6 à 36 mois souffrant d’avitaminose A en RDC.

La carence en zinc est également préoccupante en RDC, touchant environ 50% des enfants de 6 à 59 mois, selon l’enquête MICS 2018. Le taux de mortalité par Maladies Non Transmissibles (MNT) pour 100 000 habitants est de 586 (OMS 2016).

Les principales causes de la malnutrition en RDC sont les mauvaises pratiques nutritionnelles, l’insécurité alimentaire, les services d’eau et d’assainissement inadéquats, les maladies et épidémies, les catastrophes naturelles, l’insécurité, les conflits, et bien d’autres. La malnutrition induit des conséquences graves sur la santé et le bien-être des populations, et elle constitue un obstacle à la croissance économique et au développement durable de la RDC.

Au regard de cette situation préoccupante, le Gouvernement a pris différents engagements en vue de régler le problème de la malnutrition, avec notamment la formalisation de la Politique Nationale de Nutrition, et l’élaboration d’un Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition (PNSMN) pour la période allant de 2016 à 2020 ;

<sup>1</sup> Source : datacatalog.Worldbank.org

il s'en est suivi la production en 2021 d'un addendum au PNSMN 2016 - 2020 pour couvrir la période de 2021 à 2022 en attendant l'élaboration du nouveau plan.

L'élaboration du PNSMN 2023-2030 s'inscrit dans la dynamique d'accentuation des efforts pour l'amélioration de la situation nutritionnelle des populations en RDC. En plus de renforcer la santé et le bien-être des populations, une meilleure nutrition pourrait impulser une augmentation significative du PIB de la RDC. La nutrition offre également un retour sur investissement appréciable ; en effet, chaque dollar investi dans l'amélioration de la situation nutritionnelle de la population peut générer en retour jusqu'à 16 dollars de revenus économiques pour le pays<sup>2</sup>.

Considérant ces enjeux et dans l'optique de remédier à la situation préoccupante de la malnutrition, la RDC a souscrit au plan politique à plusieurs engagements aux niveaux sous-régional et international, notamment pour la réalisation de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 2 qui vise d'ici 2030 à « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable ». La RDC a également adhéré en 2013 au Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN), qui constitue une initiative visant à accélérer les progrès vers la réalisation des ODD liés à la nutrition.

Partant des défis à relever et des engagements de la RDC pour l'amélioration de la situation nutritionnelle des populations, le présent Plan stratégique projette le pays dans une nouvelle vision 2030 de la nutrition se déclinant comme suit :

*« Faire de la RDC un pays où chaque individu jouit d'un meilleur état nutritionnel, garantissant le développement d'un capital humain pleinement contributif à l'impulsion du développement socioéconomique à l'horizon 2030 »*

Cette vision engage l'ensemble des parties prenantes à s'investir, dans le cadre d'une multisectorialité dynamique, pour réduire sensiblement la prévalence de la malnutrition sous toutes ses formes dans le pays.

Elle vise à créer les conditions propices à une nutrition durablement optimale pour tous, en déployant au profit des populations les interventions directes et sensibles à la nutrition (santé, agriculture, pêche et élevage, développement rural, eau, hygiène et assainissement, protection sociale, genre, éducation...).

<sup>2</sup> Source : Plaidoyer budgétaire pour la nutrition, ACF, Save the Children, SUN

La vision 2030 cible la concrétisation de l'objectif global de nutrition en RDC défini comme suit :

*« Améliorer l'état nutritionnel de la population de la RDC, en particulier les enfants de moins de cinq (05) ans, les adolescents, les femmes enceintes, les femmes allaitantes, les personnes du troisième âge, les personnes handicapées et tout autre groupe vulnérable par la synergie des interventions multisectorielles de nutrition »*

Au-delà de l'amélioration de la situation nutritionnelle et de la qualité de vie de la population, l'objectif visé est de bâtir un capital humain de qualité et productif pour servir de levier et de moteur à la construction d'une économie diversifiée, à croissance inclusive et à revenu intermédiaire, conformément aux orientations du Plan National Stratégique pour le Développement (PNSD).

La déclinaison de la vision et de l'objectif global, en partant des défis mis en exergue par l'état des lieux de la situation nutritionnelle, dégage sept (07) objectifs stratégiques d'impact circonscrits de la manière suivante :

- OS n° 1 : Réduire à moins de 30% la prévalence de la malnutrition chronique/retard de croissance chez les enfants de 0 à 59 mois d'ici 2030 ;
- OS n° 2 : Réduire à moins de 3% la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) chez les enfants de 0-59 mois d'ici 2030 ;
- OS n° 3 : Réduire d'au moins 20% la prévalence de la carence en micronutriments chez les enfants de 6-59 mois et les femmes en âge de procréer d'ici 2030 ;
- OS n° 4 : Réduire de 1/3 la prévalence des maladies non transmissibles liées à la Nutrition d'ici 2030 ;
- OS n° 5 : Réduire à 15% le taux d'insécurité alimentaire des ménages en RDC d'ici 2030 ;
- OS n° 6 : Améliorer le programme de nutrition dans au moins 80% des structures éducatives et renforcer la recherche/innovation en nutrition en RDC ;
- OS n° 7 : Améliorer la gouvernance, la coordination multisectorielle et le système d'information de la nutrition en RDC.

Pour assurer l'atteinte des objectifs de nutrition fixés dans le cadre du PNSMN 2023 - 2030, des portefeuilles d'interventions ont été définis et regroupés en six (06) axes, non seulement pour impacter directement et positivement l'état nutritionnel et sanitaire des populations, mais aussi pour lutter efficacement et de façon durable contre les causes sous-jacentes de la malnutrition en RDC.

**l'Axe n° 1 porte sur le renforcement de l'accès à des soins et des services de santé et de nutrition de qualité.** Le PNSMN 2023 - 2030 inscrira la RDC dans un réel élan

d'extension et de renforcement des infrastructures de santé et des systèmes de prestation de soins à travers le pays, en mettant l'accent sur les zones les plus vulnérables. Les principales lignes d'interventions associées à cet axe sont regroupées en deux (02) grands groupes notamment les interventions de santé spécifiques à la nutrition et les interventions de santé sensibles à la nutrition. Les interventions de santé spécifiques à la nutrition intègrent la supplémentation (en vitamine A, en fer/acide folique et autres micronutriments), le déparasitage, le dépistage de la malnutrition, le suivi et la promotion de la croissance de l'enfant, les soins de développement de la petite enfance, la fortification des aliments en multi-micronutriments à domicile avec des systèmes de distribution adaptés, ainsi que le traitement de la malnutrition aigüe modérée et sévère.

Par contre, les interventions de santé sensibles à la nutrition intègrent la distribution des MILD (Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée), la prévention et la prise en charge des maladies tueuses, la prévention et la prise en charge des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...), les Consultations Périnatales (suivi prénatal), les Consultations Postnatales (suivi postnatales). Ces interventions comprennent également la prévention et la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME) avec notamment le traitement de la diarrhée par le SRO/Zinc, le traitement de la pneumonie et du paludisme, le soutien alimentaire et nutritionnel dans le traitement des maladies infectieuses et parasitaires, la Planification Familiale, la Promotion de la vaccination de routine (lutte contre les maladies infectieuses évitables par la vaccination), la gratuité des soins chez la femme et les enfants de moins de cinq (05) ans et l'accouchement assisté.

**L'Axe n°2 porte sur la promotion des pratiques favorables à la nutrition optimale, l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement de base.** Le PNSMN 2023 - 2030 permettra à la RDC d'améliorer la compréhension et l'application des pratiques alimentaires saines à travers la sensibilisation et l'éducation en matière de nutrition au sein des communautés ainsi que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour le maintien d'un bon état nutritionnel au sein des communautés.

A ce sujet, les lignes d'interventions prévues porteront sur des campagnes de sensibilisation des populations sur les bonnes pratiques nutritionnelles, la promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE), la promotion de la Nutrition à Assise Communautaire (NAC), la prévention de la carence en micronutriments, l'alimentation équilibrée et diversifiée, la pratique des activités sportives, la promotion de nouvelles stratégies d'accès à l'assainissement (Assainissement Total Piloté la Communauté). Les lignes d'intervention ciblent aussi la promotion des bonnes pratiques de transport, de stockage, de conservation et de traitement de l'eau, la promotion du

lavage des mains aux moments critiques, l'accès aux infrastructures d'assainissement, le renforcement des infrastructures pour l'accès à l'eau et la sensibilisation sur les pratiques adéquates d'hygiène.

L'Axe n°3 se focalise sur l'accroissement de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des aliments à haute valeur nutritive, sains et diversifiés. Cet axe mobilisera, dans le cadre de la multisectorialité, les secteurs productifs pour relever les défis liés à la sécurité alimentaire, à l'augmentation de la disponibilité et de l'accès aux aliments sains et à haute valeur nutritive, afin de servir de socle pour la prévention et la réduction de la prévalence de la malnutrition en RDC.

Dans le domaine de l'agriculture, une dynamique de renforcement et de diversification des filières horticoles (maraîchères et arboricoles) à haute valeur nutritive sera engagée. L'accent sera mis sur le développement de l'agriculture familiale. De même, la production des variétés de céréales et de légumineuses à haute valeur nutritive sera promue en favorisant au maximum les interventions intégrées ainsi que l'éducation nutritionnelle des agriculteurs en vue d'influencer les choix de production, et de consommation des ménages agricoles. Les efforts d'interventions seront focalisés sur le renforcement de la production locale d'aliments nutritifs, bio fortifiés, diversifiés, ainsi que des protéines alternatives.

Dans la même optique et pour le secteur de l'environnement, plusieurs actions sont prévues afin de renforcer l'exploitation, la valorisation et la distribution des produits forestiers non ligneux. À ce titre, des espèces arboricoles à haute valeur nutritive seront introduites dans le cadre des opérations de reboisement. De plus, la présence des espèces sauvages sera renforcée dans les réserves naturelles communautaires pour favoriser la diversification alimentaire.

Concernant l'élevage, la contribution à une meilleure accessibilité aux aliments à haute valeur nutritive passera par l'amélioration de la disponibilité du lait et des produits laitiers avec un accent mis sur les cultures fourragères. Aussi, l'appui aux communautés et aux ménages pour l'aviculture améliorée et l'élevage de petits ruminants et de porcins sera intensifié. Des séances d'éducation nutritionnelle seront menées pour favoriser un régime alimentaire diversifié au sein des communautés.

Le renforcement de la disponibilité des produits halieutiques se fera à travers des actions de développement de tous les types de pêche notamment industrielle et artisanale (empoissonnement des zones de production, installation et réhabilitation des complexes frigorifiques ...), le développement de l'aquaculture (aménagement de fermes en étangs, de parcs ostréicoles, de fermes d'algoculture, etc.) et de la

pisciculture familiale, la transformation artisanale des produits halieutiques ainsi que l'appui à la gestion durable des ressources halieutiques.

Concernant l'industrie, les interventions permettront d'appuyer la généralisation d'une démarche qualité au niveau des segments cibles de l'industrie agro-alimentaire et la mise en place de Petites et Moyennes Industries (PMI) de production de farines infantiles enrichies et instantanées à base de céréales. Les interventions prévues ciblent en outre la fortification des aliments à consommation populaire, en vue de contribuer à l'atteinte des objectifs de lutte contre les carences en micronutriments en RDC. Le secteur privé respectera le caractère obligatoire de la fortification de farine de blé en fer/acide folique, de l'huile en vitamine A et du sel en iode.

Pour renforcer la disponibilité et l'accessibilité des aliments, le secteur du commerce s'appuiera sur les leviers de la tarification et de la distribution. Les interventions vont cibler la mise en place d'une régulation adéquate des prix, l'organisation d'un approvisionnement suffisant des centres de consommation et la promotion d'un réseau de distribution en milieu rural. De façon transversale, des dispositions spécifiques seront prises aux plans de la réglementation, des systèmes de contrôle et d'information pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires transformés et vendus (c'est-à-dire tout au long de la chaîne de valeur). Les lignes d'intervention pour le renforcement de la disponibilité des aliments intégreront, entre autres, la sensibilisation des producteurs pour une gestion raisonnée des pesticides et le renforcement du contrôle sanitaire périodique des sites agréés de production aquacole et halieutique.

Au même titre, la réglementation sera aussi revue pour prendre en compte les produits d'élevage. La promotion de l'inclusion économique des femmes constitue un moyen puissant dans le cadre de l'amélioration de la disponibilité des aliments. Elle se fera à travers un meilleur accès aux facteurs et moyens de production, l'appui conseil, la formation sur la transformation des produits agricoles et la conservation des aliments selon les technologies appropriées et compatibles au statut social des segments de populations ciblées. Une attention particulière sera accordée dans la mise en place des réseaux de consommateurs pour la sécurisation des productions.

L'Axe n° 4 porte sur le **renforcement de la protection sociale, de la résilience et de la réponse aux urgences et catastrophes naturelles**. Il permettra d'atténuer les effets dévastateurs des situations d'urgence (chocs économiques, instabilité sociopolitique, catastrophes naturelles, épidémies...) sur la nutrition des ménages affectés, à travers le soutien alimentaire et nutritionnel, le renforcement de l'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène dans les zones d'urgence, le déploiement de programmes des

filets sociaux sensibles à la nutrition, ainsi que des appuis aux ménages vulnérables avec des kits de réinsertion socio-économique. Les orientations associées à l’Axe 4 contribueront à faire reculer la pauvreté, à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les ménages pauvres. Elles permettront également de maintenir un niveau de consommation minimum des ménages.

**L’Axe n°5 met l’accent sur la promotion de la nutrition dans le Système éducatif et le développement de la recherche innovation.** Au niveau de l’éducation, trois (03) interventions sensibles sont mises en œuvre, notamment la scolarisation et le maintien des filles à l’école, la promotion des activités de santé, d’hygiène et de nutrition en milieu éducatif et les cantines scolaires avec un objectif nutritionnel. Tout en tenant compte de l’éducation formelle et informelle, l’Axe 5 inclue la révision des curricula de formation à différents niveaux, notamment la formation académique (supérieur et universitaire), la formation professionnelle, la formation continue (en E-learning et/ou présentiel), la formation du personnel médical et paramédical et la formation de l’école de base (primaire et secondaire). Il inclue en plus le renforcement des capacités en nutrition des acteurs au sein des différents secteurs ainsi qu’à tous les niveaux par l’intégration de tous les aspects essentiels liés à la santé scolaire, à la promotion de l’hygiène/assainissement dans les structures éducatives, à la nutrition scolaire avec un accent sur la vulgarisation de l’éducation nutritionnelle.

Des lignes d’interventions sont également prévues pour la mise en place des cantines scolaires dans les établissements éducatifs pour l’ensemble du pays.

Au plan de la recherche et de l’innovation en nutrition, il s’agit de s’appuyer davantage le secteur de la recherche pour une contribution dans la lutte contre les carences en micronutriments (bio fortification, semences améliorées, nutriments d’origine halieutique...) et l’utilisation des résultats de la recherche pour une orientation ou une adaptation des interventions des programmes de nutrition. Dans cette optique, il est prévu de réhabiliter dans un premier temps les laboratoires et centres de recherche spécialisés en nutrition pour leur permettre d’accueillir un nombre plus important d’acteurs de la recherche, de mettre en place à terme un centre national de recherche sur la nutrition, de développer des projets de recherche agricole centrés sur la nutrition et à fort impact ainsi que le développement d’un plan pluriannuel d’études et de recherche dans le domaine de la nutrition. L’Axe 5 prévoit également des interventions de recherche à mettre en œuvre pour contribuer à augmenter la disponibilité, l’utilisation et les effets des variétés bio fortifiées sur le statut en micronutriments (fer/acide folique, vitamine A, iode, etc.) des populations, au travers notamment de travaux de recherche sur la promotion des nutriments d’origine halieutique et l’installation d’une section bio fortification.

**L’Axe n°6 vise le renforcement de la gouvernance, de la coordination, du système d’information et de gestion des connaissances en nutrition.** Le renforcement de la gouvernance du secteur de la nutrition constitue un préalable pour réussir la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030 suivant l’approche multisectorielle. Ce renforcement de la gouvernance permettra en effet à la République Démocratique du Congo de mettre en place les processus et les cadres requis pour garantir la bonne coordination des interventions multisectorielles et le respect des principes de transparence, de reddition des comptes et de partage d’information entre les différentes parties prenantes. Les interventions retenues sous cet axe se structurent autour de la coordination de la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030 et du développement d’un cadre institutionnel et législatif favorable à l’atteinte des objectifs en matière de nutrition.

Dans le détail, un dispositif de coordination adéquat sera mis en place pour permettre d’assurer un pilotage efficace de la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030, non seulement au niveau intersectoriel mais aussi aux niveaux intra - sectoriels en tirant parti des mécanismes opérationnels de gestion déjà en place dans les différents ministères/secteurs concernés. À cet effet, une plateforme de coordination multi-acteurs sera opérationnalisée pour coordonner la politique multisectorielle de nutrition en République Démocratique du Congo. Il intégrera des instances dédiées pour appuyer la mobilisation des ressources, ainsi que la dissémination des informations et la capitalisation des bonnes pratiques dans l’ensemble des secteurs concernés.

Le dispositif de coordination s’appuiera au niveau opérationnel sur une définition claire des rôles et responsabilités de chacune des parties prenantes, le renforcement des cadres de concertation et d’échanges, d’actions et de suivi, notamment pour l’affermisssement de l’esprit de responsabilité et la redevabilité des différents acteurs aux niveaux central, déconcentré et communautaire. Un Comité scientifique multisectoriel sera mis en place pour assurer la prise en charge des questions de recherche, de formation et d’innovation sur la nutrition.

Du point de vue de l’organisation, le PNSMSN 2023 -2030 engage la RDC pour évoluer vers un nouveau schéma institutionnel de la nutrition avec un ancrage rehaussé à la Présidence de la République, afin de bâtir un leadership transversal plus fort, gage d’une facilitation et d’un renforcement de la coordination et de la collaboration entre les différents acteurs impliqués dans le domaine de la nutrition.

Cet ancrage au niveau de la Présidence permettra aussi d’accroître la visibilité de la nutrition, de favoriser sa priorisation sur le plan politique, de faciliter son intégration dans les plans de développement nationaux et sectoriels et de favoriser la mobilisation des ressources (à travers le budget national et auprès des PTF).

Cet axe engage aussi la RDC à l'actualisation de la Politique Nationale de Nutrition (datant de 2013), à la revue des textes légaux et réglementaires sur l'alimentation et la nutrition, à la promulgation de la loi portant sur l'organisation de la sécurité alimentaire en République Démocratique du Congo et celle sur la sécurité sanitaire des aliments. Il pose aussi les bases solides pour l'intensification de la communication et du plaidoyer en faveur de la nutrition, le renforcement du système de suivi - évaluation, la capacitation des acteurs de la nutrition à tous les échelons, notamment sur l'approche multisectorielle ainsi que le renforcement du système d'information et de la gestion des connaissances en nutrition à tous les niveaux.

Le coût du Plan National Stratégique Multisectoriel de Sécurité de Nutrition est estimé à 23 032 942 168 USD sur la période 2023-2030. Ce budget ne prend pas en compte les charges liées aux ressources humaines du Gouvernement impliquées dans le domaine de la nutrition ainsi que le coût d'amortissement des installations desdites structures.

Les financements déjà annoncés sur la période de mise en œuvre sont estimés à 1 847 001 823 USD. La contribution du Gouvernement est estimée à environ à 1 552 493 158 USD. Ces données dégagent un gap global évalué à 21 185 940 345 USD, soit 91,98% du montant total à mobiliser pour assurer la mise en œuvre des interventions et l'atteinte des objectifs fixés.

## 1. PRESENTATION DU CONTEXTE NATIONAL

### 1.1. Situation géographique

Située au centre de l’Afrique, la République Démocratique du Congo (RDC) a une superficie de 2 345 409 Km<sup>2</sup> qui fait d’elle le 2<sup>ème</sup> pays le plus vaste du continent après l’Algérie. Elle partage 9 165 Km de frontière avec neuf (09) pays voisins comme indiqué sur la carte ci-dessous.

Figure 1 : carte géographique de la RDC



Source : Auteur, adapté du chapefile de l'OMS à partir de QGIS v2.8.2

L’étendue de ses frontières confronte la RDC aux défis de développement des infrastructures de transport et de communication, et rend ainsi délicats les échanges et les déplacements des biens et des personnes. La porosité de ses frontières facilite l’incursion des groupes armés extérieurs et des mouvements rebelles qui entraîne les déplacements des populations, les rendant vulnérables à certains problèmes de santé publique, notamment les maladies hydriques, la malnutrition et les Violences Basées sur le Genre (VBG).

Le pays est situé à cheval sur l’équateur avec un climat équatorial chaud-humide au centre et tropical au Sud et au Nord. La moitié de la végétation est incluse en grande partie dans les forêts. L’autre moitié proche des tropiques est dominée par la savane.

L'hydrographie est dominée par le majestueux fleuve Congo dont les affluents les plus importants sont le Kasai, l'Ubangi, la Lomami et la Luvua. On note également l'existence des lacs le long de la frontière Est, au Centre et à l'Ouest du pays. Cette importante hydrographie constitue une source d'émergence des maladies hydriques intensifiée par les mauvaises pratiques hygiéniques de la population.

## 1.2. Situation sociodémographique

Selon les projections de l'INS (Institut National des Statistiques), le taux de croissance démographique de la RDC ressort à +3,2%/an avec une population projetée à 111,58 millions d'habitants à fin 2023<sup>3</sup>. Ces données démographiques placent la RDC au rang de troisième pays le plus peuplé d'Afrique subsaharienne, après le Nigeria et l'Éthiopie.

Selon les statistiques de la Banque Mondiale, 54% de la population congolaise vivait en milieu rural en 2021, contre 65% en 2004. Cette situation est la cause de la forte urbanisation non normée, accentuant l'exposition aux problèmes de santé publique liés notamment aux inondations, aux érosions, aux actes de délinquance avec notamment le phénomène dit « Kuluna ».

Au regard de sa superficie, la RDC est encore faiblement peuplée avec une densité de 48 habitants par Km<sup>2</sup> en 2023<sup>5</sup>. Cependant, on note une forte disparité entre les provinces. La répartition de la population par province ainsi que son évolution dans le temps jusqu'en 2030 sont reprises dans le tableau suivant.

**Tableau 1 : répartition de la population de la RDC par province en millions d'habitants**

N°	Provinces	2019	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
1	Ville de Kinshasa	13 916	15 785	16 290	16 811	17 349	17 904	18 477	19 068	19 678
2	Kongo-Central	6 365	7 220	7 451	7 689	7 935	8 189	8 451	8 722	9 001
3	Kwango	2 416	2 740	2 828	2 919	3 012	3 108	3 208	3 311	3 416
4	Kwilu	6 169	6 997	7 221	7 452	7 691	7 937	8 191	8 453	8 724
5	Mai-Ndombe	2 082	2 362	2 437	2 515	2 596	2 679	2 764	2 853	2 944
6	Equateur	1 712	1 942	2 004	2 068	2 134	2 203	2 273	2 346	2 421
7	Sud-Ubangi	2 755	3 125	3 225	3 328	3 435	3 545	3 658	3 775	3 896
8	Nord-Ubangi	1 425	1 616	1 668	1 721	1 777	1 833	1 892	1 953	2 015
9	Mongala	1 950	2 212	2 283	2 356	2 431	2 509	2 589	2 672	2 757
10	Tshuapa	1 789	2 029	2 094	2 161	2 230	2 302	2 375	2 451	2 530

<sup>3</sup> Annuaire Statistique, INS 2019

<sup>4</sup>[https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS?locations=CD&most\\_recent\\_value\\_desc=false](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS?locations=CD&most_recent_value_desc=false)

<sup>5</sup> Densité calculée à partir des données de projection de l'INS, 2019

N°	Provinces	2019	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
11	Tshopo	2 582	2 929	3 022	3 119	3 219	3 322	3 428	3 538	3 651
12	Bas-Uele	1 250	1 418	1 463	1 510	1 558	1 608	1 660	1 713	1 768
13	Haut-Uele	2 046	2 321	2 395	2 472	2 551	2 632	2 717	2 804	2 893
14	Ituri	4 008	4 546	4 692	4 842	4 997	5 157	5 322	5 492	5 668
15	Nord-Kivu	7 574	8 591	8 866	9 150	9 442	9 745	10 056	10 378	10 710
16	Sud-Kivu	6 565	7 447	7 685	7 931	8 185	8 446	8 717	8 996	9 283
17	Maniema	2 654	3 010	3 107	3 206	3 309	3 415	3 524	3 637	3 753
18	Haut-Katanga	5 378	6 100	6 295	6 497	6 705	6 919	7 141	7 369	7 605
19	Lualaba	2 993	3 395	3 504	3 616	3 731	3 851	3 974	4 101	4 232
20	Haut-Lomami	3 444	3 906	4 031	4 160	4 294	4 431	4 573	4 719	4 870
21	Tanganyika	3 570	4 049	4 179	4 313	4 451	4 593	4 740	4 892	5 048
22	Kasaï-Oriental	3 601	4 085	4 215	4 350	4 489	4 633	4 781	4 934	5 092
23	Sankuru	2 417	2 742	2 829	2 920	3 013	3 110	3 209	3 312	3 418
24	Lomami	2 801	3 177	3 279	3 384	3 492	3 604	3 719	3 838	3 961
25	Kasaï-Central	3 743	4 246	4 381	4 522	4 666	4 816	4 970	5 129	5 293
26	Kasaï	3 165	3 590	3 705	3 823	3 946	4 072	4 202	4 337	4 476
<b>Total</b>		<b>98 370</b>	<b>111 579</b>	<b>115 149</b>	<b>118 834</b>	<b>122 637</b>	<b>126 561</b>	<b>130 611</b>	<b>134 791</b>	<b>139 104</b>

Source : Population INS 2019 projetée à une croissance démographique de 3,2%

La ville de Kinshasa avec près de 15 784 586 habitants en 2023 pour une superficie de 9 965 Km<sup>2</sup> a une très forte densité de 1 584 habitants au Km<sup>2</sup> ; en revanche, la province du Bas-Uélé avec une population de 1 418 000 habitants pour une superficie de 148 331 Km<sup>2</sup> a une densité très faible estimée à 10 habitants par Km<sup>2</sup>. Cette situation nécessite des stratégies appropriées pour chacune des provinces, en fonction de sa densité, de son hydrographie, de ses éventuels obstacles naturels (forêts, montagnes, etc.) ainsi que de sa situation sécuritaire.

Selon les données de l'INS en 2019, la tranche d'âge économiquement active (20-64 ans), c'est-à-dire les adultes qui doivent prendre en charge à la fois des enfants et des vieillards ne représente que 39,6% de la population totale. Ceci peut être un défi à relever pour le développement des assurances maladies en vue de faciliter l'accès aux services de santé.

En 2022, la Banque Mondiale a estimé que la RDC figurait parmi les cinq (05) nations les plus pauvres dans le monde avec près de 62% de la population vivant avec moins de 2,15 dollars par jour. Elle a estimé en outre, que près d'une personne sur 6 en situation d'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne vivait en RDC. L'ampleur de cette pauvreté varie considérablement d'une région à une autre, selon qu'on réside en milieu urbain et rural ainsi que selon les groupes socioprofessionnels. Il résulte de cette situation la non-satisfaction des besoins fondamentaux de la population de sorte que

des reformes vigoureuses sont à entreprendre dans le secteur économique pour permettre la réduction de la pauvreté. Dans ces conditions, les besoins de financement massif des secteurs sociaux comme la santé contrastent avec les ressources relativement maigres mobilisées et/ou mobilisables par l'État.

### 1.3. Situation politico-administrative

La RDC est un État unitaire fortement décentralisé qui comprend vingt-cinq (25) provinces et la ville de Kinshasa ayant statut de province. Selon l'annuaire statistique 2020 de l'INS, la RDC comprend 98 villes, 145 territoires, 471 secteurs, 264 chefferies, 137 communes urbaines, 174 communes rurales et 5 908 groupements.

Cette organisation peut influencer sur la couverture sanitaire nationale ainsi que sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La constitution de la RDC a consacré quatre (04) institutions suivantes :

- Le Président de la République ;
- Le Parlement composé de deux (02) chambres qui exercent le pouvoir législatif et le contrôle de l'action du gouvernement ;
- Le Gouvernement qui conduit la politique de la nation, dirigé par un Premier Ministre ;
- Les Cours et Tribunaux qui exercent le pouvoir judiciaire.

Chacune des vingt-cinq (25) provinces et la ville de Kinshasa comprend une Assemblée provinciale et un gouvernement provincial dirigé par un gouverneur élu au suffrage universel indirect par les membres de l'Assemblée provinciale.

Les Entités territoriales décentralisées (ETD) sont la ville, le secteur, la chefferie et la commune. Elles ne sont pas encore dotées d'organes délibérants.

Les provinces, la ville de Kinshasa et les ETD sont dotées de la personnalité juridique avec autonomie de gestion administrative et financière. Elles ont les prérogatives d'organiser leurs propres administrations de la santé et de disposer de services publics de santé, dans le respect de la législation, de la réglementation, des politiques, stratégies, normes et directives en vigueur, édictées par le pouvoir central.

## 1.4. Situation économique et financière

De 2019 à 2020, l'activité économique a connu un ralentissement suite aux effets de la Covid-19. De +4,4% en 2019, la croissance économique s'est située à +1,7% en 2020, soit une baisse de 2,7 points de pourcentage. Grâce aux mesures de politiques budgétaires prises par le Gouvernement, l'activité économique a connu une hausse pour se situer à +6,2% en 2021<sup>6</sup>.

Depuis 2020, le pays est en programme formel avec le Fonds Monétaire International (FMI) en vue d'un appui conseil et financier dans la stabilisation du cadre macroéconomique. En 2022, la situation macroéconomique de la RDC a fait preuve de résilience malgré les répercussions de la guerre en Ukraine et la détérioration de l'environnement économique mondial. Le PIB réel a fait preuve de résilience, avec une croissance estimée à +6,6% en 2022, soutenue par une production minière plus élevée que prévue. L'inflation dépasserait 12% en fin 2022, en raison de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants, exacerbée par la guerre en Ukraine et les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement. Le compte courant a atteint un excédent au premier semestre de l'année grâce à de fortes exportations, et en fin octobre, les réserves internationales brutes ont atteint environ 2 mois d'importations, bien au-dessus de l'objectif fixé au début de l'accord de « Facilité Élargie de Crédit » (FEC)<sup>7</sup>.

Avec la mise en place des réformes pour soutenir son économie et le soutien du FMI, les performances de la RDC affichent des résultats satisfaisants. Bien que sujettes à certains risques, l'institution monétaire prévoit une croissance économique solide à +8,5% en 2023 avec une inflation de 13,1%<sup>8</sup>.

Le FMI prévoit que le déficit budgétaire devrait se réduire en 2023. Une mobilisation soutenue des recettes et une maîtrise des dépenses courantes dans les biens, services et subventions devraient laisser de l'espace pour les dépenses sociales, les investissements dans les infrastructures et le capital humain, et l'apurement des arriérés.

En outre, la suppression progressive des subventions aux carburants et la mise en place de transferts sociaux ciblés sont des mesures importantes pour renforcer les filets de sécurité sociale afin de protéger les personnes vulnérables.

<sup>6</sup> Ministère du Budget, Cadre budgétaire à moyen termes 2023-2025, Ed.2022

<sup>7</sup> <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2022/12/20/pr22452-imf-executive-board-concludes-2022-third-review-under-the-ecf-arrangement-with-drc> consulté le 1er avril 2023

<sup>8</sup> Banque Centrale du Congo, Note d'information hebdomadaire N°3.1/2023 du 24 février au 3 mars 2023

Si l'ensemble de ces mesures sont appliquées par le Gouvernement et que le pays maintient les mêmes performances macroéconomiques, l'accroissement des dépenses publiques domestiques en faveur des secteurs sociaux dont la santé permettra de mettre en œuvre les réformes et les actions planifiées dans le présent PNSMN 2023-2030 en vue de réaliser les progrès vers l'atteinte des cibles des Objectifs du Développement Durables 2 liés à l'élimination de la faim et de la famine.

### 1.5. Implications du contexte national sur la stratégie dans la nutrition en RDC

Dans le contexte socioéconomique globalement difficile, la population en RDC est confrontée depuis plusieurs décennies à de graves problèmes de malnutrition touchant particulièrement les enfants de moins de cinq (05) ans, les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les populations vulnérables vivant dans des zones rurales très éloignées et/ou en situation d'urgence.

Quasiment toutes les provinces du pays sont touchées par la malnutrition, mais avec des niveaux de prévalence particulièrement accentués au Maniema, au Kongo central, au Kwango, au Kwilu, dans l'Ituri, le Kasai et le Kasai Central.

La malnutrition qui induit des conséquences graves sur la santé et le bien-être des populations constitue un véritable obstacle à la croissance économique et au développement durable de la RDC. Au regard de cette situation préoccupante, le Gouvernement a pris différents engagements en vue de régler le problème de la malnutrition, avec notamment la formalisation de la Politique Nationale de Nutrition, et l'élaboration d'un Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition (PNSMN) pour la période allant de 2016 à 2020 ; il s'en est suivi la production en 2021 d'un addendum au PNSMN 2016 - 2020 pour couvrir la période de 2021 à 2022 en attendant l'actualisation du plan stratégique.

L'élaboration du PNSMN 2023 - 2030 s'inscrit dans la dynamique d'accentuation des efforts pour l'amélioration de la situation nutritionnelle des populations en RDC.

En plus de renforcer la santé et le bien-être des populations, une meilleure nutrition pourrait impulser une augmentation significative du PIB de la RDC. La nutrition offre également un retour sur investissement appréciable ; en effet, chaque dollar investi dans l'amélioration de la situation nutritionnelle de la population peut générer en retour jusqu'à 16 dollars de revenus économiques pour le pays<sup>9</sup>.

<sup>9</sup> Source : Plaidoyer budgétaire pour la nutrition, ACF, Save the Children, SUN

Considérant ces enjeux et dans l’optique de remédier à la situation préoccupante de la malnutrition, la RDC a souscrit sur le plan politique à plusieurs engagements aux niveaux sous-régional et international, notamment pour la réalisation de l’Objectif de Développement Durable (ODD) n°2 qui vise d’ici 2030 à éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l’agriculture durable. La RDC a également adhéré en mars 2013 au Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN), qui constitue une initiative visant à accélérer les progrès vers la réalisation des ODD liés à la nutrition.

Le PNSMN 2023 - 2030 est le résultat d’une démarche participative ayant impliqué fortement les secteurs concernés et les partenaires notamment au travers de la revue documentaire, des entretiens, des ateliers de planification stratégique et opérationnelle couvrant la période allant d’avril à septembre 2023.

Le présent document du PNSMN 2023 - 2030 est structuré autour de plusieurs volets dont l’état des lieux et les causes de la malnutrition en RDC. Il présente également les enjeux et les défis majeurs de la nutrition, ainsi que les engagements pris par la RDC aux plans national, régional et international en matière d’amélioration de la situation nutritionnelle de la population.

En outre, il décline la Vision 2030 de la RDC en matière de nutrition, les objectifs stratégiques et spécifiques, ainsi que les portefeuilles d’interventions définis par axe et qui devront constituer le cadre d’actions convergentes des secteurs concernés pour l’amélioration de la situation nutritionnelle des populations sur les huit (08) prochaines années. Enfin, il présente les cadres communs de résultats détaillés par objectif stratégique, les plans d’actions sectoriels, le budget de mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030 et les gaps financiers à combler.

## 2. ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE EN RDC

A l'échelle mondiale, la malnutrition affecte plus de deux (02) milliards de personnes (soit une personne sur 3), principalement des femmes et des enfants. Selon les estimations de l'UNICEF/OMS/Groupe Banque mondiale (Joint Child Malnutrition Estimates, 2023), 148,1 millions d'enfants souffrent de malnutrition chronique, 45 millions d'émaciation et 37 millions sont en surpoids dans le monde.

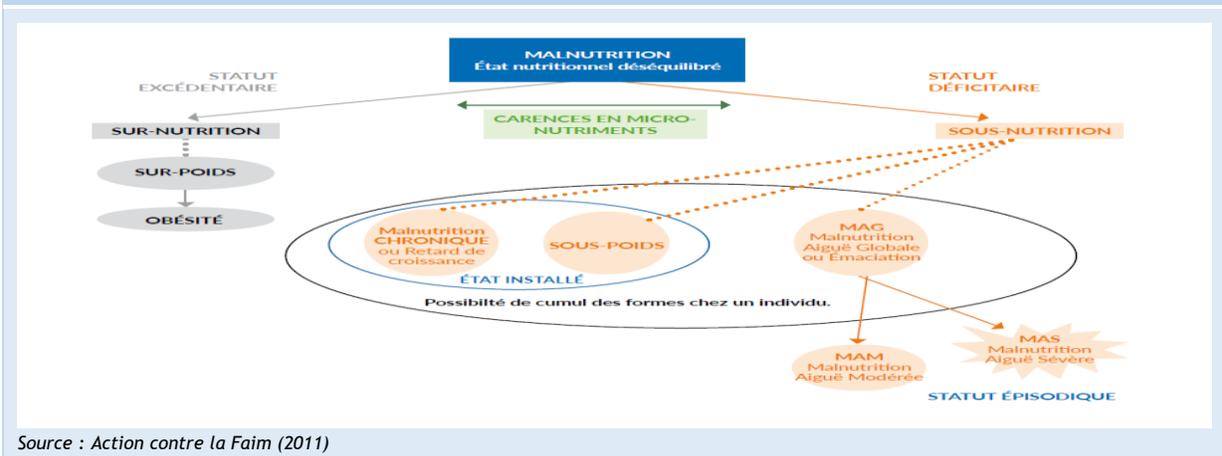
Les données compilées sur les dix (10) dernières années dans les pays en développement affichent une dégradation des indicateurs en matière de nutrition, avec 12,9% de leurs populations en état de sous-alimentation.

La RDC est confrontée à des difficultés socioéconomiques avec un faible niveau de revenu par habitant estimé en 2018 à 577,21 USD/habitant et un taux de pauvreté élevé à 73% (Banque Mondiale, 2021). Cette situation socioéconomique peu reluisante limite les capacités à assurer à la population un meilleur état nutritionnel. Selon les données récentes, l'état nutritionnel de la population congolaise est marqué par une forte prévalence de plusieurs types de malnutrition, tant chez les enfants que chez les adultes.

La prévalence de la malnutrition est aggravée par les situations des violences et d'insécurité, particulièrement à l'Est du pays, alimentant constamment l'instabilité, provoquant d'importants déplacements de populations et compromettant gravement les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire en RDC.

A ces facteurs, s'ajoutent de multiples crises sanitaires (épidémies d'Ebola, rougeole, choléra, COVID-19...) affectant le pays, ébranlant la sécurité sanitaire, alimentaire et nutritionnelle de la population, et son bien-être économique.

Figure 2 : aperçu des différentes formes de malnutrition



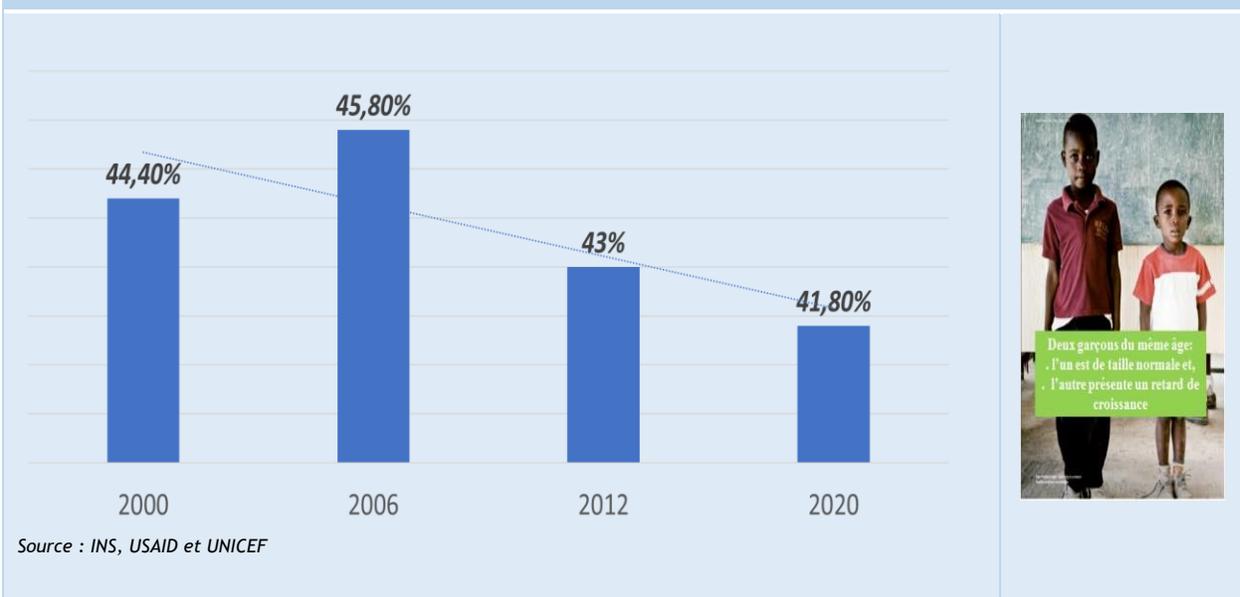
## 2.1. Malnutrition chronique

En ce qui concerne la malnutrition chronique, elle est très répandue dans le pays, touchant principalement les enfants de moins de cinq (05) ans. Bien qu'ayant baissé de 43% en 2010 à 41,8% en 2018 (MICS), la prévalence de la malnutrition chronique reste très élevée dans le pays.

Causée cumulativement par une alimentation insuffisante, des déficiences en nutriments essentiels pendant une période prolongée, une mauvaise hygiène, des infections répétées... la malnutrition chronique se caractérise par un retard de croissance physique, avec notamment une petite taille des enfants par rapport à la normale correspondant à leur âge.

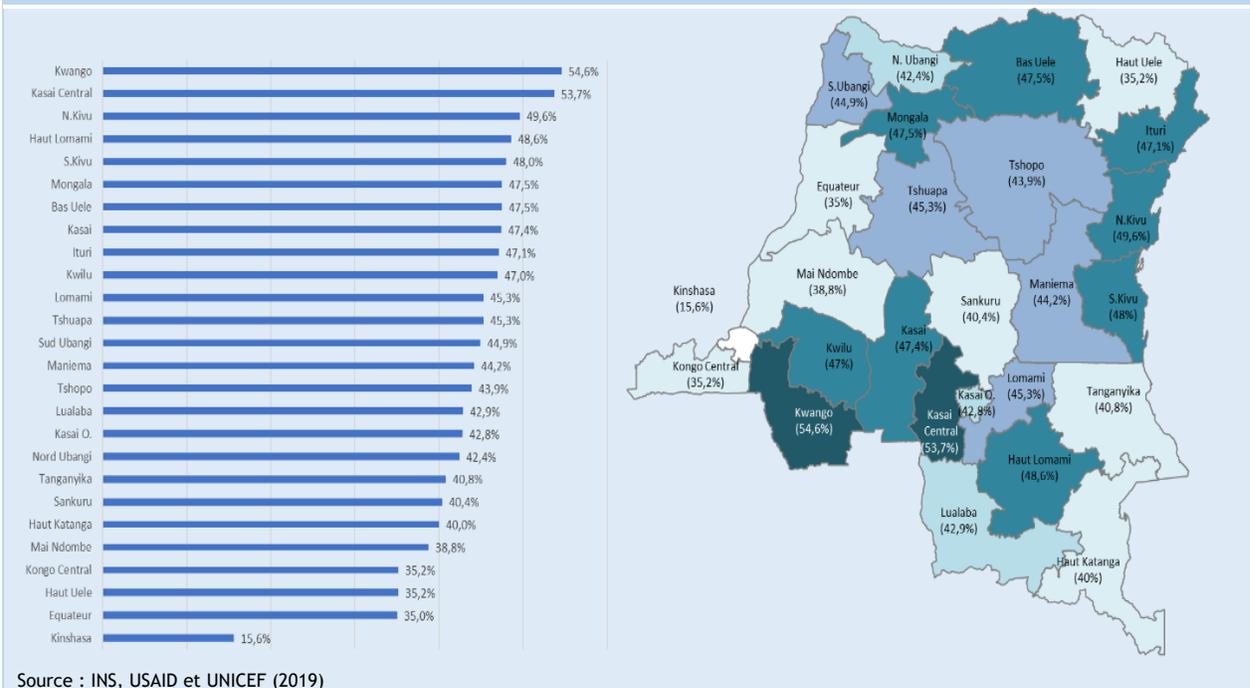
En plus du ralentissement de la croissance physique des enfants, la malnutrition chronique affecte leur développement cognitif et intellectuel, réduit leurs performances scolaires et leur productivité à l'âge adulte.

**Figure 3 : évolution de prévalence de la malnutrition chronique en RDC**



Sur les vingt-six (26) provinces que comptent la République Démocratique du Congo, vingt-cinq (25) affichent des indicateurs de la malnutrition chronique dépassant le seuil d'acceptabilité de 20% de l'OMS. Les provinces du Kwango et du Kasai-Central sont celles qui enregistrent les taux les plus élevés, avec plus de la moitié des enfants souffrant de la malnutrition chronique.

Figure 4 : cartographie du taux de malnutrition chronique en RDC

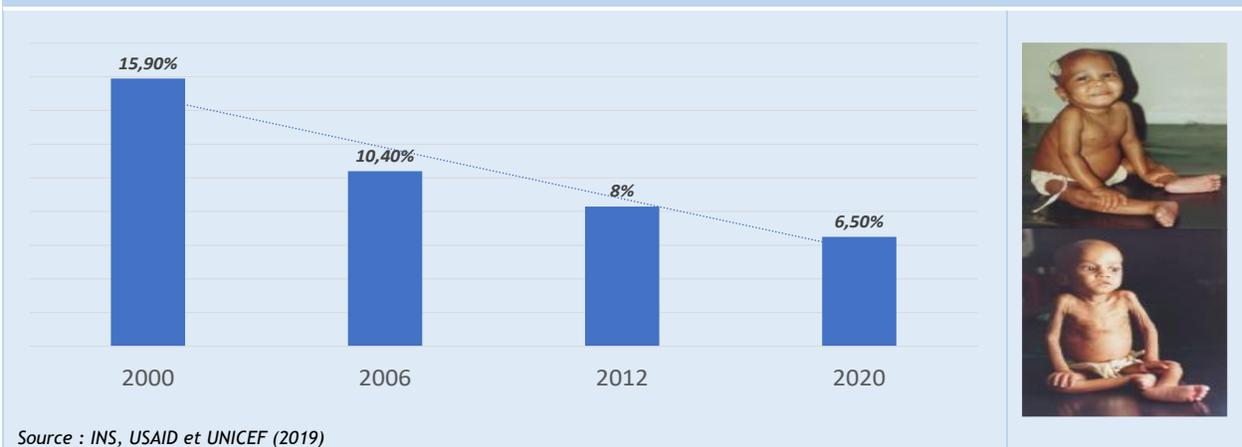


## 2.2. Malnutrition aigüe

Bien que s'étant sensiblement réduite en passant d'un taux de 11% en 2010 à 6,5% en 2018 (MICS), la malnutrition aigüe reste toujours un problème majeur de santé en RDC. La malnutrition aigüe augmente la morbidité et la mortalité. Caractérisée par un très faible rapport poids/taille, une émaciation visible et par la présence d'œdèmes, la malnutrition aigüe résulte d'apports nutritionnels très insuffisants sur une courte période, d'infections récurrentes, de maladies chroniques, de problèmes de digestion ou d'absorption des nutriments... Elle est causée également par les troubles métaboliques ou les troubles psychologiques liés à l'alimentation ou des conditions socio-économiques défavorables.

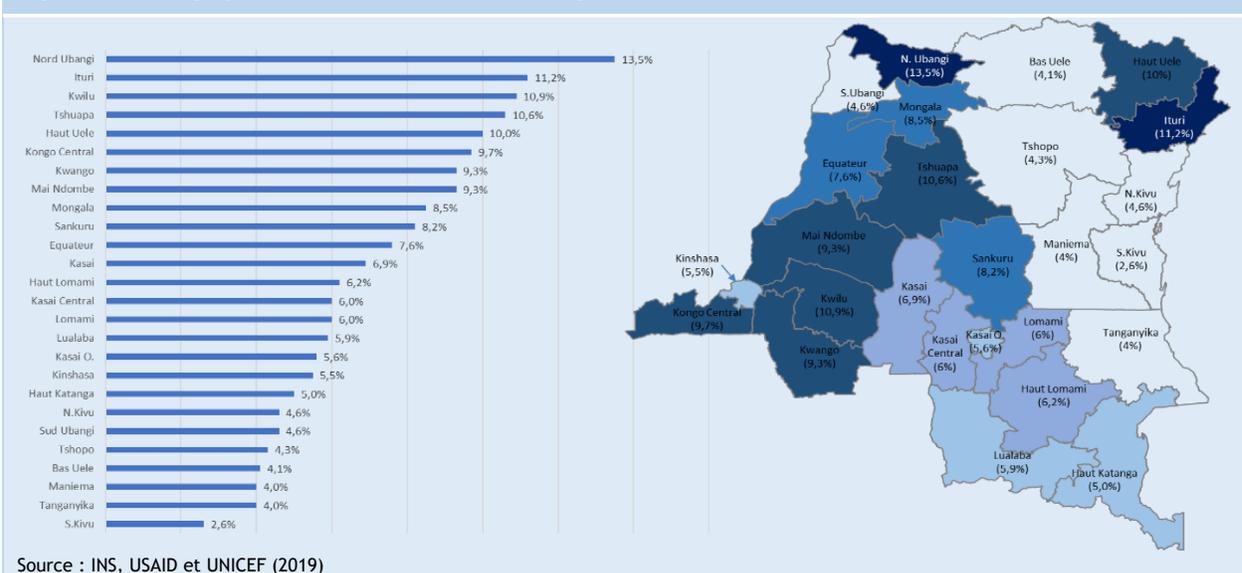
Pouvant être modérée ou sévère, la malnutrition aigüe entraîne une perte de poids rapide, une fonte musculaire, une déshydratation, une faiblesse et un risque accru d'infections. Elle induit également un affaiblissement du système immunitaire, des problèmes de développement physique et cognitif, des infections à répétition, une diminution de la densité osseuse, etc.

**Figure 5 : évolution de la prévalence de la malnutrition aigüe en RDC**



Les provinces comptant les taux de malnutrition aigüe les plus élevés sont le Nord-Ubangi (13,5%) et l’Ituri (11,2%) tandis que le Sud-Kivu et le Nord Kivu enregistrent les taux les plus faibles (respectivement 2,6% et 4,6%).

**Figure 6 : cartographie du taux de malnutrition aigüe en RDC**



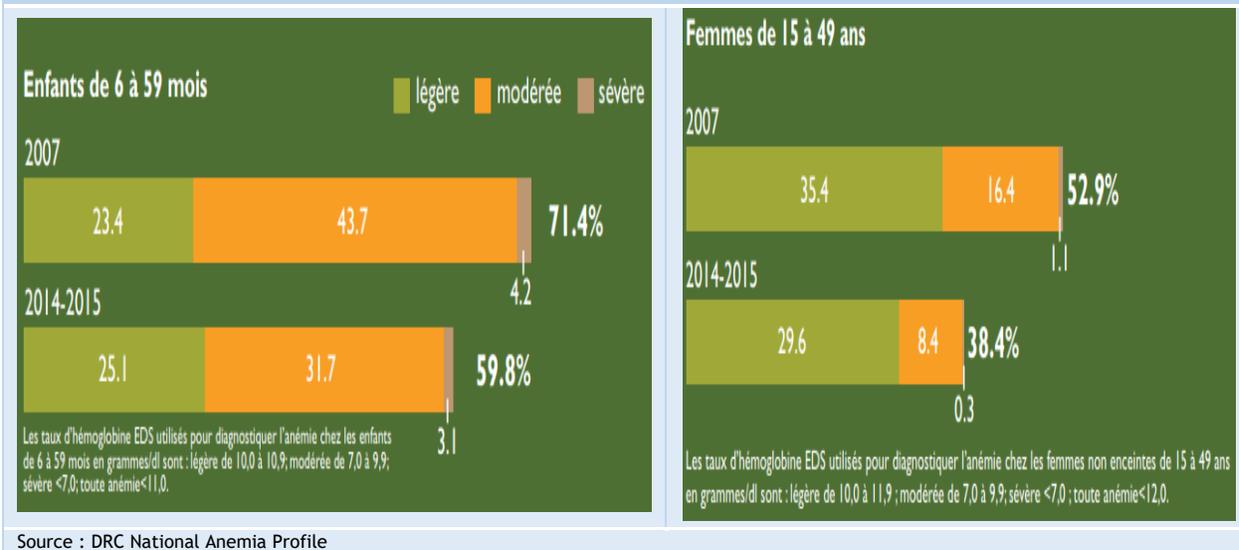
### 2.3. Carences en vitamines et minéraux

Les carences en vitamines et minéraux sont également répandues en RDC. Selon les données de DRC National Anemia Profile, 59,8% des enfants de 6 à 59 mois en RDC souffrent de carences en fer, du fait combiné de causes nutritionnelles (régime alimentaire pauvre en fer, ou en vitamines B9 et B12), de causes sanitaires (paludisme, parasitoses intestinales, infections aigües, maladies chroniques telles que le cancer, le VIH, la tuberculose...) et de troubles physiologiques inhibiteurs de l’absorption du fer.

La carence en fer entraîne l’anémie avec des effets négatifs considérables sur la santé et le bien-être des populations. Les enfants souffrant d’anémie subissent une baisse de leurs défenses immunitaires, des retards cognitifs et de développement, irréversibles. Ils montrent une baisse de productivité au travail à l’âge adulte.

Chez la femme, l’anémie ferriprive entraîne un état de fatigue et de faiblesse persistant, des problèmes de santé reproductive et un affaiblissement du système immunitaire ; de plus, l’anémie maternelle augmente le risque d’enfants nés prématurément et de faible poids à la naissance, ainsi que les taux de mortalité maternelle et infantile.

**Figure 7 : tendances de la prévalence de l’anémie en RDC**



Les données de l'Enquête nationale réalisée par le PRONANUT (en 1998) affichent un taux de 61% des enfants âgés de 6 à 36 mois souffrant d'avitaminose A en RDC.

La carence en zinc est également préoccupante en RDC, touchant environ 50% des enfants de 6 à 59 mois, selon l'enquête MICS de 2017-2018.

## 2.4. Surpoids et obésité

Le surpoids et l'obésité décrivent l'excès de poids chez les individus, du fait d'une nutrition excessive par rapport aux besoins du corps, avec une alimentation riche en calories, en graisses saturées, en sucre et en sel, associée à une activité physique absente ou insuffisante. Dans le détail, le surpoids fait référence à l'état d'une personne affichant un poids corporel supérieur à ce qui est considéré comme sain pour sa taille, son âge et son sexe.

Le surpoids (caractérisé par un IMC compris entre 25,0 et 29,9) peut résulter d'une accumulation excessive de tissu adipeux ou graisse dans le corps, mais sans atteindre le seuil défini pour être classé comme obésité. L'obésité est une condition plus avancée que le surpoids et se caractérise par une accumulation excessive de graisse corporelle qui peut avoir des conséquences néfastes sur la santé. Selon les critères de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une personne est considérée comme obèse lorsque son IMC est égal ou supérieur à 30.

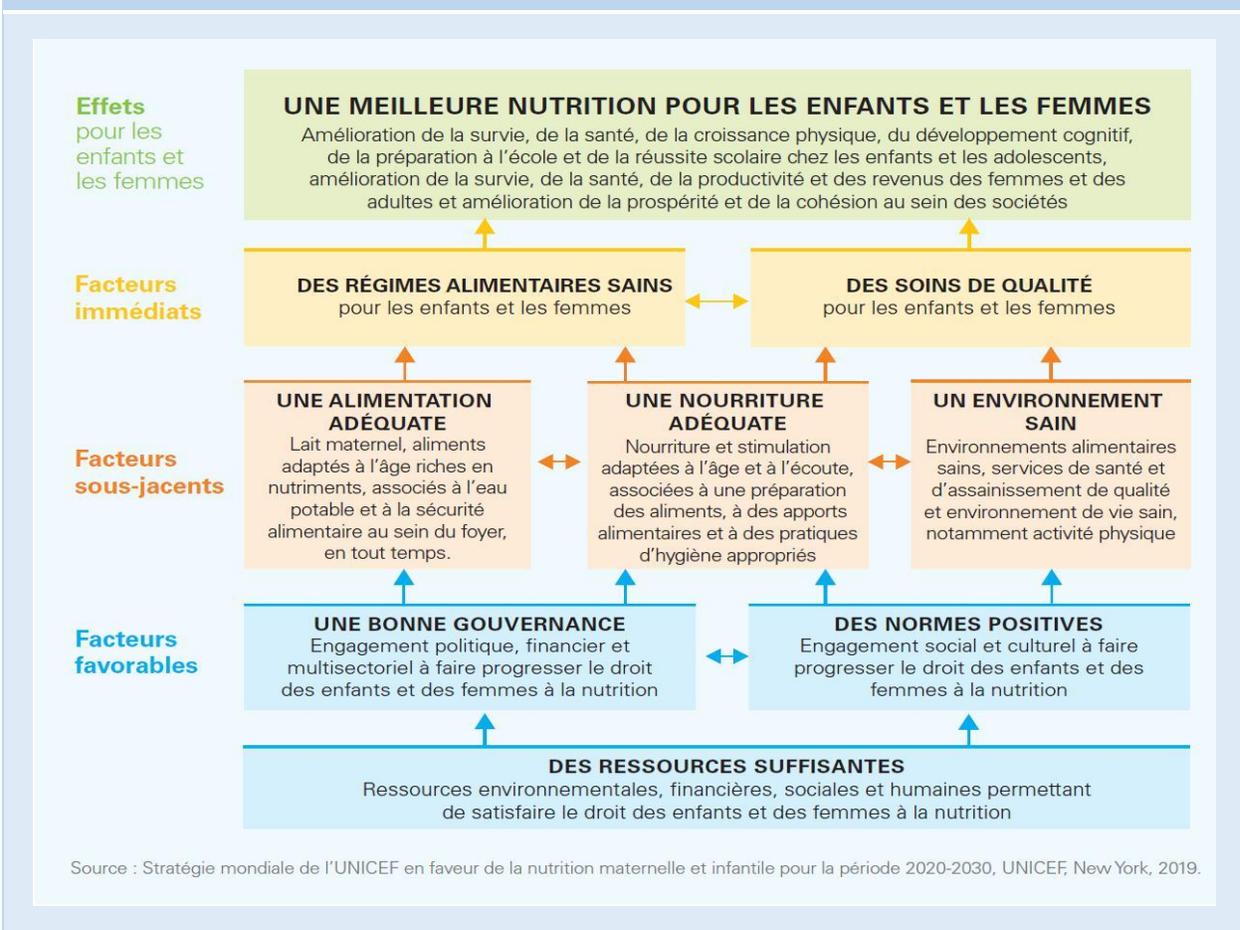
Les données disponibles affichent une prévalence du surpoids des enfants de moins de 5 ans de 4,4% en RDC (NCD-RisC 2016) ; l'obésité touche 3,8% des enfants de moins de 5 ans (Rapport MICS 2018). Quant aux adolescentes (10-19 ans) et aux femmes adultes, les taux de surpoids en RDC sont respectivement de 13% et de 33% (NCD - RisC 2016).

Les individus en surpoids ou obèses sont exposés à des pathologies chroniques telles que les maladies cardiovasculaires, le diabète, l'hypertension, certains cancers, les troubles métaboliques, les arthroses invalidantes, les problèmes articulaires et à des risques de décès prématurés.

### 3. PRINCIPALES CAUSES DE LA MALNUTRITION EN RDC

La situation de la malnutrition en RDC résulte de plusieurs causes interdépendantes et qui se renforcent mutuellement, maintenant l'état nutritionnel des populations dans un cercle vicieux. On distingue des causes immédiates, sous-jacentes et structurelles.

Figure 8 : chaîne d'impact de l'amélioration de la situation nutritionnelle



#### 3.1. Causes immédiates

##### 3.1.1. Alimentation et comportements alimentaires inadéquats

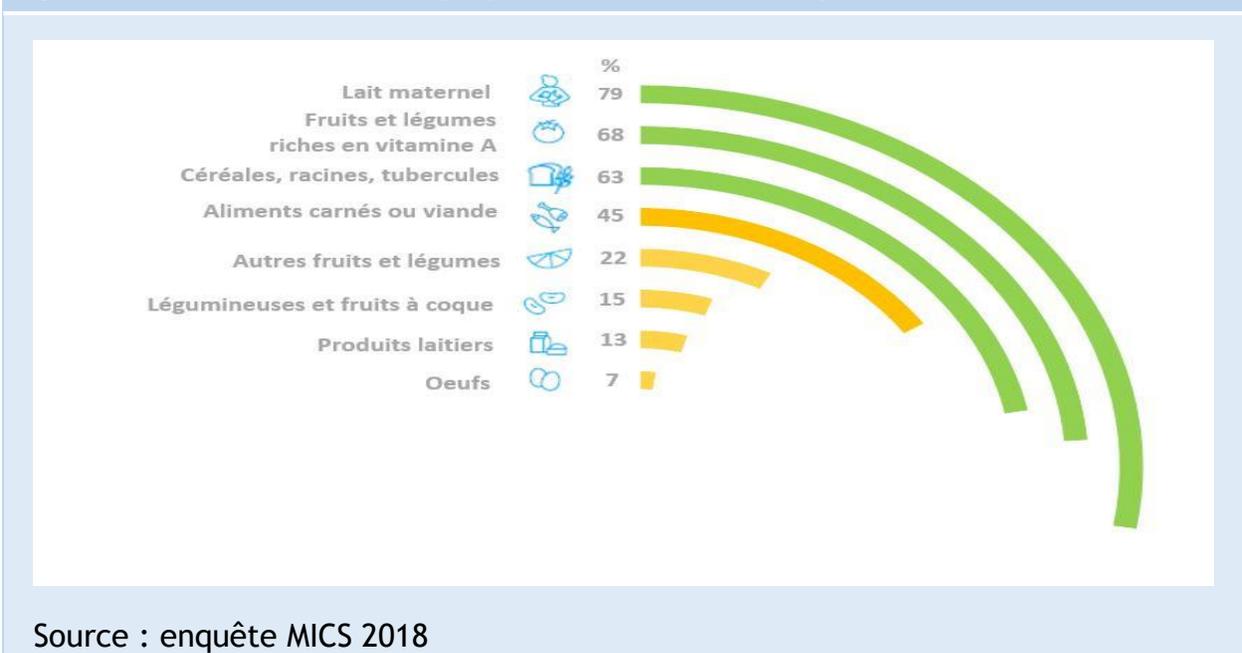
Les apports alimentaires en quantité et en qualité insuffisantes, surtout chez les groupes vulnérables notamment les nourrissons, les jeunes enfants, les adolescentes, les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les personnes du troisième âge, figurent parmi les causes immédiates de la malnutrition en RDC.

Les comportements alimentaires et les modes de vie inadéquats contribuent également à la dégradation de la situation alimentaire des populations. En effet, le régime alimentaire dans plusieurs régions du pays est pauvre, basé essentiellement sur la consommation de féculents et de céréales, avec des aliments manquants comme les légumineuses, les oléagineux, les produits d'élevage/pêche, les fruits et légumes.

On note également de mauvaises pratiques de l'allaitement maternel. Selon les données du MICS 2018, 46,7% d'enfants sont mis au sein dans l'heure qui suit la naissance alors que 85% des femmes accouchent devant un personnel de santé qualifié et 53,5% d'enfants sont allaités exclusivement au sein jusqu'à l'âge de 6 mois ; 50,1% des femmes allaitent de manière continue au sein jusqu'à l'âge de deux (02) ans, par contre 8% des enfants de 6 à 23 mois ont reçu une alimentation de complément adéquate.

Concernant l'alimentation de complément, le graphique ci-dessous montre que seuls trois (03) des huit (08) groupes d'aliments recommandés sont consommés à plus de 50% par les enfants de 6 à 23 mois (Enquête MICS 2018).

**Figure 9 : taux de consommation des groupes d'aliments recommandés pour les enfants de 6 à 23 mois**



Les comportements alimentaires sont aussi influencés par plusieurs pesanteurs sociales (normes coutumières, statut inférieur de la femme dans les communautés rurales, interdits alimentaires...) privant les groupes vulnérables des conditions propices à un bon état nutritionnel.

Dans les milieux aisés, on note une consommation importante d'aliments riches en sucres et en graisses, couplée à la sédentarité, au tabagisme et à l'alcoolisme conduisant à l'émergence du surpoids, de l'obésité et des maladies chroniques.

### 3.1.2. Prévalence des Maladies infectieuses

La République Démocratique du Congo enregistre une forte prévalence des maladies infectieuses telles que la diarrhée, le paludisme, les infections respiratoires aiguës, la rougeole, les maladies de personnes du 3<sup>ème</sup> âge... avec leurs corollaires de perte d'appétit, de malabsorption intestinale, favorisant l'installation ou l'aggravation de la malnutrition au niveau des groupes vulnérables. On assiste aujourd'hui à plusieurs urgences sanitaires, dont les épidémies favorisées par la diversité de l'écosystème avec comme maladies potentielles la rougeole avec 5 366 cas signalés chez les enfants de moins de cinq (05) ans (OMS, 2018), le choléra, la maladie à virus Ebola, la poliomyélite, la Méningite, la Covid-19, la variole de singe (Monkeypox) et autres. A cette situation s'associent les maladies tueuses avec une prévalence du VIH/SIDA (1,2%)<sup>10</sup> et de la tuberculose (286 personnes atteintes en 2020)<sup>11</sup> en RDC fragilisant ainsi l'état nutritionnel des personnes infectées et affectées.

## 3.2. Causes sous-jacentes

### 3.2.1. Insuffisance d'accès et d'utilisation des services préventifs et curatifs de santé et de nutrition

Parallèlement au profil épidémiologique de la RDC marqué par une éclosion des maladies infectieuses, l'accès et l'utilisation des services de santé sont limités par le fait non seulement des barrières physiques, financières et sociales, mais aussi de la qualité inadéquate desdits services (par manque de ressources humaines qualifiées et/ou d'un plateau technique performant). Cette situation contribue à dégrader la situation nutritionnelle des populations.

### 3.2.2. Insalubrité des cadres de vie

Le déficit d'hygiène en RDC reflété par un taux d'accès à l'eau potable de 42%<sup>12</sup> et un taux d'assainissement de 23%<sup>13</sup> en 2017 affecte négativement l'état sanitaire et nutritionnel des populations. En effet, l'insalubrité des cadres de vie, combinée aux

<sup>10</sup> Source : EDS 2013 -2014

<sup>11</sup> Source : Global Fund, mise à jour trimestrielle relative à la tuberculose, Avril 2022

<sup>12</sup> Source : OMS

<sup>13</sup> Source : Banque mondiale

pratiques d'hygiène inadéquates (avec seulement 13,7% de la population rurale et périurbaine se lavant les mains au savon ou à la cendre selon l'EDS 2013-2014), induit la forte prévalence des maladies infectieuses observée actuellement en RDC.

### 3.2.3. Insécurité alimentaire et vulnérabilité économique

En plus des comportements alimentaires et des facteurs sanitaires, l'insécurité alimentaire se dégage comme un déterminant majeur de la situation nutritionnelle en RDC. L'indice de sécurité alimentaire qui a été généré, en combinant les trois indicateurs clés indiqués, notamment le score de consommation alimentaire (SCA), la part des dépenses alimentaires et les stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance (épuisement des actifs), montre qu'en RDC 49,5% des ménages sont affectés par l'insécurité alimentaire dont 16,4% le sont de façon sévère (E-QUIBB / RDC 1-2016). Cette situation d'insécurité alimentaire découle de l'insuffisance des superficies cultivées, de la faible fertilité des terres fortement acidifiées et de la mauvaise qualité des semences.

De plus, les techniques de production restent largement traditionnelles, avec un matériel de production rudimentaire, limitant la productivité et maintenant les rendements à des niveaux faibles.

Quant aux secteurs de l'élevage et de la pêche, ils sont aussi confrontés à une très faible productivité, ne permettant pas de couvrir les besoins de consommation en RDC. Dans l'ensemble, les secteurs productifs souffrent de la quasi-inexistence de programmes de financement et de produits d'assurances, respectivement pour la promotion, le développement des activités et pour la sécurisation durable des productions.

## 3.3. Causes structurelles

### 3.3.1. Pauvreté et Emploi

En plus de la production alimentaire insuffisante, d'autres facteurs contribuent à limiter l'accès des populations aux aliments en quantité et en qualité adéquates. Il s'agit notamment de la pauvreté de la population qui touche 76 millions de personnes, soit 73% de la population vivant avec moins de 2,15 dollars par jour<sup>14</sup>. Selon l'Enquête QUIBB RDC 2016, le taux de chômage au sens du BIT est estimé pour l'ensemble de la RDC à 3,7%. Il est de 0,9% en milieu rural et à 8% en milieu urbain. Le taux de chômage

<sup>14</sup> <https://www.mediaterre.org/jeunes/actu,20190719145330.html>

au sens du BIT est estimé pour l'ensemble de la RDC à 3,7%. Il est de 0,9% en milieu rural et à 8% en milieu urbain.

### 3.3.2. Conflits armés et catastrophes naturelles

Les conflits armés et les catastrophes naturelles entraînent des déplacements massifs des populations, perturbant les activités agricoles, déstructurant les systèmes de santé et alimentaires, aggravant ainsi la malnutrition.

Malgré les efforts de prévention et de stabilisation, les conflits persistent et continuent de ravager la population de la RDC, avec plus de 100 groupes armés qui opèrent en particulier dans les Provinces d'Ituri, du Kasai, du Nord et du Sud Kivu, du Mai-Ndombe, du Kwango, du Kwilu, du Kongo-Central et du Tanganyika.

Les combats à grande échelle dans ces provinces ont causé de nombreux dommages civils, et plus de 5,5 millions de déplacés internes en 2022.

Le pays reste également très exposé aux catastrophes naturelles (pluies abondantes, inondations, glissements de terrain, les perturbations climatiques...) qui accentuent la détérioration des infrastructures et la vulnérabilité des populations.

## 4. DEFIS MAJEURS DE LA NUTRITION EN RDC

L'état des lieux met en exergue une prévalence de la malnutrition en RDC à des niveaux encore alarmants.

Les données d'études disponibles indiquent que la malnutrition entraîne une perte économique équivalente à 11% du PIB mondial<sup>15</sup>. Pour le cas spécifique de la RDC, l'étude du coût de la faim conduite en 2016 par le Gouvernement Congolais avec l'appui technique et financier du PAM, indique que le pays a connu en 2014 des pertes associées à la sous nutrition estimées à 1,771 millions de US\$. Ces pertes correspondent à 4,56 % de PIB pour la même année.

La dynamique pour sortir du cercle vicieux de la malnutrition impose de relever plusieurs défis majeurs portant principalement sur les points suivants :

- **La pauvreté des ménages** surtout en milieu rural et péri urbain : 73% de la population vivent sous le seuil de pauvreté<sup>16</sup> ;
- **Le financement de la nutrition** : il importe d'évoluer vers une mobilisation accrue de ressources financières suffisantes et durables pour la nutrition, à travers le renforcement des budgets sectoriels et des investissements dédiés. A ce sujet, il sera utile également d'adopter la mise en œuvre de mécanismes innovants de financement et d'étudier la mise en place d'une ligne budgétaire explicite dédiée à la nutrition dans les budgets des secteurs au niveau national, provincial et des entités territoriales décentralisées (ETD) ;
- **Le passage à l'échelle des interventions** (couverture universelle) : il reste fondamental pour la RDC d'opérer une amélioration de la couverture en services essentiels de nutrition et une mise à l'échelle des interventions sensibles nutrition particulièrement dans les provinces à forte prévalence de la malnutrition ;
- **L'intégration de la nutrition par les autres secteurs sensibles** (santé, agriculture, pêche et élevage, éducation, eau, hygiène et assainissement, protection sociale, genre, développement rural...) ;
- **Le positionnement institutionnel, la gouvernance et la coordination de la multisectorialité** : le renforcement de la coordination multisectorielle de la nutrition demeure un prérequis pour favoriser l'amélioration de la situation nutritionnelle dans le pays ; il s'agira notamment de renforcer les mécanismes de coordination intra sectorielle, intersectorielle à tous les niveaux, d'assurer la

<sup>15</sup> Rapport Global du SUN 2014

<sup>16</sup> <https://www.mediaterre.org/jeunes/actu,20190719145330.html>

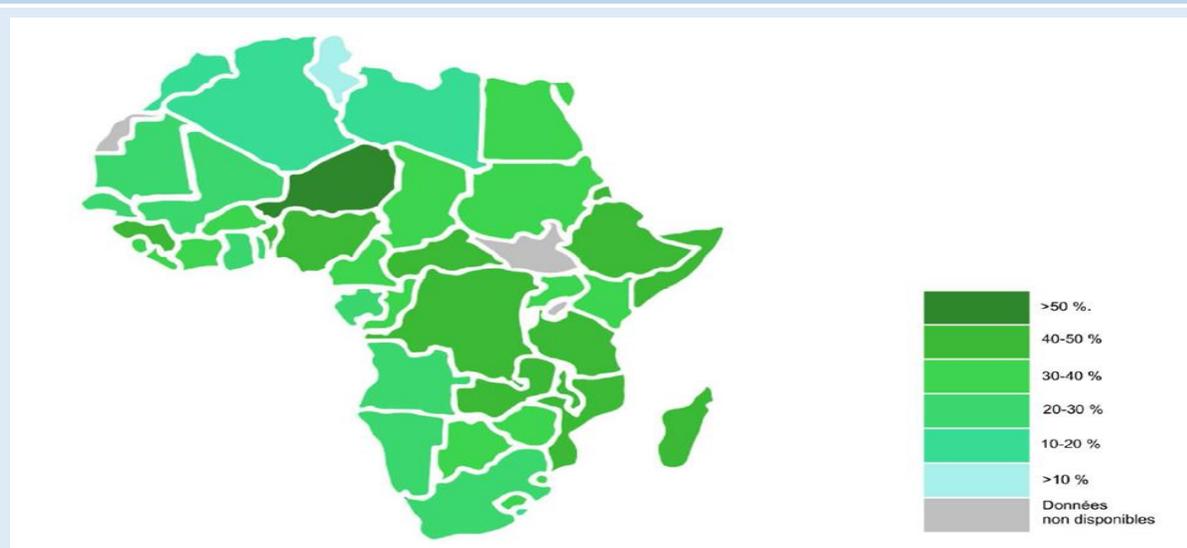
prise en compte du principe de redevabilité et d'améliorer le système d'information de la nutrition ;

- **Le renforcement de la résilience des communautés, l'amélioration du cadre de vie et des normes sociales y compris celles liées au genre** : il s'agira d'améliorer l'accessibilité des ménages à une alimentation diversifiée et nutritive pendant toute l'année, de renforcer leur résilience et l'autonomisation des groupes vulnérables ; il importe également pour la RDC de développer l'accès à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement adéquats, parallèlement à la prise en compte de l'aspect genre dans les interventions, ainsi que des normes socioculturelles dans les approches de communication.

L'amélioration de la situation nutritionnelle en RDC impose aussi de relever le défi lié au renforcement de la protection sociale, du fait des conflits persistants dans plusieurs provinces du pays et des catastrophes naturelles. Ces facteurs causent de nombreux dommages civils, induisent des déplacements massifs de réfugiés, déstructurant ainsi les systèmes alimentaires et sanitaires, et dégradant gravement l'état nutritionnel des populations affectées.

Les défis de nutrition étant multifactoriels, il importe de s'inscrire dans le renforcement de la multisectorialité afin de mobiliser l'ensemble des parties prenantes clés (secteurs, partenaires techniques et financiers, organisations internationales, société civile, etc.) pour agir sur la chaîne de causalité de la malnutrition, par le biais de portefeuilles d'interventions alignés sur les objectifs d'amélioration de la situation nutritionnelle.

**Figure 10** : cartographie de la prévalence de la malnutrition chronique en Afrique



Source : Rapport continental du coût de la faim en Afrique - Union Africaine

## 5. ENJEUX DE L'AMELIORATION DE SITUATION NUTRITIONNELLE EN RDC

L'amélioration de la situation nutritionnelle permettra de renforcer la santé et le bien-être des populations, de développer un capital humain productif et de booster l'essor économique du pays.

Sur le volet relatif à la santé et au bien-être des populations, l'amélioration de la situation nutritionnelle permettra de réduire la morbidité et la mortalité, à travers le renforcement du système immunitaire, la réduction des troubles de croissance et des risques de maladies. Elle permettra aussi de réduire le fardeau des maladies sur le budget des ménages et de dégager plus de ressources pour l'amélioration de leur qualité de vie.

Sur le développement du capital humain, une bonne nutrition permet d'améliorer la capacité d'apprentissage des enfants et d'impacter positivement et à long terme la productivité économique des adultes.

Les études de référence réalisées dans le secteur estiment qu'une meilleure nutrition de la population pourrait augmenter le PIB d'un pays d'au moins 3% par an<sup>17</sup>. La nutrition offre également un retour sur investissement appréciable ; en effet, chaque dollar investi dans l'amélioration de la situation nutritionnelle de la population peut générer en retour jusqu'à 16 dollars de revenus économiques pour le pays<sup>18</sup>. Le Consensus de Copenhague a mis en évidence que chaque dollar investi dans le domaine de la nutrition pendant les 1 000 premiers jours d'un enfant induit à l'âge adulte un retour sur investissement de 48 USD en termes de bonne santé et de productivité économique<sup>19</sup>.

L'amélioration de la situation nutritionnelle permettra donc aux populations de mener une vie saine et productive et de briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la malnutrition intergénérationnelle. Elle peut permettre d'augmenter les salaires des adultes (touchés par la malnutrition à leur plus jeune âge) de 5 à 50% selon les pays<sup>20</sup>. Ces impacts positifs atténuent les disparités socio-économiques et de genre en donnant à tous des chances égales de se développer physiquement et intellectuellement.

<sup>17</sup> Source : Banque Mondiale, 2010

<sup>18</sup> Source : Plaidoyer budgétaire pour la nutrition, ACF, Save the Children, SUN

<sup>19</sup> Source : <http://thousanddays.org/the-issue/why-1000-days/> [Accessed 5 May 2016]

<sup>20</sup> Source : Améliorer la nutrition en RDC – A quel coût ? Août 2015

## 6. ENGAGEMENTS DE LA RDC EN MATIERE DE NUTRITION

Dans l'optique de remédier à la situation préoccupante de la malnutrition, la RDC a souscrit sur le plan politique à plusieurs engagements aux niveaux national, sous-régional et international.

Dans le détail et à l'échelon national, la RDC a instauré plusieurs politiques et programmes destinés à améliorer la nutrition de sa population. A ce titre, le pays a adopté la Politique Nationale Multisectorielle de Nutrition (PNMN) afin de mobiliser et coordonner les efforts des différents secteurs clés (santé, agriculture, éducation, eau et assainissement, etc.) pour réduire la prévalence de la malnutrition au moyen d'interventions ciblées, notamment la promotion de l'allaitement maternel, la diversification des régimes alimentaires, l'apport de compléments en micronutriments, et l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Par ailleurs, la RDC dispose d'une Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN), qui vise l'assurance d'une disponibilité, d'une accessibilité et d'une stabilité accrues en matière d'aliments nutritifs pour l'ensemble de la population. Cette politique met l'accent sur le renforcement d'une agriculture durable, l'amélioration de la résilience des communautés face aux aléas climatiques et économiques, ainsi que la promotion de l'éducation nutritionnelle.

Au niveau régional, la RDC participe activement à plusieurs initiatives visant à améliorer la nutrition. Il s'agit notamment du PRIASAN (Plan Régional d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle) initié par la Communauté Economique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en promouvant des politiques agricoles efficaces, en améliorant la productivité agricole, en renforçant les infrastructures et en favorisant l'accès aux marchés. Sur le volet spécifique à la nutrition, le PRIASAN met particulièrement l'accent sur la promotion des régimes alimentaires diversifiés, l'amélioration de l'accès aux services de santé et d'assainissement, et la sensibilisation à l'importance d'une nutrition adéquate.

La RDC est également membre de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) qui a également pris des mesures pour lutter contre la malnutrition à travers son Programme de Nutrition et de Sécurité Alimentaire (NSFP). Ce programme cible l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire à travers la mise en œuvre de stratégies de réduction de la pauvreté, de renforcement des capacités des agriculteurs et de diversification des cultures, de facilitation de l'accès aux marchés agricoles et à l'eau potable. Sur le plan des interventions en nutrition, le NSFP priorise

la promotion de l'allaitement maternel exclusif, la supplémentation en micronutriments et l'éducation nutritionnelle.

Au plan continental, la RDC a adhéré à la Déclaration de Maputo qui engage depuis 2003 les Etats membres de l'Union Africaine à œuvrer pour réduire de moitié et d'ici 2025 le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation, de malnutrition chronique (retard de croissance) et de malnutrition aiguë (insuffisance pondérale). A ce titre, la Déclaration de Maputo exhorte notamment les pays signataires à promouvoir l'allaitement maternel exclusif pour les six (06) premiers mois de vie des nourrissons, à améliorer la disponibilité et l'accès des populations aux aliments nutritifs via le renforcement des systèmes de distribution alimentaire et la résilience des producteurs face aux aléas climatiques. La Déclaration de Maputo incite également les pays signataires à s'inscrire dans une approche multisectorielle en intégrant la nutrition dans les politiques agricoles, sociales, de santé... et à soutenir la mise en œuvre des interventions associées avec une allocation adéquate de ressources financières.

Dans la lignée de la Déclaration de Maputo, la RDC a souscrit aux engagements du Sommet de Malabo tenu en juin 2014 et qui comprennent entre autres, un objectif d'investissement public de 10% dans le secteur agricole, l'élimination de la faim et de la malnutrition infantile. Le pays est aussi signataire de la déclaration adoptée lors du Sommet des Chefs d'État de l'Union africaine en 2001 au Nigeria, et qui incite à allouer au moins 15% des ressources du budget national pour le développement et la mise en œuvre de programmes de santé, y compris ceux liés à la nutrition.

Sur le plan international, la RDC est engagée dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, en particulier l'ODD 2 qui vise d'ici 2030 à promouvoir l'agriculture durable, assurer la sécurité alimentaire, améliorer l'accès de tous à une alimentation suffisante, nutritive et de qualité, et éliminer ainsi la malnutrition sous toutes ses formes.

La RDC a également adhéré au plan mondial au Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN), qui constitue une initiative visant à accélérer les progrès vers la réalisation des ODD liés à la nutrition. Cette adhésion effective depuis mai 2013 engage le pays à renforcer la sensibilisation et le plaidoyer en matière de nutrition, à mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à améliorer la nutrition de sa population, à développer la coordination et la collaboration entre les différents acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la nutrition.

Le Mouvement SUN engage aussi le pays à assurer le renforcement des capacités des acteurs et à mettre en place des mécanismes de financement durable de la nutrition, basés sur la mobilisation des ressources financières aux plans national et international.

Figure 11 : cibles mondiales de nutrition 2025 de l'OMS



## 7. VISION, OBJECTIFS STRATEGIQUES ET SPECIFIQUES DE LA NUTRITION

### 7.1. Vision 2030 de la nutrition en RDC

Partant des défis à relever et des engagements de la RDC pour l'amélioration de la situation nutritionnelle des populations, la Vision 2030 de la nutrition se décline comme suit :

« Faire de la RDC un pays où chaque individu jouit d'un meilleur état nutritionnel, garantissant le développement d'un capital humain pleinement contributif à l'impulsion du développement socioéconomique à l'horizon 2030 »

Cette vision engage l'ensemble des parties prenantes à s'investir, dans le cadre d'une multisectorialité dynamique, pour réduire sensiblement la prévalence de la malnutrition sous toutes ses formes dans le pays et créer les conditions propices à une nutrition durablement optimale pour tous, en déployant au profit des populations les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition (santé, agriculture, pêche, élevage, développement rural, eau, hygiène, assainissement, protection sociale, genre, éducation...).

Le but visé par l'approche multisectorielle de nutrition est de fonder le socle d'une amélioration de la qualité de vie de l'ensemble de la population en RDC.

### 7.2. Objectif global de la nutrition en RDC

La vision 2030 dégage l'objectif global de la nutrition en RDC défini comme suit :

« Améliorer l'état nutritionnel de la population de la RDC, en particulier les enfants de moins de cinq (05) ans, les adolescents, les femmes enceintes, les femmes allaitantes, les personnes du troisième âge, les personnes handicapées et tout autre groupe vulnérable par la synergie des interventions multisectorielles de nutrition »

Au-delà de l'amélioration de la situation nutritionnelle et de la qualité de vie de la population, l'objectif visé est de bâtir un capital humain de qualité et productif pour servir de levier et de moteur à la construction d'une économie diversifiée, à croissance inclusive et à revenu intermédiaire, conformément aux orientations du Plan National Stratégique pour le Développement.

### 7.3. Objectifs Stratégiques et Spécifiques de la nutrition à l'horizon 2030

La déclinaison de la Vision et de l'objectif global dégage sept (07) Objectifs Stratégiques (OS) à réaliser d'ici l'horizon 2030 pour assurer le développement de la nutrition en RDC. Ces Objectifs Stratégiques (OS), déclinés à leur tour en Objectifs Spécifiques explicitant les jalons clés à réaliser pour l'atteinte de la Vision, se présentent comme suit :

#### OS n°1 : Réduire à moins de 30% la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois en RDC d'ici 2030

Objectifs spécifiques		Cibles intermédiaires		
		2026	2028	2030
OS.1.1. (a)	Augmenter à 85% le taux d'allaitement maternel exclusif d'ici 2030 (réf. 53,5%)	65%	75%	85%
OS.1.1. (b)	Augmenter à 85% le taux d'allaitement maternel continu d'ici 2030 (réf. 50,1%)	60%	70%	85%
OS.1.1. (c)	Augmenter à 30% la proportion d'enfants de 6 à 23 mois ayant accès à une diète minimale acceptable d'ici 2030 (réf. 8%)	15%	25%	30%
OS.1.2.	Augmenter à 70% la proportion de ménages ayant accès à un service d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement de base d'ici 2030	45%	55%	70%
OS.1.3.	Augmenter à 70% la proportion des populations vulnérables ayant accès aux interventions de protection sociale sensibles à la nutrition d'ici 2030	30%	50%	70%
OS.1.4.	Augmenter à 70% au moins la proportion des populations vulnérables ayant accès aux interventions de protection sociale sensibles à la nutrition (18 900 000 personnes)	30,0%	50,0%	70,0%
OS.1.5.	Augmenter à 80% au moins la proportion des populations vulnérables bénéficiant des programmes de réinsertion socio-économique	40,0%	60,0%	80,0%

#### OS n°2 : Réduire à moins de 3% la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) chez les enfants de 0-59 mois en RDC

Objectifs spécifiques		Cibles intermédiaires		
		2026	2028	2030
OS.2.1.	Augmenter à 80% la couverture et la qualité de la prise en charge de la malnutrition aigüe dans les établissements de santé d'ici 2030	50%	70%	80%
OS.2.2.	Augmenter 80% le taux de couverture des personnes vulnérables bénéficiant des suppléments nutritionnels de prévention et de traitement de la malnutrition d'ici 2030	50%	70%	80%
OS.2.3.	Assurer à 100% l'approvisionnement des pools des stocks stratégiques d'urgence en aliments nutritifs et intrants nutritionnels d'ici 2030	60%	80%	100%
OS.2.4.	Assurer dès 2026 la mise en place d'un cadre national de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	100%	100%	100%

### OS n° 3 : Réduire d'au moins 20% la prévalence de la carence en micronutriments chez les enfants de 6-59 mois et les femmes en âge de procréer d'ici 2030

Objectifs spécifiques		Cibles intermédiaires		
		2026	2028	2030
OS.3.1.	Réduire à 30% la prévalence de l'anémie chez les enfants de 6-59 mois et chez les enfants en âge scolaire dans toutes les provinces d'ici 2030 (valeur de référence : 72%)	56%	49%	30%
OS.3.2.	Réduire la prévalence de l'anémie à moins de 18% chez les femmes en âge de reproduction et à moins de 30% chez les adolescentes dans toutes les provinces d'ici 2030 (moyenne nationale : 38,4% ; EDS 2013-2014)	31%	24%	18%
OS.3.3.	Réduire à moins de 40% la carence en vitamine A d'ici 2030 (moyenne nationale : 61,1% ; enquête PRONANUT 1998)	56%	49%	40%
OS.3.4.	Maintenir à moins de 1% le taux de prévalence de la carence en iode au niveau national d'ici 2030 (notamment dans les provinces prioritaires du Bas Uélé et du Bandundu)	< 1%	< 1%	< 1%
OS.3.5.	Réduire la carence en zinc des enfants de 6 à 59 mois à moins de 30% d'ici 2030 (valeur de référence : 50% - MICS de 2017-2018)	45,0%	35,0%	30,0%

### OS n° 4 : Réduire de 1/3 la prévalence des maladies non transmissibles liées à la Nutrition d'ici 2030

Objectifs spécifiques		Cibles intermédiaires		
		2026	2028	2030
OS.4.1. (a)	Réduire à 11% au plus le taux de prévalence du surpoids/obésité au sein de la population globale en RDC d'ici 2030 (valeur de référence : 33%)	25,0%	15,0%	11,0%
OS.4.1. (b)	Réduire à 3,1% au plus le taux de l'obésité chez les enfants de moins de 5 ans dans les autres provinces d'ici 2030 (valeur de référence : 4,4%)	4,0%	3,5%	3,1%
OS.4.1. (c)	Réduire à moins de 8,5% le taux de l'obésité chez les adolescentes d'ici 2030 (valeur de référence : 13%)	11,0%	9,0%	8,5%
OS.4.1. (d)	Réduire à moins de 11% le taux de l'obésité chez les femmes en âge de procréer d'ici 2030 (valeur de référence : 33%)	25,0%	15,0%	11,0%
OS.4.1. (e)	Réduire à moins de 18% le taux de prévalence de l'hypertension artérielle au sein de la population d'ici 2030 (valeur de référence : 28%)	25,0%	15,0%	18,0%
OS.4.1. (f)	Réduire à moins de 4% le taux de prévalence du diabète au sein de la population d'ici 2030 (valeur de référence : 6%)	5,5%	5,0%	4,0%
OS.4.2.	Maintenir à moins de 1% la prévalence de la maladie de Konzo d'ici 2030	< 1%	< 1%	< 1%
OS.4.3.	Assurer qu'au moins 75% des ménages ont une alimentation nutritive et diversifiée d'ici 2030 (valeur de référence : 48%)	60,0%	70,0%	75,0%

## OS n° 5 : Réduire à 15% le taux d'insécurité alimentaire des ménages en RDC d'ici 2030

Objectifs spécifiques		Cibles intermédiaires		
		2026	2028	2030
OS.5.1. (a)	Assurer d'ici 2030 qu'au moins 80% des ménages ont une alimentation nutritive et diversifiée (valeur de référence : 48%)	60,0%	70,0%	80,0%
OS.5.1. (b)	Assurer une couverture des besoins alimentaires des groupes cibles d'au moins 80% d'ici 2030	50,0%	65,0%	80,0%
OS.5.2.	Augmenter de 50% la production d'aliments riches en protéines y compris les protéines alternatives d'ici 2030	30%	40%	50%
OS.5.3.	Accroître à 50% la production des aliments de complément de qualité en RDC d'ici 2030	30%	40%	50%
OS.5.4.	Accroître à au moins 60% l'accès des populations vulnérables à une alimentation adéquate (en qualité et en quantité) d'ici 2030	40%	50%	60%

## OS n° 6 : Améliorer le programme de nutrition dans au moins 80% des structures éducatives et renforcer la recherche/innovation en nutrition en RDC d'ici 2030

Objectifs spécifiques		Cibles intermédiaires		
		2026	2028	2030
OS.6.1.	Intégrer la formation de base en nutrition dans au moins 80% des provinces éducationnelles (pour le primaire et le secondaire, y compris l'éducation non formelle) d'ici 2030	30,0%	50,0%	80,0%
OS.6.2.	Renforcer la recherche et l'innovation dans le domaine de la nutrition	30%	40%	50%

## OS n° 7 : Améliorer la gouvernance, la coordination multisectorielle et le système d'information de la nutrition en RDC d'ici 2030

Objectifs spécifiques		Cibles intermédiaires		
		2026	2028	2030
OS.7.1.	Implémenter 100% des actions d'amélioration de la gouvernance institutionnelle en matière de nutrition dès 2026	100%	100%	100%
OS.7.2.	Renforcer 100% des outils de pilotage multisectoriel de la nutrition en RDC dès 2026	100%	100%	100%
OS.7.3.	Mettre en place et opérationnaliser un système d'information et de gestion des connaissances en nutrition d'ici 2028,	0	1	1
OS.7.4.	Mobiliser à 100% les financements et les appuis en faveur de la nutrition d'ici 2030	40%	60%	100%
OS.7.5.	Assurer à 100% la mise en œuvre des actions de renforcement de la communication et le plaidoyer sur la nutrition en RDC, d'ici 2030	40%	60%	100%

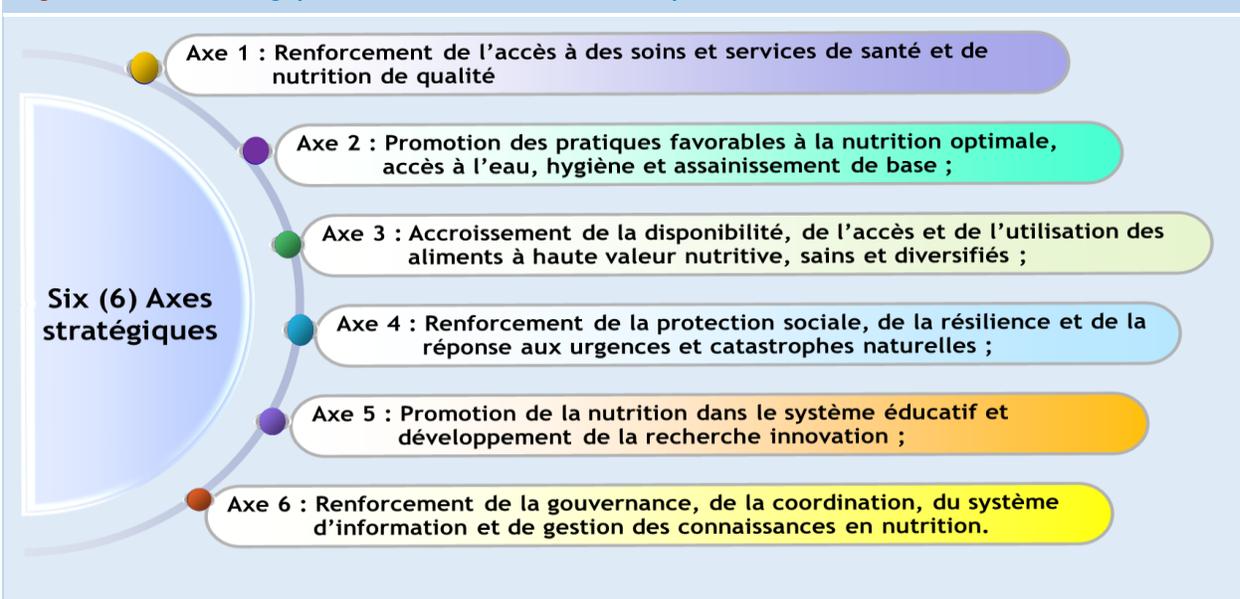
## 8. AXES STRATEGIQUES ET PORTEFEUILLE D'INTERVENTION POUR L'AMELIORATION DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE SUR LA PERIODE 2023 - 2030

### 8.1. Axes stratégiques de la nutrition en RDC sur la période 2023 -2030

L'atteinte des objectifs de nutrition fixés dans le cadre du PNSMN 2030 requiert l'implémentation d'une part des interventions spécifiques pour impacter directement et positivement l'état nutritionnel et sanitaire des populations ciblées, et d'autre part la mise en œuvre des interventions sensibles permettant de lutter efficacement et de façon durable contre les causes sous - jacentes de la malnutrition en RDC.

Sous l'angle pratique, la déclinaison des lignes d'interventions à mettre en œuvre sur la période 2023- 2030 a été opérée suivant six (06) axes stratégiques.

Figure 12 : axes stratégiques de la nutrition en RDC sur la période 2023 - 2030



Cette approche de déclinaison vise respectivement à mobiliser dès la phase de planification stratégique l'ensemble des secteurs clés et à couvrir tous les volets essentiels à l'amélioration concrète et significative de la situation nutritionnelle des populations.

Les paragraphes qui suivent présentent les lignes d'interventions retenues par axe stratégique, ainsi que les responsables et les acteurs associés pour la mise en œuvre, dans le cadre de la multisectorialité.

### 8.1.1. Axe n° 1 - Renforcement de l'accès à des soins et services de de nutrition de qualité dans le système de santé

L'accès aux soins et services de nutrition adaptés impacte directement et positivement l'état de santé des ménages. Au travers de cet axe, le PNSMN 2023 - 2030 inscrira la RDC dans une réelle dynamique d'extension et de renforcement des infrastructures de santé et des systèmes de prestation de soins à travers le pays, en mettant parallèlement l'accent sur les zones les plus vulnérables. Les actions clés cibleront le renforcement du fonctionnement des établissements des soins et services de santé (ESS), l'utilisation des services, l'accroissement et la capacitation des professionnels de la santé, l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement en médicaments et en produits nutritionnels essentiels. Ces évolutions constitueront des fondements clés des soins et services de nutrition de qualité en particulier pour les femmes enceintes, les nourrissons et les jeunes enfants ; elles permettront d'améliorer la prévention et la prise en charge efficace des cas de malnutrition pour sauver des vies et de prévenir des handicaps à long terme.

Les principales lignes d'interventions associées à cet axe intègrent sur le volet sanitaire les consultations pré et post natales, le déparasitage des enfants et des femmes enceintes, la prise en charge des maladies tueuses et des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...), la dispensation des soins de développement de la petite enfance et le suivi et la promotion de la croissance de l'enfant. Sur le volet nutritionnel, les lignes d'interventions portent notamment sur, la fortification à domicile des aliments en multi micronutriments en poudre, la supplémentation des enfants, des adolescents, des FEFA.

Le portage opérationnel de ces lignes d'interventions sera assuré par le ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention.

**Tableau 2 :** lignes d'interventions sur l'Axe n° 1 de Renforcement de l'accès à des soins et services de santé et de nutrition de qualité

Interventions	Entités responsables
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultation Pré et Post Natale</li> <li>• Déparasitage des femmes enceintes</li> <li>• Déparasitage systématique des enfants de 12 à 59 mois dans la communauté</li> <li>• Déparasitage systématique des enfants en milieu scolaire (maternelle, primaire, secondaire)</li> <li>• Distribution des MILD</li> </ul>	<p><b>Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention</b></p>

Interventions	Entités responsables
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fortification des aliments en multi micronutriments en poudre (MNP) pour les enfants de 6 à 23 mois</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Iodation du sel</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prise en charge des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prise en charge des maladies tueuses (Maladies diarrhéiques, Pneumonie, Paludisme...)</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë modérée</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sévère</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion de la consommation des aliments riches en Fer</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion de la consommation des aliments riches en vitamine A chez les FEFA et adolescentes</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion du traitement la diarrhée à l'aide de SRO/Zinc dans les établissements des soins de santé</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des capacités des prestataires des soins de santé</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Supplémentation en fer folate/MMS des adolescentes</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Supplémentation en fer/multi micronutriments pour les femmes enceintes et allaitantes</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Supplémentation en Vitamine A des enfants de 6 à 59 mois</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Traitement préventif intermittent du paludisme chez la femme enceinte</li> </ul>	

### 8.1.2. Axe n° 2 - Promotion des pratiques favorables à la nutrition optimale, accès à l'eau, hygiène et assainissement de base

L'amélioration des pratiques nutritionnelles au sein des communautés est essentielle pour contribuer à une meilleure santé à long terme et à une impulsion plus soutenue du développement national. Les bonnes pratiques nutritionnelles sont fondamentales pour réduire sensiblement le taux de malnutrition en RDC, en particulier chez les enfants, en favorisant leur croissance saine, en renforçant leur système immunitaire et en améliorant leur résistance aux maladies.

Parallèlement, le développement de l'accès aux sources d'eau améliorées et aux installations sanitaires adéquates est primordial pour annihiler le risque de maladies hydriques conduisant à la détérioration de l'état nutritionnel des populations.

Tenant compte de ces enjeux, cet axe stratégique engage les parties prenantes sur la période 2024 - 2030 pour promouvoir la sensibilisation et l'éducation en matière de nutrition au sein des communautés, afin d'améliorer la compréhension des pratiques alimentaires saines et de cerner l'importance de la nutrition pour la croissance et le développement des enfants. A ce sujet, les lignes d'interventions prévues porteront sur des campagnes de sensibilisation des populations sur les bonnes pratiques nutritionnelles, la promotion de l'allaitement maternel exclusif pendant les six (06) premiers mois de la vie, la diversification alimentaire appropriée, l'alimentation équilibrée, la pratique des activités sportives...

Les lignes d'interventions prévues sont également orientées vers le renforcement des infrastructures pour l'accès à l'eau et la sensibilisation sur les pratiques adéquates d'hygiène personnelle et de salubrité de l'environnement, en particulier dans les régions rurales, périurbaines et dans les zones d'urgence.

**Tableau 3 : lignes d'interventions sur l'Axe n° 2 de Promotion des pratiques favorables à la nutrition optimale, accès à l'eau, hygiène et assainissement de base**

Interventions	Entités responsables
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménagement des points d'eau améliorés</li> <li>• Appui à la promotion de l'utilisation des aliments bio fortifiés en zinc</li> <li>• Education nutritionnelle pour le renforcement des connaissances nutritionnelles et autres pratiques familiales essentielles dans les ménages</li> <li>• Nutrition à Assise Communautaire (NAC)</li> <li>• Promotion de l'alimentation de complément adéquate chez les enfants de 6 à 23 mois</li> <li>• Prévention des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)</li> <li>• Prévention du surpoids et de l'obésité</li> <li>• Promotion de la mise au sein dans l'heure qui suit l'accouchement chez les femmes enceintes</li> </ul>	<p><b>Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention</b></p>

Interventions	Entités responsables
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion des pratiques d’allaitement maternel exclusif</li> <li>• Promotion de l’utilisation des sources d’eau améliorées</li> <li>• Promotion de l’Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)</li> <li>• Promotion des actions essentielles en hygiène (AEH)</li> <li>• Planification familiale</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion de la diversité alimentaire</li> </ul>	Ministères de l’Agriculture/Pêche et Élevage
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion des activités sportives</li> </ul>	Ministère des Sports et Loisirs

### **8.1.3. Axe n° 3 - Accroissement de la disponibilité, de l’accès et de l’utilisation des aliments à haute valeur nutritive, sains et diversifiés**

Cet axe stratégique mobilisera, dans le cadre de la multisectorialité, les secteurs productifs pour relever les défis liés à la sécurité alimentaire, à l’augmentation de la disponibilité et de l’accès aux aliments sains et à haute valeur nutritive, afin de servir de socle pour la prévention et la réduction de la prévalence de la malnutrition en RDC. De façon globale, la disponibilité en quantité suffisante d’aliments de qualité permet de réduire la morbidité et la mortalité liées à la malnutrition, contribuant ainsi à renforcer la santé, le bien-être et la productivité de la population.

Sur le volet de l’agriculture, les efforts d’interventions seront focalisés sur le renforcement de la production locale d’aliments nutritifs, bio fortifiés, diversifiés, ainsi que des protéines alternatives. A ce titre l’accent sera mis sur le développement de l’horticulture urbaine et périurbaine, ainsi que sur la promotion des cultures alimentaires locales améliorées.

Concernant la pêche et l’élevage, leur contribution à une meilleure accessibilité aux aliments à haute valeur nutritive passera au travers de l’implémentation des interventions d’appui à la pêche artisanale, au développement de la pisciculture familiale et à la promotion de l’aviculture (notamment des poulaillers scolaires).

Quant à l’industrie, elle sera engagée sur les interventions de fortification des aliments à consommation populaire, en vue de contribuer à l’atteinte des objectifs de lutte contre les carences en micronutriments en RDC. Des appuis seront également apportés aux unités artisanales pour favoriser le développement de la transformation et de la conservation des produits agro-alimentaires en RDC.

Cet axe intègre également des interventions à portée transversale, prévues notamment pour assurer l'accessibilité économique et la qualité sanitaire des aliments ; ces interventions porteront notamment sur la régulation des prix des denrées de première nécessité, la réhabilitation et entretien des marchés et des voies de dessertes agricoles, ainsi que le contrôle du marketing des produits à teneur élevée en matières grasses, sucre, sel.

**Tableau 4 :** lignes d'interventions sur l'Axe n° 3 de l'Accroissement de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des aliments à haute valeur nutritive, sains et diversifié

Interventions	Entités responsables
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la production locale d'aliments diversifiés pour les groupes spécifiques</li> <li>• Identification des filières de production alimentaire porteuses</li> <li>• Production des protéines y compris les protéines alternatives</li> <li>• Promotion de la consommation des aliments locaux et diversifiés</li> <li>• Promotion de la production d'aliments locaux de compléments de qualité et en quantité</li> <li>• Promotion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires</li> <li>• Promotion des aliments bio fortifiées</li> <li>• Promotion des aliments nutritifs et diversifiés</li> <li>• Renforcement des capacités des acteurs de différents maillons des filières porteuses</li> </ul>	<b>Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménagement des bacs de détoxification du manioc</li> <li>• Appui à la promotion de la production des aliments bio fortifiés en zinc</li> <li>• Promotion de l'agriculture familiale</li> <li>• Promotion de l'horticulture urbaine et périurbaine</li> <li>• Promotion des cultures alimentaires locales améliorées</li> <li>• Sensibilisation sur la détoxification du manioc</li> </ul>	<b>Ministère de l'Agriculture</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui à la pêche artisanale</li> <li>• Développement de l'aquaculture</li> <li>• Promotion de l'élevage et de la pisciculture familiaux</li> <li>• Promotion de l'apiculture</li> <li>• Promotion de l'aviculture (production des œufs)</li> </ul>	<b>Ministère de la Pêche et de l'Élevage</b>

<b>Interventions</b>	<b>Entités responsables</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation des associations féminines à la consommation des aliments locaux et diversifiés</li> </ul>	<b>Ministère du Genre, Famille et Enfant</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion des modèles des jardins scolaires</li> <li>Promotion des modèles des poulaillers scolaires</li> </ul>	<b>Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement de la capacité des unités artisanales locales à produire des aliments enrichis et des aliments de complément</li> <li>Renforcement des capacités des unités de productions d'aliments fortifiés en zinc</li> </ul>	<b>Ministères de l'Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises/Industries</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui à la promotion de l'utilisation des aliments bio fortifiés en zinc</li> <li>Fortification des aliments à consommation populaire</li> <li>Promotion du traitement la diarrhée à l'aide de SRO/Zinc dans les établissements des soins de santé</li> </ul>	<b>Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrôle du marketing des produits à teneur élevée en matières grasse, sucre, sel</li> </ul>	<b>Ministère de l'économie</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui aux organisations féminines pour la production d'aliments diversifiés</li> <li>Entretien des voies navigables de dessertes agricoles</li> <li>Réhabilitation des voies de dessertes agricoles</li> <li>Réhabilitation/construction et entretien des marchés ruraux</li> </ul>	<b>Ministère du Développement rural</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui au respect des normes en matière de production y compris les unités de production de farines infantiles enrichies en zinc</li> <li>Renforcement des capacités des structures de contrôle</li> <li>Création d'un environnement favorable à l'importation et à la commercialisation des aliments enrichis en zinc à travers un plaidoyer auprès des décideurs</li> </ul>	<b>Ministère de l'industrie</b>  <b>Ministère du Commerce</b>

### 8.1.4. Axe n° 4 - Renforcement de la protection sociale, de la résilience et de la réponse aux urgences et catastrophes naturelles

Les orientations d’actions définies sous cet axe stratégique visent à améliorer la situation nutritionnelle en RDC en tenant compte de l’exigence d’assurer en parallèle aux populations en situation d’urgence un accès à une nutrition adéquate et aux soins nécessaires pour prévenir et/ou prendre en charge la malnutrition.

En d’autres termes, il s’agira au travers de la mise en œuvre du PNSMN 2023 -2030 de déployer les interventions requises pour atténuer les effets dévastateurs des situations d’urgence (chocs économiques, instabilité sociopolitique, catastrophes naturelles, épidémies...) sur la nutrition des ménages affectés.

Les interventions prévues pour le renforcement de la protection sociale, de la résilience et de la réponse aux urgences et catastrophes naturelles intègrent le soutien nutritionnel à travers la constitution de stocks de contingence des aliments nutritifs et intrants nutritionnels de prise en charge de la malnutrition ; elles incluent en outre le renforcement de l’accès à l’eau potable et aux services d’hygiène, ainsi que la mise en place de mécanismes d’alerte précoce et de gestion des crises.

L’objectif visé est aussi de renforcer la résilience des populations dans les zones d’urgence à travers des programmes des filets sociaux sensibles à la nutrition, le lancement de travaux de haute intensité de main d’œuvre, ainsi que des appuis aux ménages vulnérables avec des kits de réinsertion socio-économique.

**Tableau 5 : lignes d’interventions sur l’Axe n° 4 de Renforcement de la protection sociale, de la résilience et de la réponse aux urgences et catastrophes naturelles**

Interventions	Entités responsables
<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui des communautés des zones vulnérables dans les travaux de haute intensité de main d’œuvre</li> <li>Appui des ménages vulnérables en kits de réinsertion socio-économique</li> <li>Elaboration et mise en œuvre de la stratégie nationale sur le stock stratégique en aliments nutritifs</li> <li>Mise en place d’une base de données des personnes vulnérables en RDC</li> <li>Renforcement de l’accès en eau potable et aux services d’hygiène dans les zones d’urgences et/ou de grande pauvreté</li> <li>Renforcement du cadre de concertation humanitaire existant via l’intégration de la nutrition</li> </ul>	<p><b>Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Autonomisation socioéconomique de la femme</li> <li>Intégration des messages de lutte contre les VBG dans le contenu des programmes de nutrition</li> </ul>	<p><b>Ministère du Genre, Famille et Enfant</b></p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration du contenu de prévention contre l'exploitation et abus sexuel (PEAS) dans les différentes politiques</li> <li>• Intensification des activités de lutte contre les violences basées sur le genre</li> <li>• Renforcement des approches de résilience économique des femmes</li> <li>• Accès des femmes aux crédits, aux AGR et aux moyens de subsistance</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration des lois sensibles à la nutrition spécifiques aux différentes cibles</li> <li>• Elaboration des politiques sensibles à la nutrition spécifiques aux différentes cibles</li> <li>• Elaboration du plan de contingence multisectoriel de nutrition</li> <li>• Extension de la couverture géographique du paquet PCIME communautaire/ Nutrition en zone d'urgence</li> <li>• Intensification des activités de lutte contre les violences basées sur le genre</li> <li>• Mise en place des stocks de contingence des aliments nutritifs et intrants nutritionnels de prise en charge de la malnutrition</li> <li>• Renforcement des programmes des filets sociaux sensibles à la nutrition dans les zones d'urgence</li> <li>• Santé mentale de la mère</li> <li>• Soutien nutritionnel dans le contexte des urgences (zones affectées par les épidémies)</li> <li>• Supplémentation des populations vulnérables pour le traitement de la malnutrition aigüe</li> </ul>	<p><b>Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui aux organisations paysannes des zones vulnérables dans la production agricole et animale (pisciculture et élevage)</li> </ul>	<p><b>Ministères de l'Agriculture/Élevage et pêche</b></p>

#### 8.1.5. Axe n° 5 - Promotion de la nutrition dans le Système éducatif et développement de la recherche innovation

L'intégration de la nutrition dans le système éducatif, au travers de cet axe, vise à influencer positivement les comportements alimentaires des jeunes générations, et à favoriser ainsi l'adoption de pratiques nutritionnelles optimales dès le plus jeune âge. De plus, le développement de la recherche et de l'innovation en nutrition sera crucial pour permettre de mieux comprendre les besoins et potentialités nutritionnels

spécifiques du pays, et dégager sur cette base des solutions efficaces et adaptées aux défis à relever en RDC.

Les principales lignes d'intervention dans le cadre de cet axe incluent la révision des curricula de formation (aux niveaux du primaire, du secondaire, de la formation du personnel médical et paramédical, des établissements de l'Enseignement Supérieur et universitaire...) pour intégrer la nutrition et l'hygiène, ainsi que le développement d'un plan pluriannuel d'études et de recherche dans le domaine de la nutrition. Des lignes d'interventions seront également implémentées pour l'ajout des messages de nutrition dans les contenus des programmes d'éducation non formelle et la promotion de la mise en place des cantines scolaires dans les établissements scolaires (primaires et secondaires).

**Tableau 6 : lignes d'interventions sur l'Axe n°5 de Promotion de la nutrition dans le Système éducatif et développement de la recherche innovation**

Interventions	Entités responsables
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration de la politique nationale de l'alimentation scolaire basée sur la production locale</li> <li>• Mise en place des cantines scolaires dans les établissements scolaires (primaires et secondaires)</li> <li>• Promotion de l'alimentation de qualité en milieu scolaire</li> <li>• Promotion des bonnes pratiques d'hygiène en milieu scolaire</li> <li>• Renforcement du cadre de concertation sur l'alimentation scolaire</li> <li>• Révision des curricula scolaires axée sur la nutrition et l'hygiène</li> <li>• Révision du programme de nutrition offert dans les écoles secondaires de formation du personnel médical et paramédical</li> <li>• Révision des curricula scolaires axée sur la nutrition et l'hygiène</li> <li>• Appui/Financement (Bourses) de la formation en nutrition aux niveaux des ISTM et les Ecoles de Santé Publiques</li> </ul>	<p><b>Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement d'un plan pluriannuel d'études et de recherche dans le domaine de la nutrition</li> </ul>	<p><b>Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation</b></p>

Interventions	Entités responsables
<ul style="list-style-type: none"> <li>Alphabétisation des Femmes en milieu défavorisé</li> <li>Intégration les notions de nutrition dans les établissements non formels</li> <li>Amélioration du contenu des programmes d'éducation non formelle par l'intégration des messages de nutrition</li> </ul>	<b>Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration de la nutrition dans les curricula dans les établissements de l'Enseignement Supérieur et universitaires</li> </ul>	<b>Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire</b>

### 8.1.6. Axe n° 6 - Renforcement de la gouvernance, de la coordination, du système d'information et de gestion des connaissances en nutrition

La nutrition est un domaine multisectoriel, impliquant plusieurs ministères, partenaires, organisations et acteurs. Une gouvernance solide et une coordination efficace entre ces parties prenantes sont essentielles pour harmoniser les approches et efforts d'actions en matière de nutrition et les canaliser vers l'atteinte des objectifs partagés du PNSMN 2023 -2030.

Cet axe explicite donc les principales orientations stratégiques qui permettront de s'appuyer sur une organisation institutionnelle adéquate de la nutrition, une coordination multisectorielle efficace, la communication et le plaidoyer, une capacitation des acteurs, une mise à jour du cadre réglementaire ... pour améliorer la situation nutritionnelle du pays.

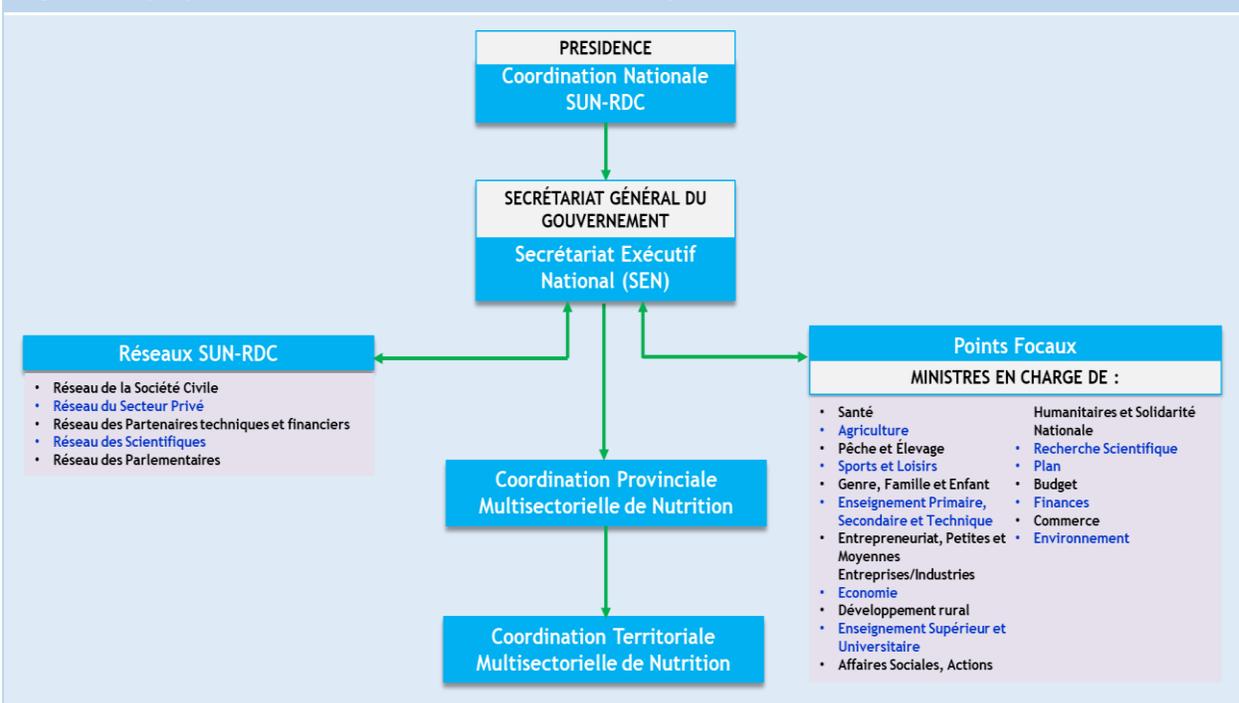
#### *Sur le Cadre institutionnel de la nutrition*

A ce titre, le PNSMSN 2023 -2030 engage la RDC d'évoluer vers un nouveau schéma institutionnel de la nutrition avec un ancrage rehaussé à la Présidence de la République, afin d'assurer plus de stabilité organisationnelle. Cet ancrage au niveau de la Présidence sera crucial dans les conditions normales de fonctionnement pour bâtir un leadership transversal plus fort, gage d'une facilitation et d'un renforcement de la coordination et de la collaboration entre les différents ministères (santé, agriculture, pêche et élevage, éducation, plan, budget, affaires sociales, genre, famille et enfant, développement rural, enseignement supérieur et universitaire...) et les autres acteurs impliqués dans le domaine de la nutrition. Cet ancrage au niveau de la Présidence permettra aussi d'accroître la visibilité de la nutrition, de favoriser sa priorisation au plan politique, de faciliter son intégration dans les plans de développement nationaux et sectoriels et de favoriser la mobilisation des ressources (à travers le budget national et auprès des PTF).

La fonctionnalité des organes/cadres de coordination/concertation de la nutrition en RDC sera renforcée, à travers une redynamisation du CNMN-RDC, la nomination du Coordonnateur du Mouvement SUN RDC et la mise en place de coordinations multisectorielles dans tous les provinces et territoires. Il sera aussi nécessaire d’élargir le niveau d’implication des acteurs en associant les représentations des réseaux SUN.

L’objectif visé à travers l’accroissement de la mise en place des instances de coordinations multisectorielles de nutrition aux niveaux décentralisés est de transformer les provinces et les territoires en de véritables entités sensibles nutrition en RDC.

**Figure 13 : proposition d’une nouvelle architecture du dispositif institutionnel de la nutrition en RDC**



En marge de la mise en place de la nouvelle organisation institutionnelle, il s’avère aussi capital d’actualiser le référentiel de clarification des rôles et responsabilités des différents acteurs, afin d’éliminer les chevauchements entravant sa fonctionnalité.

👉 **Sur le cadre politique et réglementaire**

La Politique Nationale de Nutrition, datant de 2013, fera l’objet d’une actualisation, afin de prendre en compte les nouveaux défis d’amélioration de la situation nutritionnelle dans le cadre de la multisectorialité. De plus, un processus global sera engagé dans le cadre de la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030 pour la revue et l’actualisation des textes légaux et réglementaires sur l’alimentation et la nutrition en RDC. A ce sujet, les efforts seront déployés pour la promulgation de la loi sur la sécurité sanitaire des aliments.

### *☞ Sur la Communication et le plaidoyer*

La réussite du PNSMN 2023 -2030 impose de l’accompagner par la mise en œuvre du plan de communication et de plaidoyer dédié, servant de levier à une contribution efficace de l’ensemble des parties prenantes à l’atteinte des objectifs nutritionnels en RDC.

A ce titre, le Secrétariat Permanent sera redynamisé et renforcé au plan de ses capacités afin de mieux assumer son rôle clé de portage et de coordination efficaces des actions de communication et de plaidoyer en faveur de la nutrition en RDC.

En outre, les dispositions seront prises pour le déploiement d’un système d’information intégré multisectoriel de la nutrition en RDC, la mise en place d’un groupe de plaidoyer et la création d’un site web SUN national.

Le PNSMN 2023 -2030 intégrera également une composante pour l’intensification du plaidoyer pour la mobilisation des ressources nécessaires à l’amélioration du fonctionnement du mouvement SUN et pour la réussite de la mise en œuvre des portefeuilles d’intervention retenus.

### *☞ Sur le suivi-évaluation*

Le cadre commun des résultats associé au PNSMN 2023 - 2030 servira de base aux actions de suivi-évaluation de la nutrition en RDC.

De plus, les outils seront également renforcés à travers l’élaboration d’un plan de suivi-évaluation et d’un tableau de bord de la nutrition aligné sur les engagements (nationaux, régionaux et internationaux) du pays en matière d’amélioration de l’état nutritionnel de la population.

### *☞ Sur le renforcement des capacités des acteurs de la nutrition*

Le renforcement du Capital Humain dans le domaine de la nutrition en RDC implique de mettre en œuvre des solutions adaptées au contexte spécifique du pays ; il nécessite un engagement soutenu de la part du gouvernement et des partenaires de développement pour obtenir des résultats durables.

Dans le détail, le PNSMN 2024 - 2030 engagera des lignes d’actions d’une part pour l’implémentation d’un programme de recrutement pluriannuel pourrait pour accroître les ressources humaines qualifiées en nutrition des ministères sectoriels impliqués ; d’autre part, un plan de renforcement des capacités des personnels des ministères sectoriels et des autres acteurs impliqués sera mis en œuvre, parallèlement au développement des partenariats pour soutenir les structures locales de formation, de recherche et d’innovation en nutrition.

**Sur la multisectorialité**

Le PNSMN 2023 -2030 cible un véritable ancrage de la multisectorialité dans la nutrition en RDC ; pour ce faire, des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités des acteurs seront déployées sur l’approche multisectorielle proprement dite.

Des actions seront aussi engagées pour répondre aux besoins pressants de renforcement des textes sur la multisectorialité, notamment en termes de clarification des rôles et responsabilités des différents secteurs et parties prenantes, afin d’éviter les confusions et de favoriser les synergies dans la nutrition.

**Tableau 7 : lignes d’interventions sur l’Axe n°6 Renforcement de la gouvernance, de la coordination, du système d’information et de gestion des connaissances en nutrition**

Interventions	Entités responsables
Appui au fonctionnement des cadres de concertation et de coordination multisectorielle sur la nutrition opérationnels à tous les niveaux	Présidence
Mise en place et opérationnalisation du nouveau cadre institutionnel de la nutrition opérationnel à tous les niveaux (avec la mise en place de l’Agence Nationale de Nutrition)	
Actualisation de la politique nationale multisectorielle de nutrition en RDC	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition
Développement d’un système d’information intégré multisectoriel de nutrition	
Elaboration et mise en œuvre d’un Plan National Stratégique Multisectoriel de Communication en Nutrition	
Evaluation périodiques de la mise en œuvre du PNSM 2023 - 2030	
Mise en place des cadres de concertation et de coordination multisectorielle sur la nutrition opérationnels à tous les niveaux	
Mise en place d’un mécanisme de traçage des dépenses en faveur de la nutrition	
Organisation d’enquêtes nutritionnelles multisectorielles tous les 2 ans	
Planification opérationnelle annuelle pour la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030	
Production des outils et supports de communication et de plaidoyer sur la nutrition (y compris le site web du mouvement SUN)	
Renforcement de la Multisectorialité dans la nutrition en RDC	

Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PNSMN en communication, plaidoyer et mobilisation sociale sur la nutrition	
Renforcement des capacités techniques des acteurs des différents réseaux impliqués dans la nutrition	
Renforcement des capacités techniques des acteurs des institutions compétentes sur le système d'informations intégré sur la nutrition	
Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des organes et acteurs des différents secteurs impliqués dans la nutrition	
Renforcement du cadre légal et réglementaire de la nutrition en RDC	
Renforcement du plaidoyer en faveur de l'augmentation des fonds alloués à la nutrition par les partenariats techniques et financiers	
Renforcement du système de suivi-évaluation de la nutrition en RDC	
Renforcement du système de surveillance nutritionnelle multisectoriel	
Vulgarisation du plan de communication, plaidoyer et dissémination des informations ou données de nutrition aux niveaux national et international	
Vulgarisation du PNSMN 2023-2030, du cadre commun des résultats et des plans d'actions multisectoriels sur la nutrition	
Renforcement du plaidoyer en faveur de l'augmentation des ressources domestiques	<b>Primature/Ministères des Plan/Budget/Finances</b>

## 9. SYNTHÈSE DU BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PNSMN 2023 - 2030

### 9.1. Coût global de mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030

Le coût du Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition est estimé à 23 032 942 168 USD sur la période de mise en œuvre jusqu'en 2030. Ce budget ne prend pas en compte les salaires des ressources humaines du Gouvernement impliquées dans le domaine de la nutrition et de l'alimentation ainsi que le coût d'amortissement des installations desdites structures.

L'axe 1 « Renforcement de l'accès à des soins et services de santé et de nutrition de qualité » représente 44,44% soit 10,2 milliards USD pour les sept (07) années de mise en œuvre.

L'axe 2 « Promotion des pratiques favorables à la nutrition optimale, accès à l'eau, hygiène et assainissement de base » représente 4,3 milliards USD soit 18,89% pour les sept (07) années de mise en œuvre.

L'axe 3 « Accroissement de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des aliments à haute valeur nutritive, sains et diversifiés » représente 29,89% soit 6,8 milliards USD pour les sept (07) années de mise en œuvre.

Les trois (03) autres axes portant respectivement sur le « Renforcement de la protection sociale, de la résilience et de la réponse aux urgences et catastrophes naturelles », la « Promotion de la nutrition dans le système éducatif et développement de la recherche innovation » et le « Renforcement de la gouvernance, de la coordination, du système d'information et de gestion des connaissances en nutrition » représentent 4,05%.

**Tableau 8 : budget du Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition (PNSMN) 2030 en fonction des axes stratégiques**

Budget par axe	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total en USD	%
I Renforcement de l'accès à des soins et services de santé et de nutrition de qualité	927 546 282	1 327 298 212	1 340 970 720	1 336 109 177	1 323 724 852	1 328 148 085	1 328 148 085	1 323 222 352	10 235 167 765	44,44%
II Promotion des pratiques favorables à la nutrition optimale, accès à l'eau, hygiène et assainissement de base ;	540 494 239	549 294 389	558 173 730	544 913 577	540 876 889	539 367 267	538 512 069	538 512 069	4 350 144 229	18,89%
III Accroissement de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des aliments à haute valeur nutritive, sains et diversifiés ;	794 385 592	956 113 819	945 387 400	949 997 245	811 284 734	808 071 661	810 671 569	807 870 170	6 883 782 190	29,89%
IV Renforcement de la protection sociale, de la résilience et de la réponse aux urgences et catastrophes naturelles ;	89 111 481	103 462 329	102 829 733	102 735 968	102 727 635	102 727 635	102 727 635	102 727 635	809 050 049	3,51%
V Promotion de la nutrition dans le système éducatif et développement de la recherche innovation ;	34 250	114 253 497	89 987 198	89 977 243	88 715 306	86 350 723	86 319 473	86 319 473	641 957 162	2,79%

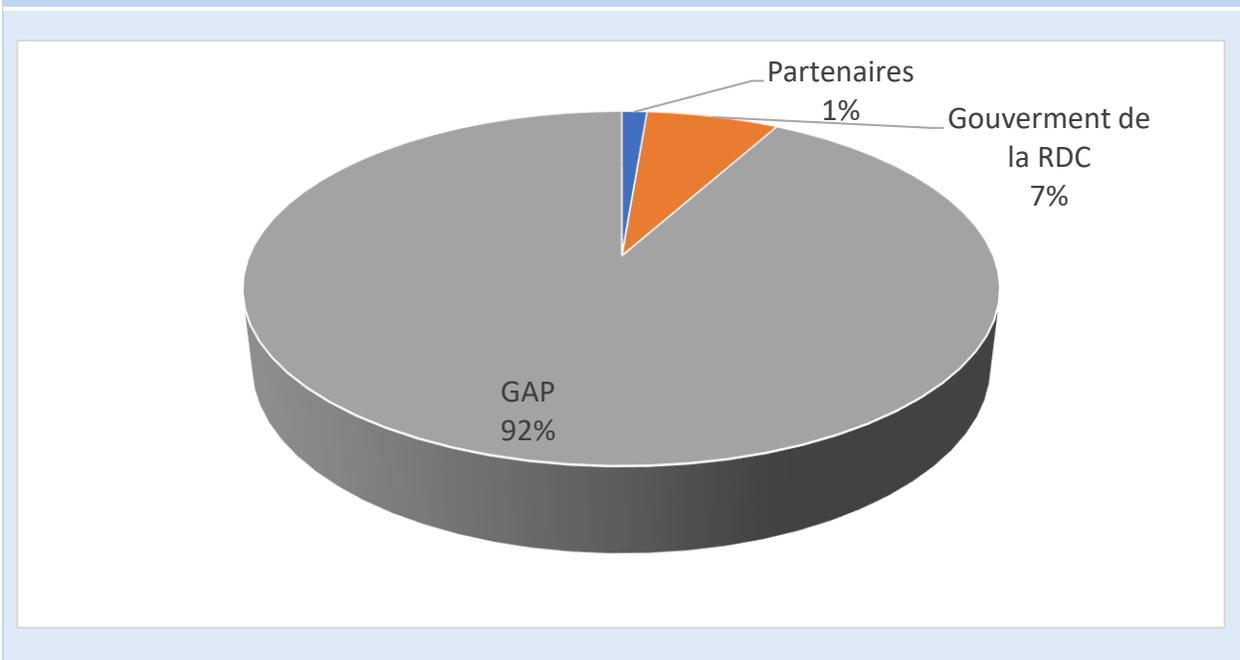
Budget par axe	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total en USD	%
VI Renforcement de la gouvernance, de la coordination, du système d'information et de gestion des connaissances en nutrition	472 900	58 226 232	9 135 247	5 343 753	14 487 568	5 343 753	886 772	18 944 549	112 840 773	0,49%
Total en USD	2 352 044 742	3 108 648 479	3 046 484 027	3 029 076 963	2 881 816 984	2 870 009 123	2 867 265 602	2 877 596 247	23 032 942 168	100,00%

## 9.2. Présentation des ressources annoncées sur la période de mise en œuvre

Les financements annoncés sur la période 2023-2030 sont estimés à 1 847 001 823 USD. La contribution du Gouvernement est estimée à environ à 1 552 493 158 USD (soit 7% du budget global). Pour rappel, selon les données de l'analyse budgétaire de la Nutrition SUN, le Gouvernement de la République du Congo a investi en moyenne de 2012 à 2016, chaque année le montant 194 061 645 USD dans les activités spécifiques ou sensibles à la nutrition.

Les partenaires (Multilatéraux, bilatéraux et ONG) ont pour la plupart des plans de travail annuels ou biennuels. Pour les sept (07) prochaines années, les partenaires (Multilatéraux, bilatéraux et ONG) annoncent déjà 294 508 665 USD de financement (soit 1% du budget global). Ces financements annoncés des partenaires portent généralement les années 2023 et 2024.

Figure 14 : répartition des sources de financement par rapport aux besoins à couvrir



Dans le détail de ces contributions des partenaires, l'UNICEF annonce 120 113 380 USD, le FAO 69 200 000 USD, World Vision International pour 21 416 197 USD, ACF pour 40 310 088 USD, HELEN KELLER INTERNATIONAL pour 23 412 000 USD et Save The

Children pour 20 057 000USD. Il faut noter l'ONG ADRA a aussi annoncé des financements qui sont pris en compte par l'Unicef.

Les contributions du PAM et de la Banque Mondiale sont attendues.

**Tableau 9 : annonces des contributions du Gouvernement de la RDC et des partenaires pour le financement de la mise en œuvre du Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition (PNSMN) 2030**

Sources de financement	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
Gouvernement de la RDC	194 061 645	194 061 645	194 061 645	194 061 645	194 061 645	194 061 645	194 061 645	194 061 645	1 552 493 158
Unicef	59 942 820	60 170 560	0	0	0	0	0	0	120 113 380
FAO	32 200 000	37 000 000	0	0	0	0	0	0	69 200 000
ACF	24 960 774	15 349 313	0	0	0	0	0	0	40 310 088
HELEN KELLER INTERNATIONAL	1 558 000	4 644 000	5 684 000	5 784 000	5 742 000	0	0	0	23 412 000
WORLD VISION	2 563 340	2 614 127	2 640 078	2 666 188	2 693 411	2 719 292	2 746 239	2 773 522	21 416 197
Save The Children	792 000	1 347 000	1 878 000	2 790 000	4 160 000	2 890 000	3 090 000	3 110 000	20 057 000
<b>Total</b>	<b>316 078 579</b>	<b>315 186 645</b>	<b>204 263 723</b>	<b>205 301 833</b>	<b>206 657 055</b>	<b>199 670 937</b>	<b>199 897 884</b>	<b>199 945 167</b>	<b>1 847 001 823</b>

### 9.3. Gaps de financement à combler

Le montant global des gaps est évalué à 21 185 940 345 USD soit 91,98% du budget total de mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030.

En comparant le budget aux ressources disponibles, la plus grande proportion des besoins non couverts en termes concerne l'axe 5 sur la Promotion de la nutrition dans le système éducatif et développement de la recherche innovation ; 97,63% des besoins de financement sur cet axe ne sont pas couverts.

Ensuite, l'axe 1 sur le « Renforcement de l'accès à des soins et services de santé et de nutrition de qualité » affiche 94,30% de besoins de financement non couverts.

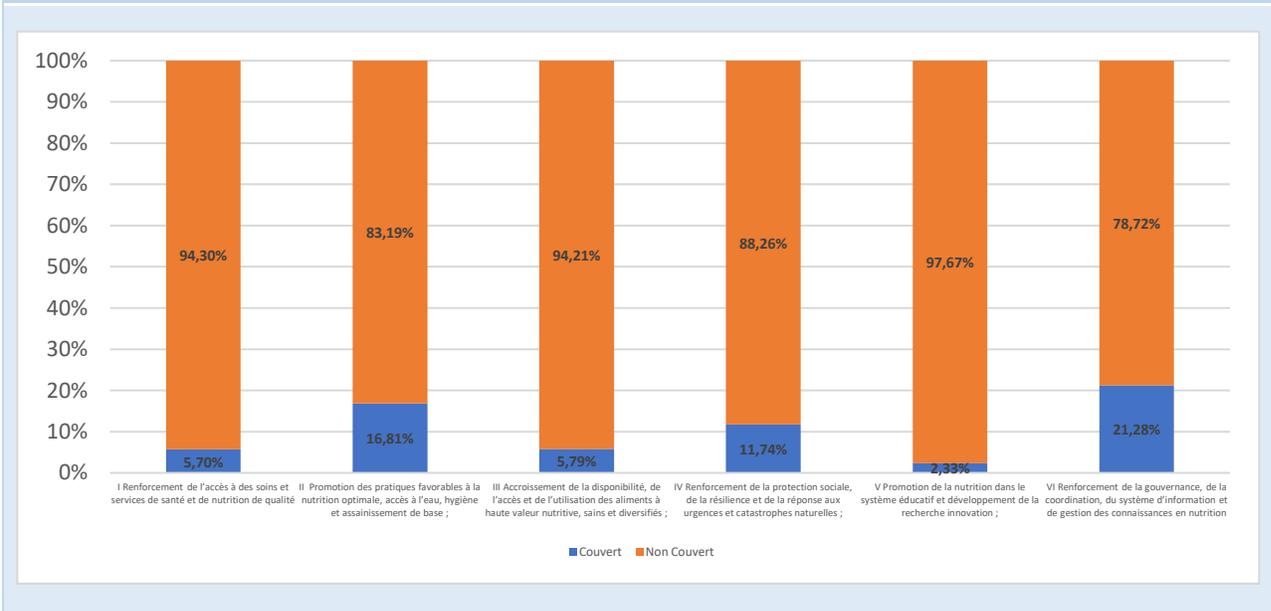
L'axe 6 ressort comme le domaine le mieux couvert par les financements annoncés, avec un gap estimé à environ 78,72% de son budget.

**Tableau 10 : comparaison entre les prévisions budgétaires et les ressources disponibles par axe**

AXE	Budget	Disponible (USD)	GAP (USD)	% du GAP
1. Renforcement de l'accès à des soins et services de santé et de nutrition de qualité	10 235 167 765	582 995 484	9 652 172 281	94,30%
2. Promotion des pratiques favorables à la nutrition optimale, accès à l'eau, hygiène et assainissement de base	4 350 144 229	731 207 393	3 618 936 836	83,19%
3. Accroissement de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des aliments à haute valeur nutritive, sains et diversifiés	6 883 782 190	398 856 909	6 484 925 281	94,21%

4. Renforcement de la protection sociale, de la résilience et de la réponse aux urgences et catastrophes naturelles	809 050 049	94 954 868	714 095 181	88,26%
5. Promotion de la nutrition dans le système éducatif et développement de la recherche innovation	641 957 162	14 974 168	626 982 993	97,67%
6. Renforcement de la gouvernance, de la coordination, du système d'information et de gestion des connaissances en nutrition	112 840 773	24 013 000	88 827 773	78,72%
<b>Total en USD</b>	<b>23 032 942 168</b>	<b>1 847 001 823</b>	<b>21 185 940 345</b>	<b>91,98%</b>

**Figure 15 : comparaison entre les prévisions budgétaires et les ressources disponibles par axe**



## 10. ANNEXES 1 - CADRES COMMUNS DE RESULTATS ET DES PLANS D' ACTIONS DU PNSMN 2023 - 2030



10.1. Pour l'OS 1 - Réduire à moins de 30% la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois en RDC d'ici 2030

➤ **Cadre Commun de résultat relatif à l'OS 1 - Réduire à moins de 30% la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois en RDC d'ici 2030**

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
OS.1. Réduire à moins de 30% la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois en RDC d'ici 2030			Prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois en RDC	41,80%	37%	33%	30%	Rapports d'enquêtes, statistiques	Financement, Insécurité
	R.1.1. Promouvoir les pratiques optimales d'ANJE pour atteindre un taux d'allaitement maternel exclusif de 85% et une proportion de 30% d'enfants de 6 à 23 mois ayant accès à une diète minimale acceptable d'ici 2030		Taux d'allaitement maternel exclusif	53,50%	65%	75%	85,0%	Rapports d'enquêtes, statistiques	Financement, Insécurité
			Taux d'allaitement maternel exclusif	53,50%	65%	75%	85,0%	Rapports d'enquêtes, statistiques	Financement, Insécurité
			Taux d'allaitement maternel continu	50,10%	60%	70%	85,0%	Rapports d'enquêtes, statistiques	Financement, Insécurité
			Proportion d'enfants de 6-23 mois ayant une diète minimale acceptable	8,00%	15%	25%	30%	Rapports d'enquêtes, statistiques	Financement, Insécurité
		P.1.1.1. Promotion des pratiques optimales ANJE dans 80% des établissements de santé (8000/10 000 existants)	Nombre des parents/gardiens d'au moins 2,3 millions d'enfants de 0 à 6 mois conseillés et soutenus sur les pratiques de l'allaitement maternel exclusif		800 000	1 000 000	2 300 000	DHIS2	Financement, implication de la communauté
		A.1.1.1.1 Promotion des pratiques d'allaitement maternel optimal dans les établissements de soins et dans les communautés (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		A.1.1.1.2 Promotion de la pratique de la mise au sein dans l'heure qui suit l'accouchement dans les maternités (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention/PNSR)							
		P.1.1.2 Promotion des pratiques optimales ANJE dans 80% des communautés	Nombre des parents/gardiens d'enfants de 0 à 23 mois conseillés sur les pratiques d'alimentation de complément adéquate		1 000 000	2 500 000	4 200 000	Rapports statistiques SNIS, DHIS2, Rapport d'enquêtes	Financement, Insécurité
		A.1.1.2.1 Renforcement des capacités des prestataires des soins de santé (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		A.1.1.2.2 Promotion de l'alimentation de complément adéquate chez les enfants de 6 à 23 mois (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		A.1.1.2.3. Fortification à domicile des aliments en multi micronutriments en poudre (MNP) pour les enfants de 6 à 23 mois (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		A.1.1.2.4. Promotion de la diversité alimentaire (Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage)							
		P.1.1.3. Au moins 8 304 509 enfants de 6-23 mois consomment une alimentation équilibrée et diversifiée	Nombre d'enfants de 6-23 mois qui consomment une alimentation équilibrée et diversifiée		4 152 254	6 366 790	8 304 509	Rapport	Manque de financement, Insécurité et instabilité politique
		A.1.1.3.1. Fortification des aliments à consommation populaire							
		A.1.1.3.2. Promotion des aliments nutritifs et diversifiés (Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage)							
		A.1.1.3.3. Promotion des aliments bio fortifiés (Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage)							
		A.1.1.3.4. Promotion de la consommation des aliments locaux et diversifiés (Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage)							
		A.1.1.3.5. Sensibilisation des associations féminines à la consommation des aliments locaux et diversifiés (Ministère du Genre, Famille et Enfant)							

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
		A.1.1.3.6. Appui aux associations féminines pour la transformation des aliments locaux et diversifiés (Ministère du Développement rural)							
		P.1.1.4. Au moins 28628724,56 tonnes d'aliments de subsistance diversifiés sont produites	Quantité (en tonnes) d'aliments diversifiés produits par an		21 538 327,52	25 806 121,38	28 628 724,56	Rapports d'activités annuels des ministères	Manque de financement, instabilité politique, perturbation climatiques
		A.1.1.4.1. Augmentation de la production locale d'aliments diversifiés pour les groupes spécifiques (Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage)							
		A.1.1.4.2. Promotion de la production d'aliments locaux de compléments de qualité et en quantité répondant aux normes (Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage)							
		P.1.1.5. Au moins 50 organisations féminines par territoire sont appuyées pour la production d'aliments diversifiés dont les œufs	Nombre total d'organisations féminines appuyées		5800	6815	7250	Rapport	Manque de financement Conflits d'intérêts non-appropriation
		A.1.1.5.1. Appui aux organisations féminines pour la production d'aliments diversifiés (Ministère du Développement rural)							
		A.1.1.5.2. Promotion de l'élevage, pisciculture et agriculture familiales (Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage)							
		R.1.2. Augmenter à 70% l'utilisation des sources d'eau de boisson améliorées dans les provinces en dessous du seuil de 59% d'ici 2030	Taux d'utilisation des sources d'eau de boisson améliorées	42%	45,0%	55,0%	70,0%	Rapports d'enquête, Rapports d'activités, statistiques	Disponibilité des financements, adhésion des populations, stabilité sociopolitique, non aggravation des occurrences des catastrophes
		P.1.2.1. 5 000 000 de ménages, écoles et centres de santé disposent des sources d'eau de boisson améliorées	Nombre des points d'eau améliorés aménagés dans les ménages, écoles et centres de santé		1 500 000	3 500 000	5 000 000	Rapports statistiques SNIS, DHIS2	Financement, Insécurité, non implication des APA
		A.1.2.1.1. Aménagement des points d'eau améliorés (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		A.1.2.1.2. Promotion de l'utilisation des sources d'eau améliorés (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		R.1.3. Augmenter à 70% au moins la proportion des ménages ayant accès à un service d'hygiène/assainissement de base d'ici 2030	Taux d'utilisation des latrines hygiéniques	20%	45,0%	55,0%	70,0%	Rapports d'enquête, Rapports d'activités, statistiques	Disponibilité des financements, adhésion des populations, stabilité sociopolitique, non aggravation des occurrences des catastrophes
		P.1.3.1. 6 500 000 ménages, écoles et centres de santé aménagent et utilisent des latrines hygiéniques (toilettes améliorées)	Nombre de ménages, écoles et centres de santé qui disposent de latrines hygiéniques (toilettes améliorées)		2 500 000	4 500 000	6 500 000	Rapports statistiques SNIS, DHIS2, enquêtes	Financement, Insécurité, non implication APA, adhésion de la communauté, contraintes climatiques et pédologiques
		A.1.3.1.1. Promotion de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) - (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		A.1.3.1.2. Promotion des actions essentielles en hygiène (AEH) - (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		R.1.4. Augmenter à 70% au moins la proportion des populations vulnérables ayant accès aux interventions de protection sociale	Taux de couverture des populations vulnérables par les filets sociaux de sécurité sensibles à la nutrition		30,0%	50,0%	70,0%	Rapports d'activités, rapports de suivi-évaluation	Disponibilité des ressources pour la mise en place des filets sociaux, non

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
		sensibles à la nutrition (18 900 000 personnes) d'ici 2030						accentuation des situations d'urgence	
		P.1.4.1. Au moins 50% des populations en zones d'urgence sont couvertes par les filets sociaux sensibles nutrition	Nombre de personnes vulnérables couvertes par les filets sociaux sensibles nutrition		1 329 000	2 658 000	4 430 000	Rapports d'activités, rapports de suivi-évaluation	Disponibilité des ressources
		A.1.4.1.1. Renforcement des programmes des filets sociaux sensibles à la nutrition dans les zones d'urgence (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		P.1.4.2. 50% des personnes en situation d'urgence ont bénéficié du soutien nutritionnel	Nombre de personnes en situation d'urgence ayant bénéficié du soutien nutritionnel		1 329 000	2 658 000	4 430 000	Rapports d'activités, rapports de suivi-évaluation	Disponibilité des ressources
		A.1.4.2.1. Soutien nutritionnel dans le contexte des urgences (zones affectées par les épidémies) - (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		P.1.4.3. Au moins 80% des zones d'urgence sont couvertes par le paquet PCIME communautaire/ Nutrition	Pourcentage (%) des zones d'urgence couvertes par le paquet PCIME communautaire/ Nutrition		20%	50%	80%		Disponibilité des ressources
		A.1.4.3.1. Extension de la couverture géographique du paquet PCIME communautaire/ Nutrition en zone d'urgence - (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		P.1.4.4. Au moins 50% des populations vulnérables ont accès à l'eau potable et aux services d'hygiène	Nombre de personnes vulnérables ayant accès à l'eau potable		2 047 500	4 777 500	6 825 000	Rapports d'activités, rapports de suivi-évaluation	Disponibilité des moyens financiers, identification des sources d'eau dans les zones cibles
			Nombre de personnes vulnérables ayant accès aux services d'hygiène		2 047 500	4 777 500	6 825 000	Rapports d'activités, rapports de suivi-évaluation	Disponibilité des moyens financier, adhésion des populations cibles aux bonnes pratiques d'hygiène
		A.1.4.4.1. Renforcement de l'accès en eau potable et aux services d'hygiène dans les zones d'urgences et/ou de grande pauvreté (Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et solidarité nationale)							
		R.1.5. Augmenter à 80% au moins la proportion des populations vulnérables bénéficiant des programmes de réinsertion socio-économique d'ici 2030	Pourcentage des populations vulnérables ayant bénéficié des programmes de réinsertion socio-économique		40,0%	60,0%	80,0%	Rapports d'activités, rapports de suivi-évaluation	Disponibilité des moyens financier, contexte économique et sécuritaire favorable
		P.1.5.1. 80% des provinces sont couvertes par les actions d'appuis aux organisations paysannes dans la production agricole et animale (pisciculture et élevage)	Nombre de provinces couvertes par les actions d'appuis aux organisations paysannes dans la production agricole et animale (pisciculture et élevage)		8	13	21	Rapports d'activités, rapports de suivi-évaluation	Disponibilité des moyens financier, contexte économique et sécuritaire favorable
		A.1.5.1.1. Appui aux organisations paysannes des zones vulnérables dans la production agricole et animale (pisciculture et élevage)							
		P.1.5.2. 20% des territoires sont couverts par les travaux de haute intensité de main d'œuvre en RDC	Nombre de territoires couverts par les travaux de haute intensité de main d'œuvre en RDC		7	22	30	Rapports d'activités, rapports de suivi-évaluation	Disponibilité des moyens financier, contexte économique et sécuritaire favorable
		A.1.5.2.1. Appui des communautés des zones vulnérables dans les travaux de haute intensité de main d'œuvre (Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale)							

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
		<b>P.1.5.3. Au moins 1,1 million de ménages vulnérables sont dotés en kits de réinsertion socio-économique</b>	<b>Nombre de ménages vulnérables dotés en kits de réinsertion socio-économique</b>		<b>546 000</b>	<b>819 000</b>	<b>1 100 000</b>	<b>Rapports d'activités, rapports de suivi-évaluation</b>	<b>Disponibilité des moyens financiers, contexte économique et sécuritaire favorable</b>
		A.1.5.3.1. Appui des ménages vulnérables en kits de réinsertion socio-économique (Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale)							
		<b>P.1.5.4. Au moins 80% des femmes vulnérables ont bénéficié des programmes d'autonomisation</b>	<b>Nombre de femmes vulnérables ayant bénéficié des programmes d'autonomisation</b>		<b>2 686 320</b>	<b>4 477 200</b>	<b>7 163 520</b>	<b>Rapports d'activités, rapports de suivi-évaluation</b>	<b>Disponibilité des moyens financiers, contexte économique et sécuritaire favorable</b>
		A.1.5.4.1. Autonomisation socio-économique de la femme (Ministère du Genre, Famille et Enfant)							
		A.1.5.4.2. Intensification des activités de lutte contre les violences basées sur le genre (Ministère du Genre, Famille et Enfant)							
		A.1.5.4.3. Intensification des activités d'orientation et d'éducation des victimes des violences sexuelles vers les unités spécialisées de prise en charge (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		A.1.5.4.4. Renforcement des approches de résilience économique des femmes (Ministère du Genre, Famille et Enfant)							
		A.1.5.4.5. Santé mentale de la mère (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		A.1.5.4.6. Intégration des messages de lutte contre les VBG dans le contenu des programmes de nutrition (Ministère du Genre, Famille et Enfant)							
		<b>P.1.5.5. Au moins 100 écoles par territoire ont installé les jardins et les poulaillers scolaires</b>	<b>Nombre d'écoles qui ont installé les jardins et les poulaillers</b>		<b>11600</b>	<b>13485</b>	<b>14500</b>	<b>Rapport</b>	<b>Manque de financement ; insuffisance d'espace ; problème de gestion, conflits d'intérêts</b>
		A.1.5.5.1. Promotion des modèles des poulaillers scolaires (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique)							
		A.1.5.5.2. Promotion des modèles des jardins scolaires (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique)							
		A.1.5.5.3. Elaboration de la politique nationale de l'alimentation scolaire basée sur la production locale (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique)							
		A.1.5.5.4. Mise en place des cantines scolaires dans les établissements scolaires (primaires et secondaires) - (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique)							
		A.1.5.5.5. Promotion de l'alimentation de qualité en milieu scolaire (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique)							
		A.1.5.5.6. Promotion des bonnes pratiques d'hygiène en milieu scolaire (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique)							
		A.1.5.5.7. Renforcement du cadre de concertation sur l'alimentation scolaire (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique)							
		A.1.5.5.8. Révision des curricula scolaires axée sur la nutrition et l'hygiène (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique)							
		A.1.5.5.9. Développement d'un plan pluriannuel d'études et de recherche dans le domaine de la nutrition (Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)							
		A.1.5.5.10. Education nutritionnelle pour le renforcement des connaissances nutritionnelles des ménages (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		A.1.5.5.11. Alphabétisation des Femmes en milieu défavorisé (Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale)							
		A.1.5.5.12. Amélioration du contenu des programmes d'éducation non formelle par l'intégration des messages de nutrition (Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale)							
		A.1.5.5.13. Intégration de la nutrition dans les curricula dans les établissements de l'Enseignement Supérieur et universitaires (Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire)							
		<b>P.1.5.6. Un total de 524 écoles de formation du secondaire en nutrition ont renforcé leurs programmes de formation en nutrition</b>	<b>Nombre d'écoles de formation ayant renforcé leurs programmes en nutrition</b>		<b>262</b>	<b>437</b>	<b>524</b>	<b>Rapport annuel d'activités, rapports de supervision</b>	<b>Insuffisances des ressources financières pour la production, la distribution et diffusion des supports</b>
		A.1.5.6.1. Révision du programme de nutrition offert dans les écoles secondaires de formation du personnel médical et paramédical (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique)							
		<b>P.1.5.7. Un total de 103 Universités avec faculté de Médecine et 190 ISTM ont renforcé leur programme de formation en Nutrition</b>	<b>Nombre d'Universités avec faculté de Médecine et d'ISTM ayant renforcé leurs programmes en nutrition</b>		<b>147</b>	<b>235</b>	<b>293</b>	<b>Vade me cum, Rapports annuels d'activités, rapports de supervision</b>	<b>Insuffisance des ressources financières pour la production, la distribution et diffusion des supports</b>
		A.1.5.7.1. Révision du programme de nutrition offert dans les établissements supérieurs et universitaires de formation du personnel médical et paramédical (Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire)							

➤ **Plans d’actions relatifs à l’OS 1 - Réduire à moins de 30% la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois en RDC d’ici 2030**

Intervention :		A.1.1.1 Promotion des pratiques d’allaitement maternel									
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et communautaires)	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Facilitateurs, Prestataires des soins Agents communautaires	X	X	X						
Vulgarisation des supports de communication en allaitement maternel	Financement de : la Reprographie de 54000 modules de conseils en allaitement maternel, dépliants et cartes conseils, transport vers les DPS et ZS	Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires	X	X	X						
Renforcement de suivi et l'évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Mise en place des espaces d'allaitement dans les services	Financement : équipement de 18 000 locaux pour espaces d'allaitement maternel avec 2 lits, 2 bancs, 2 chaises, les jouets	Services	X	X	X	X	X				

Intervention :		A.1.1.2 Promotion de la pratique de la mise au sein dans l'heure qui suit l'accouchement dans les maternités									
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention (PRONANUT)/PNSR									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Organisation des sensibilisations pour renforcer les connaissances des prestataires et des femmes enceintes sur la promotion de la mise au sein dans l'heure qui suit l'accouchement chez les femmes enceintes	Recueil des messages et boites à images multisectoriels sur la nutrition RH : prestataires des soins et agents communautaires Financement des agents communautaires : Missions des agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Suivi, supervision et l'évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	x	x	x	x	x	x	x	x
--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

<b>Intervention :</b>	<b>A.1.1.2.1 Renforcement des capacités des prestataires des soins de santé</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Bilan des besoins de formation	Consultant pour une tournée de recensement des besoins dans les zones de santé	PRONANUT, ministère de la Santé, PTF, consultant		x						
Formalisation des supports et outils de formation	Modules et outils de formation, reprographie	PRONANUT, ministère de la Santé, PTF, consultant		x						
Formation des prestataires de soins de santé	1 session de formation pour chacun des 145 territoires pendant 3 ans	PRONANUT, ministère de la Santé, PTF, consultant		x	x	x				
Suivi-évaluation	1 consultant pour 10 jours hommes sur 3 ans	PRONANUT, ministère de la Santé, PTF, consultant		x	x	x				

<b>Intervention :</b>	<b>A.1.1.2.2 Promotion de l'alimentation de complément adéquate chez les enfants de 6 à 23 mois</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et communautaires) alimentation de complément adéquate chez les enfants de 6 à 23 mois (y compris l'utilisation du MNP)	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Facilitateurs, Prestataires des soins Agents communautaires	X	X	X	X				
Vulgarisation des supports de communication en alimentation de complément adéquate chez les enfants de 6 à 23 mois	Financement de : la Reprographie de 54000 modules de conseils en allaitement maternel, dépliants et cartes conseils, transport vers les DPS et ZS	Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires	X	X	X	X				
Organisation des démonstrations culinaires dans 23 700 villages	Financement de : 1 990 800 démonstrations culinaires	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Renforcement de suivi et l'évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

<b>Intervention :</b>	<b>A.1.1.2.3. Fortification des aliments en multi micronutriments en poudre (MNP) pour les enfants de 6 à 23 mois</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Approvisionnement de 7,2 millions d'enfants de 6 à 23 mois en MNP	50 400 000 sachets (1gr) de MNP Frais de transport des MNP du fournisseur jusqu'au niveau du ménage	PRONANUT PTF	X	X	X	X	X	X	X	
Suivi-évaluation	2 campagnes de suivi par an	PRONANUT PTF	X	X	X	X	X	X	X	

<b>Intervention :</b>	<b>A.1.1.2.4. Promotion de la diversité alimentaire</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et communautaires) dans la diversité alimentaire	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Facilitateurs, Prestataires des soins, Agents communautaires	X	X	X	X				
Vulgarisation des supports de communication en diversité alimentaire	Financement de : la Reprographie de 54000 modules de conseils en allaitement maternel, dépliants et cartes conseils, transport vers les DPS et ZS	Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires	X	X	X	X				
Organisation des démonstrations culinaires dans 23 700 villages	Financement de : 1 990 800 démonstrations culinaires	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X
Renforcement de suivi et l'évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.1.1.3.1. Fortification des aliments à consommation populaire								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration de la stratégie nationale de fortification	Financement de recrutement d'un consultant : 1 Financement d'un atelier de présentation du draft (1 Ateliers de 2 Jours de 20 personnes au niveau national) Financement d'1 atelier de validation (1 Atelier de 1 Jours de 20 personnes au niveau national)	Industries, Agriculture, Santé, EPME, Commerce, secteur Privé, ONG et PTF		x	x					
Vulgarisation	Ateliers de Vulgarisation : 26 (1 par province à raison de 50 personnes pour 7 jours) Mission de vulgarisation par province : 26 (1 mission par province de 2 personnes en moyenne de 7 jours)	Industries, Agriculture, Santé, EPME, Commerce, secteur Privé, ONG et PTF				x	x	x	x	
Conception des outils de collecte des données	Financement des 2 ateliers de conception (2 ateliers de 3 jours de 20 personnes au niveau national) Financement d'un atelier de validation (1 atelier d'1 jour au niveau national, 30 personnes)	Industries, Agriculture, Santé, EPME, Commerce, secteur Privé, ONG et PTF					x	x		
Création d'une banque des données	Financement de recrutement d'un consultant. Financement de dotation des matériels informatiques à l'institution responsable : 20 ordinateurs Portables, 20 disque dure, 20 flashes disque, 10 imprimantes et 10 Ordinateurs de bureau	Industries, Agriculture, Santé, EPME, Commerce, secteur Privé, ONG et PTF					x	x		
Mise en place d'un cadre de concertation des acteurs potentiels de la fortification	Financement des 4 réunions de concertation (4 réunions par an au niveau national de 30 acteurs)	Industries, Agriculture, Santé, EPME, Commerce, secteur Privé, ONG et PTF		x						
Renforcement des capacités des acteurs de la fortification	Financement des 3 ateliers au niveau national (1 atelier de 30 personnes chaque 2 années) Financement des 3 ateliers au niveau provincial (1 atelier par province de 45 personnes âgées)	Industries, Agriculture, Santé, EPME, Commerce, secteur Privé				x		x		x

	Financement des 26 missions d'accompagnement (1 mission par province de 2 personnes pendant 7 jours)									
Mise en place des unités de transformation de fortification des aliments	Financement d'achat des différents Intrants de fortification (MMS, MNP, SQLNS, vitamine A, Iode, Complexe vitaminique B, Zinc, etc.) / 1,125Kg/Personne /an de CMV (complément minéral et vitaminique) Unités de transformation : 10 kits de fortification par territoire (1 moulin, 1 mélangeur, 1 micro-doseur, une pissette d'aspersion, 1 balance et 1 microbalance) Laboratoire d'assurance qualité (1 laboratoire/territoire)	Industries, Agriculture, Santé, EPME, Commerce, secteur Privé		X	X	X	X	X	X	X
Campagne de communication sur les produits fortifiés	Matériel : 50 mégaphones et accessoires par territoire Campagne audiovisuelle : 35 villes et chefs-lieux Agents de sensibilisation : 50X145 (pendant 7 jours par semestre)	Industries, Agriculture, Santé, EPME, Commerce, ONG, secteur Privé		X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans, Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Elevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x			x			x
				x			x			x

Intervention :	A.1.1.3.2. Promotion des aliments nutritifs et diversifiés									
Entité (s) responsable (s) :	Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et communautaires) dans la diversité alimentaire	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Facilitateurs, Prestataires des soins Agents communautaires	X	X	X	X				

Vulgarisation des supports de communication en diversité alimentaire	Financement de : la Reprographie de 54000 modules de conseils en allaitement maternel, dépliants et cartes conseils, transport vers les DPS et ZS	Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires	X	X	X	X				
Organisation des démonstrations culinaires dans 23 700 villages	Financement de : 1 990 800 démonstrations culinaires	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X
Renforcement de suivi et l'évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :	A.1.1.3.3. Promotion des aliments bio fortifiés									
Entité (s) responsable (s) :	Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'une stratégie sur la bio fortification	Financement de recrutement d'un consultant. Financement des 2 réunions des acteurs clés (1 par trimestre de 20 Personnes au niveau national) Financement des 2 ateliers d'élaboration (Ateliers de 7 Jours de 20 personnes au niveau national)	Agriculture, recherche scientifique, ESU, Santé, Pêche et élevage			X					
Reprographie	Fonds de reprographie des 4000 exemplaires de guide (153 exemplaires par province)	Agriculture, recherche scientifique, ESU, Santé, Pêche et élevage				X				
Renforcement des capacités des acteurs	Financement des 3 ateliers au niveau national (1 atelier de 30 personnes chaque 2 ans) Financement des 3 ateliers au niveau provinciale (1 atelier par province de 45 personnes chaque 2 ans) Financement des 26 missions d'accompagnement (1 mission par province de 2 personnes pendant 7 jours)	Agriculture, recherche scientifique, ESU, Santé, Pêche et élevage		X			X			
Campagne de communication et vulgarisation sur les produits bio fortifiés	Financement pour achat des matériels : 50 mégaphones et accessoires par territoire ; Financement pour	Agriculture, recherche scientifique, ESU, Santé, Pêche et élevage, ONG		X	X	X	X	X	X	X

	Campagne audiovisuelle : 35 villes et c chefs-lieux ; Agents de sensibilisation : 50X145 (pendant 7 jours par semestre)										
Suivi-Evaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans, Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x				x			x
				x							x

Intervention :	A.1.1.3.4. Promotion de la consommation des aliments locaux et diversifiés										
Entité (s) responsable (s) :	Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage										
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances								
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	
Actualisation de la table nationale de composition des aliments locaux	Financement de recrutement d'un cabinet de consultance : 1 Financement d'un atelier de présentation du draft (1 Atelier de 2 Jours de 20 personnes au niveau national) Financement d'un atelier de validation (1 Ateliers de 1 Jours de 20 personnes au niveau national) Financement des 26 missions d'accompagnement (1 mission de 7 jours dans chaque province pour 2 personnes)	Agriculture, recherche scientifique, ESU, Santé, Pêche et élevage			X						
Vulgarisation du Plan stratégique de la sécurité sanitaire des aliments	Financement des 26 ateliers de Vulgarisation (1 par province) Financement des 26 missions de vulgarisation par province (1 missions par province de 2 personnes en moyenne de 7 jours)	Ministères de l'Agriculture, Pêche et élevage, Santé, commerce extérieur, plan, secteur privé, ONG et PTF			x	x	x	x	x	x	x
Campagne de communication et vulgarisation des aliments locaux et diversifiés	Financement d'achat des matériels : 50 mégaphones et accessoires par territoire ; Financement des Campagnes audiovisuelle : 35 villes et chefs-lieux ; Agents de sensibilisation :50 X 145 (pendant 7 jours par semestre)	Pêche et élevage Agriculture, recherche scientifique, ESU, Santé, ONG		X	X	X	X	X	X	X	X

Suivi-Evaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans, Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	x			x			x
				x	x		x	x	
			x			x			x

<b>Intervention :</b>	<b>A.1.1.3.5. Sensibilisation des associations féminines à la consommation des aliments locaux et diversifiés</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère du Genre, Famille et Enfant									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Mise en place d'un cadre de concertation des associations féminines.	Financement d'une enquête nationale d'identification des associations féminines ciblées. (30 Associations par territoire) Financement des 290 réunions de structuration (2 par territoires par an, la première année et 30 personnes par réunion)	Ministères de Genre, Pêche et Élevage et Agriculture, Développement rural, Secteur Privé, ONG et PTF		X	X					
Renforcement des capacités des associations féminines	Financement de 3 ateliers au niveau national (1 atelier de 30 personnes chaque 2 années) Financement de 3 ateliers au niveau provinciale (1 atelier par province de 45 personnes âgées Financement des 26 missions d'accompagnement (1 mission par province de 2 personnes pendant 7 jours)	Agriculture, recherche scientifique, ESU, Santé, Pêche et élevage			X		X		X	
Campagne de sensibilisation à la consommation des aliments locaux et diversifiés	Financement d'achat des matériels : 50 mégaphones et accessoires par territoire ; Financement des Campagnes audiovisuelles : 35 villes et chefs-lieux ; Agents de sensibilisation : 50 X 145 (pendant 7 jours par semestre)	Agriculture, recherche scientifique, ESU, Santé, Pêche et élevage, ONG			X		X		X	
Suivi-Evaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans, Financement des 3 missions	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x		x		x		x

	d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.			x				x			x
<b>Intervention :</b>	<b>A.1.1.3.6. Appui aux associations féminines pour la transformation des aliments locaux et diversifiés</b>										
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère du Développement rural										
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances								
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	
Identification des organisations féminines	Financement de enquêtes sur l'identification des organisations Financement des activités des 4 missions de la cartographie des organisations féminines	Ministères de l'Agriculture, ministère de développement rural et pêche et élevage		x	x	x	x	x	x	x	
Renforcements des capacités des femmes à tous les niveaux	Financement de 21 ateliers de mise à niveau en raison de 50 personnes par atelier pendant 6 jours Financement de 42 ateliers de formation en raison 50 personnes par atelier pendant 6 jours ; Financement de 14 missions d'échanges d'expériences en raison de 25 personnes par atelier et pendant 10 jours par voyage)	Ministère du genre, Affaire sociale, ministère de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Acquisition des intrants, matériels et équipements	Financement des différents kits ci-dessous : Kit d'intrants : 362500 ha Kit Matériels : 362500 ha Équipement : 362500 ha <b>Cf. A.7.1.1.2</b>	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Octroi des crédits	Ligne des crédits : 7250000USD (1000USD par organisation féminine)	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Suivi-Evaluation	Financement de 18 missions de suivi et supervision en raison de 3 missions par an de 2 personnes durant 7jours par province, pendant 6 ans. Financement de 3 missions d'évaluation en raison de 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x			x				x
				x				x			x

Intervention :		A.1.1.4.1. Augmentation de la production locale d'aliments diversifiés pour les groupes spécifiques								
Entité (s) responsable (s) :		Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Aménagement des sites d'exploitations (agricoles, animale et halieutique)	3 Etudes de faisabilité Aménagement d'une superficie agricole : 3 625 919 ha - Achat des Tracteurs : 3 625 - Achat des Kits d'aménagement pour 3 625 919 ha - Aménagement de surface d'étangs : 50 908 ha - Achat des kits d'aménagement de 50 908 ha pour les étangs - Aménagement de 636 000 ha de surface pour l'élevage - Construction d'infrastructures d'élevage pour 636 000 ha - Aménagement de 277 553 ha pour les légumes - Achat de-Kit d'aménagement de 277 553 ha pour les légumes - Aménagement de 38 355 ha pour les fruits - Achat de kit d'aménagement pour les fruits : 38355 ha	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Introduction des races et variétés de cultures améliorées	Financement de 3 études de faisabilité : Financement d'étude de faisabilité de 3 races animales 3 améliorées, hybride et locale Financement d'étude de faisabilité de 2 Espèce : Clarias et tilapia Financement d'étude de faisabilité de 4 Variétés de cultures Bio fortifiées, améliorées, locales et résiliente	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, Recherches scientifiques, les Universités	X	X	X	X	X	X	X	X
Renforcements des capacités des acteurs à tous les niveaux	Financement de 84 ateliers de mise à niveau de 30 personnes de 7 jours de durée. Financement de 252 ateliers de formation de de 30 personnes de 7 jours Echanges d'expérience : 42	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, Recherches scientifiques, les Universités	X	X	X	X	X	X	X	X

Acquisition des intrants, matériels et équipement Agricoles et vétérinaires nécessaires	Etudes de marché : 3 Kit Vivrier : 3625919 Kit maraîcher : 277553 Kit fruitier : 38355 Kit piscicole : 50908 kit d'élevage : 636000 Kit aquacole : 50908	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Financement de 18 Missions de suivi et supervision : 3 missions par an, pendant 6 ans, en raison de 2 personnes par provinces pendant 7 jours ; Financement de 3 missions d'évaluation : 12 personnes par mission, pendant 15 jours	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x			x			x
					x	x		x	x	

Intervention :	A.1.1.4.2. Promotion de la production d'aliments locaux de compléments de qualité et en quantité répondant aux normes									
Entité (s) responsable (s) :	Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Identification des acteurs de producteurs des aliments locaux de compléments	Financement de la réalisation de 4 Enquêtes nationales sur l'identification des acteurs des aliments locaux Financement de la cartographie	Ministères de l'Agriculture, ministère de développement rural et pêche et élevage, privé, ONG, PTF, Recherches scientifiques, les Universités		X		X		X		X
Renforcements des capacités des acteurs à tous les niveaux	Financement des 84 ateliers de mise à niveau en raison de 50 personnes par atelier pendant 6 jours. Financement de 252 ateliers de formation en raison de 50 personnes par atelier pendant 6 jours Financement des 42 ateliers d'échanges d'expériences en raison de 25 personnes par atelier pendant 10 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, Recherches scientifiques, les Universités (cfr 1)	X	X	X	X	X	X	X	X
Identification des aliments locaux de complément	Financement de 4 Enquêtes nationales d'identifications des aliments locaux de compléments. Financement des 4 missions de la	Ministères de l'Agriculture, ministère de développement rural et pêche et élevage, privé, ONG, PTF, Recherches		x	x	x	x	x	x	

	Cartographie pour les aliments locaux de compléments	scientifiques, les Universités 2								
Acquisition des intrants, matériels et équipements	Financement de 3 Etudes de marché Financement d'achat des différents kit ci-dessous: Kit Vivrier: 3625919 (semences, engrais, outils aratoires, produits phytosanitaires) Kit maraicher: 277553 (semences, engrais, outils aratoires, produits phytosanitaires) Kit fruitier: 38355 (semences/plantules engrais, outils aratoires, produits phytosanitaires) Kit piscicole : 50908 ( Alvins, équipements, outils piscicoles, Alimentation) kit d'élevage: 636000 (géniteurs, produits vétérinaires, équipement, outils d'élevage) Kit aquacole: 50908 (Alvins, équipements, outils aquacoles, alimentation, produits prophylactiques)	Ministères de l'Agriculture, ministère de développement rural et pêche et élevage, privé, ONG, PTF, Recherches scientifiques, les Universités		x	x	x	x	x	x	
Suivi-Evaluation	Mission de suivi et supervision : 18 (3 missions par an, pendant 6 ans, en raison de 2 personnes par provinces pendant 7 jours) Mission d'évaluation : 3 (12 personnes par mission, pendant 15 jours)	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x			x			x
				x			x			x

Intervention :	A.1.1.5.1. Appui aux organisations féminines pour la production d'aliments diversifiés									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère du Développement rural									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Identification des organisations féminines	Financement de Enquêtes sur l'identification des organisations Financement des activités des 4 missions de la cartographie des organisations féminines	Ministères de l'Agriculture, ministère de développement rural et pêche et élevage		x	x	x	x	x	x	

Renforcements des capacités des femmes à tous les niveaux	Financement de 21 ateliers de mise à niveau en raison de 50 personnes par atelier pendant 6 jours Financement de 42 ateliers de formation en raison 50 personnes par atelier pendant 6 jours ; Financements de 14 missions d'échanges d'expériences en raison de 25 personnes par atelier et pendant 10 jours par voyage)	Ministère du genre, Affaire sociale, ministère de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Acquisition des intrants, matériels et équipements	Financement des différents kits ci-dessous : Kit d'Intrants : 362500 ha Kit Matériels : 362500 ha Équipement : 362500 ha <b>Cf. A.7.1.1.2</b>	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Octroi des crédits	Ligne des crédits : 7250000USD (1000USD par organisation féminine)	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Financement de 18 missions de suivi et supervision en raison de 3 missions par an de 2 personnes durant 7jours par province, pendant 6 ans. Financement de 3 missions d'évaluation en raison de 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x			x			x
				x		x		x		x

Intervention	A.1.1.5.2. Promotion de l'élevage, pisciculture et agriculture familiales									
Entité (s) responsable (s) :	Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Introduction des géniteurs, alevins et variétés de cultures améliorées 50908	Financement pour l'achat des: Bovins:1397000(127000 éleveurs avec 11 géniteurs chacun) Caprins: 1397000 (127000 éleveurs avec 11 géniteurs chacun) Porcins:1749000 (159000 éleveurs avec 11 géniteurs chacun) Lapins: 1235000 (95000 éleveurs avec 13 géniteurs chacun) Volailles: 1397000 (127000 éleveurs avec 11 géniteurs chacun) Alevins: tilapia et clarias: 35100000 (en raison de 5616 pisciculteurs par territoire recevant 6250 alevins par personne) Manioc: 906480 ha (2266200000 ML de boutures) Mais: 725184 ha (18129600Kg de semences) Riz: 453240 ha ( 80Kg x 453240 = 36259200 Kg de semences) Arachide : 2543814 ha (80Kg x 2543814 = 203505120Kg) Soja:181296 ha (80Kg x 181296 = 14503680Kg) Niébé: 90648 ha (80Kg x 90648= 7251840) Haricot: 290074 ha (80Kg x 290074 = 23205920) Banane plantain:181296 ha (144 rejets x 181296 = 26106912) Igame: 181296 ha (1500Kg x 181296= 271944000) Patate douce:181296 ha (3775ML x 181296 = 681129072) Pomme de terre:181296 ha (2000Kg x 181296= 362592000Kg)	Ministères de l'Agriculture et Pêche et Élevage	X	X	X	X	X	X	X	X

Renforcements des capacités des acteurs à tous les niveaux	Financement des 21 ateliers de mise à niveau de 50 personnes pour 3 jours Financement de 42 ateliers de formation de 50 personnes pour 7 jours Echanges d'expériences : 14 visites d'échanges de 25 personnes pour 10 jours	Ministère de la pêche et Élevage, de l'Agriculture Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF								
Acquisition des intrants, matériels et équipement Agricoles et vétérinaires nécessaires	Financement pour l'achat des kits suivants : Kit vétérinaire :14500 Kit avicole :14500 Stocks provende (ration) : 58218 tonnes (400 tonnes par territoire soit 4 tonnes par école) Chaines de froids : 290 (2 chaines de froids par territoire) cf. intervention A.7.2.2.1 - Action 2	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, EPST, formation professionnelle	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans, Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x
				x			x			x

<b>Intervention :</b>		<b>A.1.2.1.1. Aménagement des points d'eau améliorés</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances								
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	
Consultation des communautés sur les questions relatives à l'accès à l'eau potable	Financement : recrutement du consultant, 5 ateliers de concertation avec différentes couches (APA, Organisations locales, les groupements des femmes, des hommes et des adolescents); les missions de terrain	PRONANUT, PNCPS, Direction EHA, PTF, Office National Hydraulique Rural (ONHR)	X	X	X						
Etat des lieux des besoins des points d'eau améliorés, étude de faisabilité et élaboration du plan de mise en œuvre des ouvrages	Financement : recrutement du consultant, 3 ateliers (élaboration et validation des outils, présentation et validation des résultats, et élaboration du plan de mise en œuvre des	PRONANUT, PNCPS, Direction EHA, PTF, Office National Hydraulique Rural (ONHR)	X	X	X	X	X	X			

	ouvrages), kit de sondage et d'analyse de l'eau									
Renforcement des capacités des communautés dans l'aménagement des points d'eau améliorées et dans la gestion/maintenance des ouvrages	Financement : 1 atelier par ZS, missions d'appui des ateliers	PRONANUT, PNCPS, Direction EHA, PTF, Office National Hydraulique Rural (ONHR), PTF			X	X	X	X		
Réalisation des 2615 ouvrages d'eau dans les communautés ciblées	Financement : recrutement des firmes/ organisations/entreprises de mise en œuvre, intrants de purification de l'eau, kit d'analyse d'eau	PRONANUT, Office National Hydraulique Rural (ONHR) Direction EHA, Entreprise de mise en œuvre, PTF			X	X	X	X	X	X
Accompagnement des communautés dans la gestion des points d'eau	Financement : 16 missions d'accompagnement dans les ZS/ deux fois par an	PRONANUT, Office National Hydraulique Rural (ONHR) Direction EHA, Entreprise de mise en œuvre, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Contrôle périodique (trimestriel) d'analyse de la qualité de l'eau des points d'eau améliorés	Financement : kit d'analyse de la qualité de l'eau et intrants de purification de l'eau	PRONANUT, Office National Hydraulique Rural (ONHR) Direction EHA, Entreprise de mise en œuvre, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation	Financement de missions : 2 du niveau national/an, 4 du niveau provincial/an, 12 du niveau périphérique (ECZS)/an	PRONANUT, Office National Hydraulique Rural (ONHR) Direction EHA, Entreprise de mise en œuvre, PTF		X	X	X	X	X	X	X

Intervention :	A.1.2.1.2. Promotion de l'utilisation des sources d'eau améliorés									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Organisation des sensibilisations de masse sur l'utilisation de l'eau potable	Recueil et boîtes à images multisectoriels Mères, pères, prestataires des soins et agents communautaires, médias	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNCPS), Agriculture, pêche et élevage, Genre, Education, Energie, Développement Rural/ONHR. PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-évaluation	2 campagnes de suivi par an	PRONANUT PTF	X	X	X	X	X	X	X	

Intervention :		A.1.3.1.1. Promotion de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Organisation des sensibilisations de masse sur l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)	Recueil et boîtes à images multisectoriels Mères, pères, prestataires des soins et agents communautaires, médias	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNCPS) Genre, Education, Energie, Développement Rural/ONHR. PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-évaluation	2 campagnes de suivi par an	PRONANUT PTF	X	X	X	X	X	X	X	

Intervention :		A.1.3.1.2. Promotion des actions essentielles en hygiène (AEH)								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Organisation des sensibilisations de masse sur les actions essentielles en hygiène (AEH)	Recueil et boîtes à images multisectoriels Mères, pères, prestataires des soins et agents communautaires, médias	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNCPS) Genre, Education, Energie, Développement Rural/ONHR. PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-évaluation	2 campagnes de suivi par an	PRONANUT PTF	X	X	X	X	X	X	X	

Intervention :		A.1.4.1.1. Renforcement des programmes des filets sociaux sensibles à la nutrition dans les zones d'urgence								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration de la stratégie nationale sur les filets sociaux sensibles à la nutrition	3 Ateliers, Fournitures, 30 Participants	Ministères de la Santé, des Affaires sociales et actions humanitaires, du Genre, Famille et enfant, du Plan		X						
Vulgarisation de la stratégie nationale sur les filets sociaux sensibles à la nutrition	Supports de vulgarisation (papiers, audios, vidéo, etc.), Prestataires de santé, communautaires et Personnel, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Formations et Acteurs médias	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, Ministère de la santé, du Genre, Famille et enfant,	X	X	X	X	X	X	X	X

Mise en œuvre la stratégie nationale sur les filets sociaux sensibles à la nutrition	Programmes, Formation, kits alimentaires, Intrants agricoles, Travaux HIMO, Espèces monétaires et autres non alimentaires (NFI), Fournitures, Personnel, Equipements	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, ministère de la Santé, du Genre, Famille et enfant, du Budget, des Finances, de l'Environnement,	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et Evaluation de la mise en œuvre et de la gestion	Enquêtes annuelles, supervisions trimestrielle	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.1.4.2.1. Soutien nutritionnel dans le contexte des urgences (zones affectées par les épidémies)</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration de la stratégie de soutien nutritionnel	3 Ateliers, Fournitures, 30 Participants	Ministères de la Santé, des Affaires sociales et actions humanitaires, du Genre, Famille et enfant, du Plan		X						
Vulgarisation de la stratégie de soutien nutritionnel	Supports de vulgarisation (papiers, audios, vidéo, etc.), Prestataires de santé, communautaires et Personnel, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Formations et Acteurs médias	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, ministère de la Santé, du Genre, Famille et enfant,	X	X	X	X	X	X	X	X
Mise en œuvre de la stratégie de soutien nutritionnel	Programmes, Formation, kits alimentaires, Fournitures, Personnel, Equipements	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, ministère de la Santé, du Genre, Famille et enfant, du Budget, des Finances, de l'Environnement,	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et Evaluation de la stratégie de soutien nutritionnel	Enquêtes annuelles, supervisions trimestrielle	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.1.4.3.1. Extension de la couverture géographique du paquet PCIME communautaire/ Nutrition en zone d'urgence									
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Elaboration de modules de formations	3 ateliers, 30 participants, consultant	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, du Genre, Famille et enfant, du Budget, des Finances,		X						X	X
Renforcement des capacités opérationnelles de prestataires soins et communautaires	Module de formation, 'Formations à raison de 50 prestataires x 519 zones de santé (soit environ 30 000 prestataires de santé), Fournitures, Participants	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, Ministère de la santé, du Genre, Famille et enfant, du Budget, des Finances, de l'Environnement,	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Dotation des sites de soins communautaires en intrants de paquet PCIME communautaire/ Nutrition	Intrants médicaux, vivrés et intrants, Matériels anthropométriques et outils de collecte des données et de rapportage pour 2 sites de soins x 519 zones de santé (1 050 sites de soins)	Ministères de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, du Budget, des Finances, de l'Intérieur, de la Défense et de l'Environnement,	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et Evaluation de la stratégie de soutien nutritionnel	Enquêtes annuelles, supervisions trimestrielle	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.1.4.4.1. Renforcement de l'accès en eau potable et aux services d'hygiène dans les zones d'urgences et/ou de grande pauvreté									
Entité (s) responsable (s) :		Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et solidarité nationale									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Multiplication des forages d'eau potable (6200 forages)	Matériaux de construction pour 6200 forages, Formation, Personnel et Equipement	Ministères du Plan, de la Santé, du Développement Rural, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Approvisionnement en intrants de purification d'eau	120 millions de Kits de purification par an, Personnel, Equipement, Logistique	Ministères de l'Energie, Plan, Santé, Développement, du commerce, de l'industrie, des Finances, du Budget, de l'économie, de Transport, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Environnement	X	X	X	X	X	X	X	X
Stockage des intrants	Equipement, logistique, personnel	Ministères de l'Energie, Santé, Développement, du commerce, de l'industrie, des Finances, du Budget, de l'économie, de Transport, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Environnement	X	X	X	X	X	X	X	X
Distribution des Kits de purification d'eau	Intrants de purification d'eau, Logistique, Personnel Formation pour la distribution de 120 millions de Kits de purification par an	Ministères de l'Energie, Plan, Santé, Développement, du commerce, de l'industrie, des Finances, du Budget, de l'économie, de Transport, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Environnement	X	X	X	X	X	X	X	X
Construction des puits améliorés	Matériaux de construction pour 1 500 puits par an, Formation, Personnel et Équipement	Ministères de l'Energie, Plan, Santé, Développement, du commerce, de l'industrie, des Finances, du Budget, de l'économie, de Transport, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Environnement	X	X	X	X	X	X	X	X
Adduction d'eau par la REGIDESO	Adduction en eau pour 10 sites par an, Logistique, Personnel, Equipement	Ministères de l'Energie, Plan, Santé, Développement rural, de l'industrie, des Finances,	X	X	X	X	X	X	X	X

		du Budget, de Transport, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Environnement								
Assainissement totalement piloté par la communauté	1 500 000 Latrines, système d'évacuation des eaux usées et des déchets, Matériel et Equipement, Personnel et Communauté	Plan, Santé, Développement rural, Genre famille et enfant, de l'économie, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Environnement	X	X	X	X	X	X	X	X
Education sanitaire et nutritionnelle	Module de formation, Formation de 30 000 prestataires de santé, Fourniture, Equipement, Personnel et Communauté	Ministères de l'Energie, Plan, Santé, Développement rural Genre famille et enfant, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Environnement	X	X	X	X	X	X	X	X
Distribution des Kits Sanitaires	Logistique, 5 millions de kits sanitaires par an, Personnel, Equipement	Santé, Développement rural, Transport, Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Environnement	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et Evaluation	Enquêtes annuelles, supervisions trimestrielle	Ministères du Plan, Energie, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :	A.1.5.1.1. Appui aux organisations paysannes des zones vulnérables dans la production agricole et animale (pisciculture et élevage)									
Entité (s) responsable (s) :	Ministères de l'Agriculture/Élevage et pêche									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'un projet d'appui aux organisations paysannes dans la production agricole et animale (pisciculture et élevage)	3 Ateliers, 2 Formations, Fournitures, Equipements, 3 Réunions, 30 Participants, Consultants	Ministères du Plan, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de Genre, Famille et enfants, de la Jeunesse, ministère de l'Agriculture,		X						

		développement rural, pêche et élevage								
Renforcement des capacités des acteurs dédiés aux appuis aux organisations paysannes	2 Ateliers de formations par territoire, soit un total de 290 formations, Fournitures, 30 participants par formation, Equipement				x					
Mise en œuvre du projet	Equipements, Fournitures, supervisions formatives, perdiems de 80 jours/an pour chacun des 9 000 acteurs de la mise en œuvre	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, ministère de la Santé, du Genre, Famille et enfant, du Budget, des Finances, de l'Environnement, ministère de l'Agriculture, développement rural, pêche et élevage	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense, ministère de l'Agriculture, développement rural, pêche et élevage	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :	A.1.5.2.1. Appui des communautés des zones vulnérables dans les travaux de haute intensité de main d'œuvre									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'un projet d'appui des communautés dans les travaux de haute intensité de main d'œuvre	3 Ateliers, Fournitures, 4 Réunions, 30 Participants, Honoraires Consultants	Ministères du Plan, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de Genre, Famille et enfants, de la Jeunesse, Ministère du budget, ministère de l'Économie, ministère des Finances		X						
Renforcement des capacités des acteurs dédiés aux	2 Ateliers de formations par territoire, soit un total de 290 formations,									

appuis des communautés dans les travaux HIMO	Fournitures, 30 participants par formation, Equipement									
Mise en œuvre du projet	Equipements, Fournitures, supervisions formatives, perdiems de 80 jours/an pour chacun des 9 000 acteurs de la mise en œuvre sur l'ensemble des 145 territoires	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, ministère de la Santé, du Genre, Famille et enfant, du Budget, des Finances, de l'Environnement, ministère de l'Économie	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :	A.1.5.3.1. Appui des ménages vulnérables en kits de réinsertion socio-économique									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'un projet d'appui des ménages vulnérables en kits de réinsertion socio-économique	3 Ateliers, Formations, Fournitures, Equipements, Réunions, 30 Participants, Consultants	Ministères du Plan, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de Genre, Famille et enfants, de la Jeunesse,		X						
Renforcement des capacités des acteurs de la mise en œuvre	2 Ateliers de formations par territoire, soit un total de 290 formations, Fournitures, 30 participants par formation, Equipement									
Mise en œuvre du projet	Equipements, Fournitures, supervisions formatives, perdiems de 160 jours/an pour chacun des 9 000 acteurs de la mise en œuvre sur l'ensemble des 145 territoires	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, Ministère de la santé, du Genre, Famille et enfant, du Budget, des Finances, de l'Environnement,	X	X	X	X	X	X	X	X

Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations, Fournitures et Equipements, Logistique	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X
------------------	--	---	---	---	---	---	---	---	---	---

**Intervention :** A.1.5.4.1. Autonomisation socioéconomique de la femme

**Entité (s) responsable (s) :** Ministère du Genre, Famille et Enfant

Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'un projet d'autonomisation socioéconomique de la femme	3 Ateliers, Formations, Fournitures, Equipements, Réunions, 30 Participants, Consultants	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, du Budget, des Finances, ministère de l'Économie		X						
Elaboration de module de formation	3 Ateliers, Fournitures, Equipement, consultant	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé,		X	X					
Renforcement des capacités opérationnels des acteurs	2 Ateliers de formations par territoire, soit un total de 290 formations, Fournitures, 30 participants par formation, Equipement	Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Mise en œuvre du projet	Equipements, Fournitures, supervisions formatives, perdiems de 160 jours/an pour chacun des 9 000 acteurs de la mise en œuvre sur l'ensemble des 145 territoires Ligne de crédit de 500 USD pour chacune des 7 200 000 femmes bénéficiaires	Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.1.5.4.2. Intensification des activités de lutte contre les violences basées sur le genre								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère du Genre, Famille et Enfant								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Elaboration d'un projet d'intensification des activités de lutte contre les violences basées sur le genre	3 Ateliers, Formations, Fournitures, Equipements, Réunions, 30 Participants, Consultants	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, du Budget, des Finances		X						
Elaboration de module de formation	3 Ateliers, Fournitures, Equipement, consultant	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé,		X	X					
Renforcement des capacités opérationnels des acteurs	2 Ateliers de formations par territoire, soit un total de 290 formations, Fournitures, 30 participants par formation, Equipement	Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Mise en œuvre du projet	Equipements, Fournitures, supervisions formatives, perdiems de 20 jours/an pour chacun des 9 000 acteurs de la mise en œuvre sur l'ensemble des 145 territoires	Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.1.5.4.3. Intensification des activités d'orientation et d'éducation des victimes des violences sexuelles vers les unités spécialisées de prise en charge								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Elaboration d'un projet d'intensification des activités d'orientation et d'éducation des victimes des violences sexuelles vers les unités spécialisées de prise en charge	3 Ateliers, Formations, Fournitures, Équipements, Réunions, 30 Participants, Consultants	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, du Budget, des Finances		X						
Elaboration de module de formation	3 Ateliers, Fournitures, Équipement, consultant	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et		X	X					

		Actions Humanitaires, de la Santé,								
Renforcement des capacités opérationnels des acteurs	2 Ateliers de formations par territoire, soit un total de 290 formations, Fournitures, 30 participants par formation, Équipement	Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Mise en œuvre du projet	Équipements, Fournitures, supervisions formatives, perdiems de 20 jours/an pour chacun des 9 000 acteurs de la mise en œuvre sur l'ensemble des 145 territoires	Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X

Intervention :	A.1.5.4.4. Renforcement des approches de résilience économique des femmes									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère du Genre, Famille et Enfant									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'un projet sur le renforcement des approches de résilience économique des femmes	3 Ateliers, Formations, Fournitures, Équipements, Réunions, 30 Participants, Consultants	Ministères du Plan, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de Genre, Famille et enfants, de la Jeunesse		X						
Renforcement des capacités opérationnels des acteurs	2 Ateliers de formations par territoire, soit un total de 290 formations, Fournitures, 30 participants par formation, Équipement	Ministères du Plan, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de Genre, Famille et enfants, de la Jeunesse		x	x					
Mise en œuvre du projet	Équipements, Fournitures, supervisions formatives, perdiems de 20 jours/an pour chacun des 9 000 acteurs de la mise en œuvre sur l'ensemble des 145 territoires	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, Ministère de la santé, du Genre, Famille et enfant,	X	X	X	X	X	X	X	X

		du Budget, des Finances, de l'Environnement,								
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations, Fournitures et Équipements, Logistique	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>		<b>A.1.5.4.5. Santé mentale de la mère</b>								
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>		<b>Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention</b>								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'un projet de prise en charge holistique sur la Santé mentale de la mère	3 Ateliers, Formations, Fournitures, Equipements, Réunions, 30 Participants, Consultants	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, du Budget, des Finances		X						
Elaboration de module de formation	3 Ateliers, Fournitures, Equipement, consultant	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X					
Renforcement des capacités opérationnels des acteurs	2 Ateliers de formations par territoire, soit un total de 290 formations, Fournitures, 30 participants par formation, Equipement	Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Mise en œuvre du projet	Equipements, Fournitures, supervisions formatives, perdiems de 20 jours/an pour chacun des 9 000 acteurs de la mise en œuvre sur l'ensemble des 145 territoires	Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.1.5.4.6. Intégration des messages de lutte contre les VBG dans le contenu des programmes de nutrition								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère du Genre, Famille et Enfant								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'un projet sur l'intégration des messages de lutte contre les VBG dans le contenu des programmes de nutrition	3 Ateliers, Formations, Fournitures, Equipements, Réunions, 30 Participants, Consultants	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, du Budget, des Finances		X						
Elaboration de module de formation	3 Ateliers, Fournitures, Equipement, consultant	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé,		X	X					
Renforcement des capacités opérationnels des acteurs	2 Ateliers de formations par territoire, soit un total de 290 formations, Fournitures, 30 participants par formation, Equipement	Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Mise en œuvre du projet	Equipements, Fournitures, supervisions formatives, perdiems de 20 jours/an pour chacun des 9 000 acteurs de la mise en œuvre sur l'ensemble des 145 territoires	Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X

Intervention	A.1.5.5.1. Promotion des modèles des poulaillers scolaires										
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique										
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Capacitation technique du personnel d'appui au projet	Financement de 1740 ateliers de formation en raison de 2 formations par an et par territoire pendant 6 ans Financement des 6 missions d'échanges d'expériences en interne : 6 (bloc est, bloc Sud, bloc centre, bloc nord et bloc ouest) en raison de 15 personnes par mission pendant 10 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, EPST, formation professionnelle	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Aménagement des sites d'élevage	Financement d'une étude de faisabilité pour 14 500 écoles par an. Financement de la Construction de 14500 poulaillers ; Financement de la construction de de 580 provenderies en raison de 4 par territoire.	Ministère de la pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, EPST, formation professionnelle	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Acquisition d'intrants, des matériels et d'équipements	Financement de l'achat des kits suivants : Kit vétérinaire :14500 (géniteurs, produits vétérinaires, ration, équipements et outils, ...) Kit avicole :14500 (géniteurs, produits vétérinaires, ration, équipements et outils, ...) Stocks provende : 58218 tonnes (400 tonnes par territoire soit 4 tonnes par école)	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, EPST, formation professionnelle									
Acquisition des géniteurs	Financement de l'achat des 145000 Géniteurs males ; Financement de l'achat des 1450 000Géniteurs femelles.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, EPST, formation professionnelle	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Suivi-Evaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison de 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an, pendant 6 ans ; Financement de 3 missions d'évaluation en raison12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x			x				x
				x	x			x	x		x

Intervention		A.1.5.5.2. Promotion des modèles des jardins scolaires								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Capacitation technique du personnel d'appui au projet	Financement de 1470 ateliers de formation en raison de 2 formations de 7 jours, pour 50 personnes par an et par territoire pendant 6 ans. Financement de 6 missions d'échanges d'expériences en interne en raison d'1 voyages de 10 jours pour 10 personnes par bloc (bloc est, bloc Sud, bloc centre, bloc nord et bloc ouest) Echanges d'expériences à l'externe : 26 voyages de 10 jours pour 50 personnes	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, EPST, formation professionnelle	x	x	x	x	x	x	x	x
Aménagement des sites	Financement d'une étude de faisabilité pour 14500 écoles (Une étude par école par an) Financement de l'aménagement de 14500 espaces ;	Ministère de l'agriculture, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, EPST, formation professionnelle	x	x	x	x	x	x	x	x
Acquisition d'intrants, des matériels et d'équipements	Financement des kits suivants : Kits aratoires : 145000 Kits Intrants : 1450000 Cfr Intervention A.7.1.1.2 (Action 4)	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, EPST, formation professionnelle	x	x	x	x	x	x	x	x
Suivi-Evaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par province, pendant 6 ans, Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x			x			x
				x	x		x			x

Intervention :		A.1.5.5.3. Elaboration de la politique nationale de l'alimentation scolaire basée sur la production locale								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Revue documentaire sur la Politique nationale d'alimentation en scolaire	Documents de Politique nationale	ESPT, MFPAM, PRONANUT, PROSANA ; Plan, Budget, Finances, Pêche et Élevage, EPST, ONG, Secteur Privé, PTF, GENRE		X	X	X	X	X	X	X
Elaboration de la Politique nationale de l'alimentation en milieu scolaire	1.Préatelier :7 jours x 30 personnes hors Kinshasa ; Recrutement d'un consultant	ESPT, MFPAM, PRONANUT, PROSANA ; Plan, Budget, Finances, Pêche et Élevage, ONG, Secteur Privé, PTF, Genre		x						
Communication et vulgarisation	Document de Politique nationale ,24 réunions de partage dans les provinces éducationnelles ,40 personnes/provinces	ESPT, MFPAM, PRONANUT, PROSANA ; Plan, Budget, Finances, Pêche et Élevage, ONG, Secteur Privé, PTF, Genre		x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.1.5.5.4. Mise en place des cantines scolaires dans les établissements scolaires (primaires et secondaires)								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Réalisation de l'état des lieux de 24 provinces éducationnelles et de l'étude de faisabilité	Outils de collecte, missions et la restitution	ESPT, MFPAM, PRONANUT, PROSANA, Plan, Budget, Finances, Pêche et Élevage, EPST, ONG, Secteur Privé, PTF, GENRE		X	X	X	X	X	X	X
Implantation des cantines	Plan type, Matériaux, Main-d'œuvre	ESPT, MFPAM, PRONANUT, PROSANA, Plan, Budget, Finances, Pêche et Élevage, EPST, ONG, Secteur Privé, PTF, GENRE		X	X	X	X	X	X	X
Approvisionnement en aliments	Achat et production des aliments locaux	ESPT, MFPAM, PRONANUT, PROSANA, Plan, Budget, Finances, Pêche et Élevage, EPST, ONG, Secteur Privé, PTF, GENRE		X	X	X	X	X	X	X
Formation des gestionnaires	Module de formation	ESPT, MFPAM, PRONANUT, PROSANA		x	x	x				

Intervention :		A.1.5.5.5. Promotion de l'alimentation de qualité en milieu scolaire								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration de modules, guide de l'enseignant et manuel de l'apprenant (ateliers /document)	1.Préatelier : 7 jours x 30 personnes hors Kinshasa 2.Atelier de 7 jours de 30 personnes	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, ONG, PTF, Ministère Agri/Pêche et Élevage, Secteur privé		x						
Intégration de modules de sécurité alimentaire et nutrition dans le système éducatif	Module, guide de l'enseignant, le manuel de l'apprenant et logistique (deux ateliers par document, reprographie .....)	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, ONG, PTF, Ministère Agri/Pêche et Élevage, Secteur privé		x	x					
Reprographie et distribution	Modules, guide de l'enseignant, le manuel de l'apprenant	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, ONG, PTF, Ministère Agri/Pêche et Élevage, Secteur privé		x	x	x	x	x	x	x
Formation des formateurs nationaux et provinciaux	Fournitures, logistiques (pré-test, deux ateliers par document)	EPST, MFPM et PRONANUT, PROSANA		x	x	x	x	x	x	x
Organisation de la formation des enseignants en nutrition	Fournitures, logistiques (deux ateliers par document...)	EPST, MFPM		x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.1.5.5.6. Promotion des bonnes pratiques d'hygiène en milieu scolaire								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration de protocole de l'utilisation des bonnes pratiques d'hygiène	1.Préatelier : 7 jours x 30 personnes hors Kinshasa	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF, secteur privé		x						
	2.Atelier de 7 jours de 30 personnes	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère								

		du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF, secteur privé								
Reprographie et distribution	Module, guide de l'enseignant, le manuel de l'apprenant	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF, secteur privé	x	x	x	x	x	x	x	x
Intégration de module dans le système éducatif	Module, guide de l'enseignant, le manuel de l'apprenant et logistique (deux ateliers par document, reprographie .....)	EPST ET MFPAM	x	x						
Formation des formateurs nationaux et provinciaux	Fournitures, logistiques (deux ateliers par document)	EPST, MFPAM et PRONANUT, PROSANA	x	x	x	x	x	x	x	x

Intervention :	A.1.5.5.7. Renforcement du cadre de concertation sur l'alimentation scolaire									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Revue documentaire sur le cadre de concertation sur l'alimentation	Textes légaux et réglementaires	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF, Ministère Agri/pêche et élevage		x						
Actualisation des textes légaux et réglementaires	Atelier de 30 personnes	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF, Ministère Agri/pêche et élevage		x						
Mise en place des mécanismes de concertation innovés	Comité renouvelé	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du		x						

		Plan, ONG, PTF, Ministère Agri/pêche et élevage								
Opérationnalisation du nouveau comité	Réunions et rencontres locales	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF, Ministère Agri/pêche et élevage	x	x	x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>		<b>A.1.5.5.8. Révision des curricula scolaires axée sur la nutrition et l'hygiène</b>								
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>		Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Revue documentaire des cours de nutrition	Programmes de cours	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du Plan, , ONG, PTF		x						
Mise à jour du programme de formation intégrant le cours de nutrition actualisé	Deux ateliers de 40 personnes	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du Plan, , ONG, PTF		x						
Reprographie et diffusion du programme actualisé	Programme adapté, service de reproduction et de distribution	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF			x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>		<b>A.1.5.5.9. Développement d'un plan pluriannuel d'études et de recherche dans le domaine de la nutrition</b>								
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>		Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration du Plan pluriannuel d'études et de recherche en nutrition	Documents, bases de données des études antérieures, ateliers et consultant	PRONANUT, DPS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x						

Rédaction des protocoles des études et de recherche dans le domaine de la nutrition	Experts, Protocoles d'études et de recherche en nutrition	PRONANUT, DPS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x
Réalisation des études et de recherche en nutrition sur terrain	Experts, outils de collecte des données et de traitement	PRONANUT, DPS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x
Publication et dissémination des résultats des études et de recherche en nutrition	Rapports des études et de recherche, organisation de foire, salon, congrès, voyage	PRONANUT, DPS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	<b>A.1.5.10. Education nutritionnelle pour le renforcement des connaissances nutritionnelles des ménages</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration et production des messages éducatifs	Fournitures, Experts, ateliers	MSPHP et Ministères sensibles à la nutrition		x						
Reproduction des supports avec des messages éducatifs	Supports éducatifs	MSPHP et Ministères sensibles à la nutrition		x	x	x	x	x	x	x
Sensibilisation des leaders communautaires	Matériels de communication, outils de NTIC, Rencontres,	MSPHP et Ministères sensibles à la nutrition		x	x	x	x	x	x	x
Formation des Relais Communautaires et agents de terrain locaux	Supports éducatifs et Experts	MSPHP et Ministères sensibles à la nutrition		x	x	x	x	x	x	x
Sensibilisation des Ménages	Reco et agents de terrain locaux formés, visite à domicile	MSPHP et Ministères sensibles à la nutrition		x	x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	<b>A.1.5.11. Alphabétisation des Femmes en milieu défavorisé</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Réalisation de l'état de besoins et structures en alphabétisation pour les femmes des milieux défavorisés	Outils de collecte, missions et la restitution	Affaires Sociales, MFPAM, PRONANUT, Plan		x		x		x		
Implantation des Centres d'alphabétisation intégrant la nutrition	Matériaux de construction et équipements	Affaires Sociales, MFPAM, PRONANUT, Plan		x	x	x	x	x	x	x

Reprographie et diffusion des programmes adaptés	Programme adapté, service de reproduction et de distribution de 9 provinces éducationnelles	Affaires Sociales, MFPAM, PRONANUT, Plan	x	x	x	x	x	x	x
Formation des gestionnaires	Module de formation	Affaires Sociales, MFPAM, PRONANUT, Plan	x	x	x	x	x	x	x
Organisation de la formation en alphabétisation	Fournitures et Expertises	Affaires Sociales, MFPAM, PRONANUT,	x	x	x	x	x	x	x

Intervention :	A.1.5.5.12. Amélioration du contenu des programmes d'éducation non formelle par l'intégration des messages de nutrition									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Revue documentaire des programmes d'éducation non formelle et proposition des éléments d'amélioration du contenu	Programmes de cours, Experts	Ministère des Affaires Sociales, ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention, Ministère de la formation professionnelle, Ministère de la jeunesse et initiation à la nouvelle citoyenneté, PTF		x						
Mise à jour des programmes de formation intégrant le cours de nutrition	Deux ateliers de 40 personnes	Ministère des Affaires Sociales, Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention, Ministère de la formation professionnelle, Ministère de la jeunesse et initiation à la nouvelle citoyenneté, PTF		x						
Reprographie et diffusion des programmes adaptés	Programme adapté, service de reproduction et de distribution de 9 provinces éducationnelles	Ministère des Affaires Sociales, ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention, ministère de la Formation professionnelle, Ministère de la jeunesse et initiation à la nouvelle citoyenneté, PTF	x	x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.1.5.5.13. Intégration de la nutrition dans les curricula dans les établissements de l'Enseignement Supérieur et universitaires								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Plaidoyer pour l'intégration du module de sécurité alimentaire et nutrition dans le curricula de recrutement	Séance de plaidoyer	PRONANUT, UNIVERSITES ET INSTITUTS SUPERIEURS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG Internationales ONG Nationales, PTF		x						
Reprographie et distribution	Module	PRONANUT, UNIVERSITES ET INSTITUTS SUPERIEURS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG Internationales ONG Nationales, PTF		x	x	x	x	x	x	x
Intégration de module dans le vade me cum	Module, logistique (Un atelier de 30 personnes)	ESU, Prosana et Pronanut		x	x					
Formation des formateurs nationaux et provinciaux	Fournitures, logistiques (pré-test de formation, et deux ateliers de finalisation des supports pédagogiques)	ESU		x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.1.5.6.1. Révision du programme de nutrition offert dans les écoles secondaires de formation du personnel médical et paramédical								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Revue documentaire des cours de nutrition dans les ITM	Programmes de cours	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x						
Mise à jour du programme de formation intégrant le cours de nutrition actualisé	Deux ateliers de 40 personnes	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du Plan, , ONG, PTF		x						
Reprographie et diffusion du programme actualisé	Programme adapté, service de reproduction et de distribution de 524 ITM	PRONANUT, EPST (Provinces éducationnelles), Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF			x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	A.1.5.7.1. Révision du programme de nutrition offert dans les établissements supérieurs et universitaires de formation du personnel médical et paramédical									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Actualisation des modules de formation en nutrition dans les établissements supérieurs et universitaires de formation du personnel médical et paramédical	Programmes des cours, Rédaction des modules, Experts	PRONANUT, UNIVERSITES ET INSTITUTS SUPERIEURS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x						
Mise à jour des programmes de formation intégrant le cours de nutrition actualisé	Deux ateliers de 40 personnes	PRONANUT, UNIVERSITES ET INSTITUTS SUPERIEURS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x						
Reprographie et diffusion des programmes adaptés	Programme adapté, service de reproduction et de distribution de 293	PRONANUT, UNIVERSITES ET INSTITUTS SUPERIEURS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF			x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	A.1.5.8.1 Nutrition à Assise Communautaire									
<b>Entité (s) responsable(s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Réalisation d'un état des lieux de la mise en œuvre de la NAC	Financement : recrutement d'un consultant, organisation des états de lieux, 1 atelier de restitution des états de lieux de 50 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PTF	X	X						
Actualisation des supports de mise en œuvre de la NAC	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3	PRONANUT, PTF		X						

	ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours									
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et agents communautaires) sur la nutrition à assise communautaire	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Facilitateurs, Prestataires des soins Agents communautaires, les organes de participation communautaire		X	X	X				
Vulgarisation des supports de mise en œuvre de la NAC	Financement de : la Reprographie de 54000 des supports de mise en œuvre de la NAC, dépliants et cartes conseils, transport vers les DPS et ZS	Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires	X	X	X	X				
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.1.5.9.1 Planification familiale</b>									
<b>Entité (s) responsable(s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention (PRONANUT)									
<b>Actions clés</b>	<b>Intrants</b>	<b>Acteurs</b>	<b>Échéances</b>							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et agents communautaires) sur la sensibilisation des FEFA sur la planification familiale	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Facilitateurs, Prestataires des soins Agents communautaires	X	X	X	X				
Vulgarisation des méthodes de PF	Financement de : reprographie des supports de communication en PF	PNSR, PRONANUT		X	X					
Réalisation des counselings sur les méthodes PF	Prestataires des soins et agents communautaires	PNSR, PRONANUT	X	X	X	X	X	X	X	X
Organisation des supervisions, suivi et évaluation	Financement de missions : 364 du niveau national, 14 700 du niveau provincial, 44 100 du niveau périphérique (ECZS)	PNSR, PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X



10.2. Pour l'OS 2 - Réduire à 3% la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) chez les enfants de 0-59 mois en RDC d'ici 2030

➤ **Cadre Commun de résultat relatif à l'OS 2 - Réduire à 3% la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) chez les enfants de 0-59 mois en RDC d'ici 2030**

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
OS.2. Réduire à 3% la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) chez les enfants de 0-59 mois en RDC d'ici 2030			Prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois en RDC	6,50%	5%	4%	3%	Rapports d'enquêtes, statistiques	Financement, Insécurité
	R.2.1. Augmenter à 80% la couverture et la qualité de la prise en charge de la malnutrition aigüe dans les établissements de santé d'ici 2030 (12 808 établissements de santé)		Proportion des établissements de santé ayant intégré la prise en charge de la malnutrition aigüe	24%	50,0%	70,0%	80,0%	Rapports d'enquêtes, statistiques	Disponibilité des financements, stabilité sociopolitique
			Taux de mortalité des enfants		1,0%	1,0%	1,0%		
			Taux de guérison des enfants		50,0%	70,0%	80,0%		
			Taux de fréquentation		50,0%	70,0%	80,0%		
		P.2.1.1. Deux millions quatre cent mille (2 400 000) enfants souffrant de la malnutrition aigüe (y compris les complications) sont correctement pris en charge selon le protocole national	Nombre d'enfants souffrant de la malnutrition aigüe (y compris les complications) correctement pris en charge selon le protocole national		400 000	1 000 000	2 400 000	Rapports statistiques SNIS, DHIS2	Financement, indisponibilité des intrants
		A.2.1.1.1. Prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe modérée (Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention - PRONANUT) Amélioration de la disponibilité des intrants des médicaments des outils et du matériels de PEC							
		A.2.1.1.2. Prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe sévère (Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention - PRONANUT) Renforcement de capacités des prestataires de soins et des communautés en PCIMA							
		A.2.1.1.3. Prise en charge des maladies tueuses (Maladies diarrhéiques, Pneumonie, Paludisme...) - Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention - PRONANUT)							
	R.2.2. Assurer à 80% que les personnes vulnérables bénéficient des suppléments nutritionnels de prévention et de traitement de la malnutrition d'ici 2030		Pourcentage des personnes vulnérables ayant bénéficié des suppléments nutritionnels de prévention et de traitement de la malnutrition		50,0%	70,0%	80,0%	Rapports d'activités, statistiques, rapport de supervision	Disponibilité des ressources, accessibilité aux zones cibles, adhésion des populations et communautés

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
		P.2.2.1. 9 680 000 personnes vulnérables (ont bénéficié des suppléments nutritionnels de prévention de la malnutrition)	Nombre des personnes vulnérables ayant bénéficié des suppléments nutritionnels de prévention de la malnutrition		3 872 000	6 776 000	9 680 000	Rapports d'activités, statistiques, rapport de supervision	Disponibilité des ressources, accessibilité aux zones cibles, adhésion des populations et communautés
		A.2.2.1.1. Supplémentation nutritionnelle des populations vulnérables pour la prévention de la malnutrition (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
		P.2.2.2. 6 000 000 des personnes vulnérables ont bénéficié des suppléments nutritionnels de traitement de la malnutrition aigüe	Nombre des personnes vulnérables ayant bénéficié des suppléments nutritionnels de traitement de la malnutrition aigüe		2 400 000	4 200 000	6 000 000	Rapports d'activités, statistiques, rapport de supervision	Disponibilité des ressources, accessibilité aux zones cibles, adhésion des populations et communautés
		A.2.2.2.1. Supplémentation des populations vulnérables pour le traitement de la malnutrition aigüe (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							
	R.2.3. D'ici 2030, 100% des pools de stocks stratégiques d'urgence sont approvisionnés en aliments nutritifs et intrants nutritionnels		Taux (%) des pools de stocks stratégiques d'urgence approvisionnés en aliments nutritifs et intrants nutritionnels		60,0%	80,0%	100,0%	Rapports d'activités	Accompagnement de l'Etat et des PTF, mise en place des infrastructures de stockage, sécurité
		P.2.3.1. La stratégie nationale en faveur des stocks stratégiques d'urgence en aliments nutritifs est élaborée	Taux (%) d'avancement des travaux d'élaboration de la stratégie nationale en faveur des stocks stratégiques d'urgence en aliments nutritifs		100%	100%	100%	Rapport du plan stratégique sur les stocks d'urgence en aliments nutritifs	Disponibilité des ressources pour l'élaboration du plan
		A.2.3.1.1 Elaboration et mise en œuvre de la stratégie nationale sur le stock stratégique en aliments nutritifs (Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale)							
		P.2.3.2. 6 stocks de contingence des intrants nutritionnels et des aliments nutritifs sont mis en place	Taux (%) d'avancement des travaux d'élaboration de la stratégie nationale en faveur des stocks stratégiques d'urgence en aliments nutritifs		20%	100%	100%	Rapports d'activités	Accompagnement de l'Etat et des PTF, mise en place des infrastructures de stockage, sécurité
		A.2.3.2.1. Mise en place des stocks de contingence des aliments nutritifs et intrants nutritionnels de prise en charge de la malnutrition (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
	R.2.4. Dès 2026, un cadre national de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles est mis en place		Taux de réalisation des actions de mise en place du cadre national de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles		100,0%	100,0%	100,0%	PV de la session de mise en place et des réunions du cadre national de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	Adhésion des acteurs, disponibilité des moyens financiers pour l'animation adéquate du cadre de concertation
		P.2.4.1. Le cadre national de concertation humanitaire dispose d'un sous-groupe thématique relatif à la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	Taux de réalisation des actions de mise en place du sous-groupe thématique relatif à la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles dans le cadre national de concertation humanitaire		100%	100%	100%	PV de la session de mise en place et des réunions du sous-groupe thématique	Adhésion des acteurs, disponibilité des moyens financiers pour l'animation adéquate du sous-groupe
		A.2.4.1.1. Renforcement du cadre de concertation humanitaire existant via l'intégration de la nutrition (Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale)							
		P.2.4.2. Un registre social unique est mis en place en RDC	Taux d'avancement de la mise en place du registre social unique au niveau de la RDC		60%	80%	100%	Contenu physique ou en format électronique du registre social	Disponibilité des données, bonne coordination des actions de mise en place, moyens financiers suffisants, capacitation des acteurs pour la gestion du registre, mise en place d'un cadre réglementaire adéquat sur la confidentialité des données personnelles
		A.2.4.2.1. Mise en place d'une base de données des personnes vulnérables en RDC (Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale)							
		P.2.4.3. Le pays dispose des politiques, lois et programmes sensibles à la nutrition spécifique aux différentes cibles	Taux d'avancement des actions de mise en place des politiques, lois et programmes sensibles à la nutrition spécifique aux différentes cibles au niveau du pays		60%	80%	100%	Documents de lois et politiques élaborés	Disponibilité des ressources, célérité administrative dans l'adoption des lois et des textes d'application

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats
				V. Réf.	2026	2028		
		A.2.4.3.1. Elaboration des stratégies sensibles à la nutrition spécifiques aux différentes cibles (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)						
		A.2.4.3.2. Elaboration du plan de contingence multisectoriel de nutrition (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)						
		A.2.4.3.3. Elaboration des lois sensibles à la nutrition spécifiques aux différentes cibles (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)						
		A.2.4.3.4. Intégration du contenu de prévention contre l'exploitation et abus sexuel (PEAS) dans les différentes politiques (Ministère du Genre, Famille et Enfant)						

➤ **Plans d’actions relatifs à l’OS 2 - Réduire à 3% la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) chez les enfants de 0 - 59 mois en RDC d’ici 2030**

Intervention :		A.2.1.1.1. Prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe modérée								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention (PRONANUT)								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Actualisation des Fiches techniques de mise en œuvre de la PCIMA	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PTF		X	X					
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et agents communautaires) sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe modérée	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Facilitateurs, Prestataires des soins Agents communautaires, les organes de participation communautaire		X	X	X				
Approvisionnement en intrants de prise en charge 3 000 000 d'enfants de 6 à 59 mois souffrants de MAM et matériels anthropométriques	Intrants : Plumpy Sup, super céréale+, produits nutritionnels fortifiés locaux de bonne valeur nutritive, alternatives locales de PEC, Matériels : Toises, Balances, ruban MUAC, culottes, Frais de : transport, entreposage	Ministères : MSPHP/PRONANUT, industrie, commerce, plan, transport, finance, budget, affaires sociales, coopération, intérieur, sécurité, PME/secteur privé. PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.2.1.1.2. Prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe sévère								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention (PRONANUT)								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et agents communautaires) sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe sévère	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Facilitateurs, Prestataires des soins Agents communautaires, les organes de participation communautaire		X	X	X				
Approvisionnement en intrants de prise en charge 3 000 000 d'enfants de 6 à 59 mois souffrants de MAS et matériels anthropométriques	Intrants : Plumpy Nut, Médicaments de traitement systématique et spécifique Matériels : Toises, Balances, ruban MUAC, culottes, Frais de : transport, entreposage	Ministères : MSPHP/PRONANUT, industrie, commerce, plan, transport, finance, budget, affaires sociales, coopération, intérieur, sécurité, PME/secteur privé. PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.2.1.1.3. Prise en charge des maladies tueuses (Maladies diarrhéiques, Pneumonie, Paludisme...)								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention (PRONANUT)								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et agents communautaires) sur la prise en charge des maladies tueuses (Maladies diarrhéiques, Pneumonie, Paludisme...)	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Facilitateurs, Prestataires des soins Agents communautaires, les organes de participation communautaire		X	X	X				
Approvisionnement en médicaments de prise en charge 3 000 000 d'enfants	Intrants : Médicaments de traitement systématique et spécifique	Ministères : MSPHP/PRONANUT, industrie, commerce, plan,	X	X	X	X	X	X	X	X



de 6 à 59 mois souffrants des maladies tueuses (Maladies diarrhéiques, Pneumonie, Paludisme...) associées à la malnutrition aigue	Frais de : transport, entreposage	transport, finance, budget. PTF								
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.2.2.1.1. Supplémentation nutritionnelle des populations vulnérables pour la prévention de la malnutrition									
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030	
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029		
Approvisionnement en suppléments nutritionnels de prévention de la malnutrition au profit des populations vulnérables	Programme de recherche, Exonérations sur les importations des intrants et équipements, Formations, Subventions de l'Etat et Unités de production locales de suppléments pour 700000 personnes âgés de 64 ans et plus	Ministères du Plan, du commerce, de la Santé, de l'industrie, des Finances, du Budget, de l'économie, de la Coopération,	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Promotion de la production locale des suppléments nutritionnels de prévention de la malnutrition auprès des populations vulnérables cibles	Programme de recherche, Exonérations sur les importations des intrants et équipements, Formations, Subventions de l'Etat et Unités de production locales de suppléments	Ministères du Plan l'Agriculture, de l'élevage et pêche, de l'industrie, des Finances, du Budget, de l'économie, de la recherche scientifique, de l'Enseignement supérieur et universitaire, du commerce, de l'environnement, du Genre, de la Santé, de Développement rural, des Petites et Moyennes Entreprises	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Promotion de la consommation des suppléments nutritionnels de prévention de la malnutrition auprès des populations vulnérables cibles	Supports de vulgarisation (papiers, audios, vidéo, etc.), Prestataires de santé et communautaires, Formations et Acteurs médias	Ministère du Genre, Famille et enfant, ministère des Affaires sociales et actions humanitaires, ministère de la Santé, ministère de la Communication et médias, Ministère de la jeunesse,	x	x	x	x	x	x	x	x	x

		Ministère de la justice, Ministère du Développement rural								
Distribution des suppléments nutritionnels de prévention de la malnutrition aux populations vulnérables cibles	Logistique de distribution et Agents distributeurs	Ministère de la communication et médias, ministère des Affaires sociales et actions humanitaires, ministère de la Santé, ministère des Transports, Ministère de l'intérieur, Ministère de la défense, Ministère de Développement rural, Ministère de petites et moyennes entreprises	x	x	x	x	x	x	x	x
Suivi-évaluation des actions de supplémentation nutritionnelle de prévention de la malnutrition	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations, Fournitures et Equipements, Logistique	Ministère de la santé, ministère des Affaires sociales et actions humanitaires, ministère de l'Intérieur, ministère de la Défense	x	x	x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	<b>A.2.2.2.1. Supplémentation des populations vulnérables pour le traitement de la malnutrition aiguë</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Approvisionnement en suppléments nutritionnels de Traitement de la malnutrition aiguë au profit des populations vulnérables	Aliments enrichis de supplémentation et thérapeutiques pour 2,8 millions d'enfants de 6 à 59 mois ; pour 2,2 millions de femmes et jeunes filles enceintes et allaitantes ; pour les 318 000PVIH/ patients TBC	Ministère du commerce, ministère de la Santé, ministère de l'Industrie, Ministère des Finances, Ministère du Plan, Ministère du Budget, Ministère de l'économie, Ministère de Transport, Min Affaires Sociales et Actions Humanitaires	x	x	x	x	x	x	x	x
Promotion de la production locale des suppléments nutritionnels de traitement de la malnutrition aiguë	Programme de recherche, Exonérations sur les importations des intrants et équipements, Formations, Subventions de l'Etat et Unités de production locales de suppléments	Ministère de l'Agriculture, ministère de l'Élevage et pêche, ministère de l'Industrie, Ministère des Finances, Ministère du Plan, Ministère du Budget, Ministère de l'économie, Ministère de la recherche scientifique, Ministère enseignement supérieur et universitaire, Ministère du commerce,	x	x	x	x	x	x	x	x

		Ministère de l'environnement, Ministère du Genre, Ministère de la Santé, Ministère de Développement rural, Ministère de petites et moyennes entreprises								
Promotion de la consommation des suppléments nutritionnels de traitement de la malnutrition aiguë auprès des populations vulnérables	Supports de vulgarisation (papiers, audios, vidéo, etc.), Prestataires de santé et communautaires, Formations et Acteurs médias	Ministère du Genre, Famille et enfant, ministère des Affaires sociales et actions humanitaires, ministère de la Santé, ministère de la Communication et médias, ministère de la Jeunesse, ministère de la Justice, Ministère du Développement rural	x	x	x	x	x	x	x	x
Prise en charge nutritionnelle des personnes vulnérables souffrant de la malnutrition aiguë	Logistique de distribution et Prestataires et agents communautaires Construction/Réhabilitation et Équipement des structures des traitements de la malnutrition	Ministère de la communication et médias, ministère des Affaires sociales et actions humanitaires, Ministère de la santé, Ministère des Transports, Ministère de l'intérieur, Ministère de la défense, Ministère de Développement rural, Ministère de petites et moyennes entreprises	x	x	x	x	x	x	x	x
Suivi-évaluation des actions de supplémentation nutritionnelle de traitement de la malnutrition aiguë	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	x	x	x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	<b>A.2.3.1.1 Elaboration et mise en oeuvre de la stratégie nationale sur le stock stratégique en aliments nutritifs</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'une stratégie nationale sur le stock stratégique en aliments nutritifs	3 Ateliers, Fourniture, 30 Participants,	Ministère de l'Agriculture, ministère de Pêche et élevage								
Vulgarisation de la stratégie nationale sur le stock stratégique en aliments nutritifs	Supports de vulgarisation (papiers, audios, vidéo, etc.), Prestataires de santé	Ministère du Genre, Famille et enfant, ministère des Affaires sociales et actions humanitaires, ministère de la	x	x	x	x	x	x	x	x

	et communautaires, Formations et Acteurs médias	Santé, Ministère de la communication et médias, Ministère de la jeunesse, Ministère de la justice, Ministère du Développement rural								
Suivi-évaluation des actions de supplémentation nutritionnelle de traitement de la malnutrition aiguë	Enquêtes annuelles, supervisions trimestrielles	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	x	x	x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	<b>A.2.3.2.1. Mise en place des stocks de contingence des aliments nutritifs et intrants nutritionnels de prise en charge de la malnutrition</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention									
<b>Actions clés</b>	<b>Intrants</b>	<b>Acteurs</b>	<b>Échéances</b>							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ouverture des 6 entrepôts de stockage stratégique des aliments nutritifs et intrants nutritionnels dans chaque pool de stocks stratégiques	Matériaux de construction pour les 6 entrepôts, équipement, Personnel Logistique et de gestion	Ministères de la Santé, des Affaires sociales et actions humanitaires, du Développement rural, des Infrastructures, des Affaires Foncières, du Genre, Famille et enfant, de l'Intérieur	X	X	X	X				
Définition de la composition du Kit de stock stratégique	3 Ateliers, Fournitures de bureau, 30 Participants, Equipements	Ministères du Plan, de la santé, des Affaires sociales, actions humanitaires, Santé, Genre, famille et enfant		X						
Approvisionnement des entrepôts de stockage stratégique des aliments nutritifs et intrants nutritionnels dans chaque pool de stocks stratégiques	180 000 Kits par an (Aliments nutritifs, Intrants nutritionnels et NFI), Personnel, Logistique, Fournitures	Ministères de la Santé, des Affaires sociales et actions humanitaires, de Commerce, de l'Economie, de Finances, de Budget de la communication et médias, du Développement rural, Environnement	X	X	X	X	X	X	X	X
Gestion des stocks stratégiques des aliments nutritifs et intrants nutritionnels	Fournitures, Personnel, Equipements, Logistique	Ministères de la Santé, des Affaires sociales et actions humanitaires, de l'Energie	X	X	X	X	X	X	X	X

Distribution des aliments nutritifs, intrants nutritionnels et NFI aux populations vulnérables	Logistique, Fournitures, agents distributeurs pour les 26 provinces, Equipement	Ministères de la Santé, des Affaires sociales et actions humanitaires, du Transports de Commerce, de l'Economie, de Finances, de Budget de la communication et médias, du Développement rural, Environnement, du Genre, Famille et enfant, de l'Intérieur	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et Evaluation de la mise en œuvre et de la gestion des stocks de contingence des aliments nutritifs et intrants nutritionnels de prise en charge de la malnutrition	Enquêtes annuelles, supervisions trimestrielles	Ministères du Plan, de la santé, des Affaires sociales et actions humanitaires, ministère de l'Intérieur, ministère de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.2.4.1.1. Renforcement du cadre de concertation humanitaire existant via l'intégration de la nutrition</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Intégration d'une sous-commission nutrition dans le groupe Technique de Travail Protection	1 Atelier, 3 Réunions, Fournitures, 30 participants, Equipements	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, du Budget, des Finances		X						
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.2.4.2.1. Mise en place d'une base de données des personnes vulnérables en RDC								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Élaboration d'un cadre légal et éthique pour la collecte, le stockage et la gestion des données personnelles, en veillant au respect de la vie privée et de la sécurité des données	Consultant national pour 30 jours hommes	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense	X	X						
Collecte de données via des enquêtes	Enquêtes pour la collecte des données dans les différentes zones d'urgence	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Mise en place d'une infrastructure de données	Prestataire de service informatique	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense, consultant		X						
Formation des utilisateurs	Prestataire de service informatique	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense, consultant		X	X					
Sensibilisation sur la base de données	Réunions de sensibilisation sur l'ensemble des provinces	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense, consultant			X	X	X			
Suivi évaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.2.4.3.1. Elaboration des stratégies sensibles à la nutrition aux différents groupes vulnérables								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration des stratégies sensibles à la nutrition aux différents groupes vulnérables	3 Ateliers, Fournitures, 30 participants, Equipements	Ministères du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé,		X	X					
Diffusion et vulgarisation de la stratégie	Supports de vulgarisation (papiers, audios, vidéo, etc.), Prestataires de santé, communautaires et Personnel, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Formations et Acteurs médias	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, Ministère de la santé, du Genre, Famille et enfant,	X	X	X	X	X	X	X	X
Elaboration des programmes sensibles à la nutrition aux différentes cibles	3 Ateliers, Fournitures, 30 participants, Equipements	Ministère du Plan, du Genre, Famille et Enfants, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Mise en œuvre des programmes sensible à la nutrition	Programmes, Formation, kits alimentaires, Fournitures, Personnel, Equipements	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, Ministère de la santé, du Genre, Famille et enfant, du Budget, des Finances, de l'Environnement,	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.2.4.3.2. Elaboration du plan de contingence multisectoriel de nutrition								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'un projet du plan de contingence multisectoriel de nutrition	3 Ateliers, Fournitures, 30 participants, Equipements, consultant	Ministères du Plan, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé,		X	X					

Finalisation du plan de contingence multisectoriel de nutrition	3 Ateliers, Fournitures, 30 participants, Equipements	Ministères du Plan, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé,		X	X					
Mise en œuvre du plan de contingence multisectoriel de nutrition	Equipements, Fournitures, Acteurs, supervisions formatives	Ministère du Plan, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de l'Intérieur, de la Défense		X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations, Fournitures et Equipements, Logistique	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.2.4.3.3. Elaboration des lois sensibles à la nutrition spécifiques aux différentes cibles</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention									
<b>Actions clés</b>	<b>Intrants</b>	<b>Acteurs</b>	<b>Échéances</b>							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'un projet de loi sensible à la nutrition aux différentes cibles	3 Ateliers, Fournitures, Equipements, Réunions, 30 participants par formation, Consultants	Ministères du Plan, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé,		X	x					
Validation au parlement	Travaux en commission parlementaire, Session parlementaire, personnel, Fournitures de bureaux	Parlement, Ministères de la Justice, Relation avec le Parlement, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, des Genre, Famille et Enfant				x				
Promulgation de la loi	Présidence, personnel	Ministères de la Justice, Relation avec le Parlement, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, des Genre, Famille et Enfant					x			
Elaboration et adoption des dispositions d'application	Texte de loi, Ateliers, Sessions ministérielles, Fournitures de bureau, personnel	Ministères de la Justice,								
Vulgarisation de la loi et des dispositions d'application	Supports de vulgarisation (papiers, audios, vidéo, etc.), Prestataires de santé, communautaires et Personnel, des Affaires Sociales et Actions	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, Ministère de la santé, du Genre, Famille et enfant,					X	X	X	X

	Humanitaires, Formations et Acteurs médias									
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, Santé, de l'Intérieur, de la Défense					X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.2.4.3.4. Intégration du contenu de prévention contre l'exploitation et abus sexuel (PEAS) dans les différentes politiques</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère du Genre, Famille et Enfant									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration d'un projet sur l'Intégration du contenu de prévention contre l'exploitation et abus sexuel (PEAS) dans les différentes politiques	3 Ateliers, Fournitures, Equipements, Réunions, 30 participants par formation, Consultants	Ministères du Plan, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de la Santé, de Genre, Famille et enfants, de la Jeunesse,		X						
Renforcement des capacités des ressources humaines en PEAS	2 Ateliers de formations par territoire, soit un total de 290 formations, Fournitures, 30 participants par formation, Equipement									
Sensibilisation	Equipements, Fournitures, supervisions formatives, perdiems de 20 jours/an pour chacun des 9 000 acteurs de la mise en œuvre	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires sociales et Actions Humanitaires, de la Communication et médias, de la jeunesse, Ministère de la santé, du Genre, Famille et enfant,	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Enquêtes, supervisions formatives et évaluations	Ministères du Plan, de la Santé, des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, de l'Intérieur, de la Défense	X	X	X	X	X	X	X	X



10.3. Pour l'OS 3 - Réduire d'au moins 20% la prévalence de la carence en micronutriments chez les enfants de 6-59 mois et les femmes en âge de procréer

➤ **Cadre Commun de résultat relatif à l'OS 3 - Réduire d'au moins 20% la prévalence de la carence en micronutriments chez les enfants de 6-59 mois et les femmes en âge de procréer**

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
OS.3. Réduire d'au moins 20% la prévalence de la carence en micronutriments chez les enfants de 6-59 mois et les femmes en âge de procréer			Taux de réduction de la prévalence de la carence en micronutriments chez les enfants de 6-59 mois et les femmes en âge de procréer		10,0%	15,0%	20,0%	Rapports d'enquêtes, rapports d'activités, statistiques	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
	R.3.1. Réduire à 30% la prévalence de l'anémie chez les enfants de 6-59 mois et chez les enfants en âge scolaire dans toutes les provinces d'ici 2030		Taux de prévalence de l'anémie chez les enfants de 6-59 mois au plan national	72,0%	56,0%	49,0%	30,0%	Rapports d'enquêtes, rapports d'activités, statistiques	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
			Taux de prévalence de l'anémie chez les enfants en âge scolaire	72,0%	56,0%	49,0%	30,0%		
		P.3.1.1. 19,8 millions d'enfants sont déparasités	Nombre d'enfants de 6-59 mois déparasités		17 400 000	18 500 000	19 800 000	DHIS2, Rapport de campagne des masses	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
			A.3.1.1.1 Déparasitage systématique des enfants en milieu scolaire (maternelle, primaire, secondaire) - (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention - PRONANUT)						
			A.3.1.1.2 Déparasitage systématique des enfants de 12 à 59 mois dans la communauté (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention - PRONANUT)						
			A.3.1.1.3 Promotion de la consommation des aliments riches en Fer (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR/PNSA)						
	R.3.2. Réduire la prévalence de l'anémie à moins de 18% chez les femmes en âge de reproduction et à moins de 30% chez les adolescentes dans toutes les provinces d'ici 2030		Taux de prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer au plan national	38,4%	31,0%	24,0%	18,0%	Rapports d'enquêtes, rapports d'activités, statistiques	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
			Taux de prévalence de l'anémie chez les adolescentes	72,0%	56,0%	49,0%	30,0%		
		P.3.2.1. 23,5 millions des adolescentes et 4,5 millions des FEFA sont supplémentées en fer folate/MMS	Nombre d'adolescentes supplémentées en Fer folate/MMS		9 000 000	17 000 000	23 500 000	DHIS2	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
			Nombre des FEFA supplémentées en fer folate/MMS		1 500 000	2 000 000	4 500 000	DHIS2	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
			A.3.2.1.1 Supplémentation en fer folate/MMS des adolescentes (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR/PNSA)						
			A.3.2.1.2 Supplémentation en fer/multi micronutriments pour les femmes enceintes et allaitantes (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR/PNSA)						
		P.3.2.2. 4,5 millions des FEFA ont reçus le traitement préventif intermittent du paludisme et les MILD à la CPN et CPoN	Nombre des FEFA ayant reçus le traitement préventif intermittent du paludisme et les MILD à la CPN et CPoN		1 500 000	2 000 000	4 500 000	DHIS2	Financement, insécurité
			A.3.2.2.1. Traitement préventif intermittent du paludisme chez la femme enceinte (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNL)						
			A.3.2.2.2. Consultation Pré et Post Natale (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR)						
			A.3.2.2.3. Distribution des MILD (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR)						

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
		P.3.2.3. 4,5 millions des femmes enceintes sont déparasitées	Nombre des femmes enceintes sont déparasitées		1 500 000	2 000 000	4 500 000	DHIS2	Financement, insécurité
		A.3.2.1.3. Déparasitage des femmes enceintes (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR)							
	R.3.3. Réduire la carence en vitamine A à moins de 40% d'ici 2030 (moyenne nationale : 61,1% ; Enquête PRONANUT 1998)		Taux de prévalence de la carence en vitamine A au plan national		56,0%	49,0%	40,0%	Rapports d'enquêtes, rapports d'activités, statistiques	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
		P.3.3.1. 22,5 millions d'enfants de 6 à 59 mois sont supplémentés en vitamine A	Nombre d'enfants de 6 à 59 mois sont supplémentés en vitamine A		19 000 000	21 000 000	22 500 000	DHIS2	Financement, insécurité
		A.3.3.1.1 Supplémentation en Vitamine A des enfants de 6 à 59 mois (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention - PRONANUT)							
		P.3.3.2. 23,5 millions des adolescentes et 4,5 millions des FEFA sont sensibilisées sur la consommation des aliments riches en vitamine A	Nombre d'adolescentes sensibilisées sur la consommation des aliments riches en vitamine A		9 000 000	17 000 000	23 500 000	DHIS2	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
			Nombre des FEFA sensibilisées sur la consommation des aliments riches en vitamine A		1 500 000	2 000 000	4 500 000	DHIS2	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
		A.3.3.2.1 Promotion de la consommation des aliments riches en vitamine A chez les FEFA et adolescentes (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention - PRONANUT)							
	R.3.4. Maintenir d'ici 2030 à moins de 1% le taux de prévalence de la carence en iode au niveau national (notamment dans les provinces prioritaires du Bas Uélé et du Bandundu)		Taux de prévalence de la carence en iode au plan national		< 1%	< 1%	< 1%	Rapports d'enquêtes, rapports d'activités, statistiques	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
		P.3.4.1. 95% (22,5 millions) de ménages consomment le sel iodé	Nombre des ménages consomment le sel iodé		9 000 000	17 000 000	22 500 000	Rapports	Financement
		A.3.4.1.1 Iodation du sel (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention - PRONANUT)							
	R.3.5. Réduire la carence en zinc à moins de 30% d'ici 2030		Taux de prévalence de la carence en iode au plan national	50%	45,0%	35,0%	30,0%	Rapports d'enquêtes, rapports d'activités, statistiques	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
		P.3.5.1. D'ici 2030, améliorer à 80% la couverture des interventions d'élimination de la carence en zinc	Disponibilité des aliments enrichis en zinc	50%	60%	70%	80%	Enquêtes, Rapports, Statistiques	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
		A.3.5.1.1. Renforcement des capacités des structures de contrôle - (Ministère du commerce)							
		A.3.5.1.2. Appui à la promotion de l'utilisation des aliments bio fortifiés en zinc (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles				Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats
				V. Réf.	2026	2028	2030		
		A.3.5.1.3. Appui à la promotion de la production des aliments bio fortifiés en zinc (Ministère de l'agriculture)							
		A.3.5.1.4. Création d'un environnement favorable à l'importation et à la commercialisation des aliments enrichis en zinc à travers un plaidoyer auprès des décideurs (Ministère du commerce)							
		A.3.5.1.5. Renforcement des capacités des unités de productions d'aliments fortifiés en zinc - (Ministère des Petites et Moyennes Entreprises)							
		A.3.5.1.6. Appui au respect des normes en matière de production y compris les unités de production de farines infantiles enrichies en zinc - (Ministère de l'industrie)							
		<b>P.3.5.2. D'ici 2030, améliorer à 10% la proportion des enfants de moins de cinq ans ayant bénéficié du traitement de la diarrhée à l'aide de SRO/Zinc (2 030 720)</b>	<b>Proportion d'enfants de moins de cinq ans souffrant de la diarrhée traitée à l'aide de SRO/Zinc</b>	2%	6%	8%	10%	Enquêtes, Rapports, Statistiques	Financement, insécurité et inaccessibilité géographique de certaines zones
		A.3.5.2.1. Promotion du traitement la diarrhée à l'aide de SRO/Zinc dans les établissements des soins de santé - (Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention)							

➤ **Plans d’actions relatifs à l’OS 3 - Réduire d’au moins 20% la prévalence de la carence en micronutriments chez les enfants de 6-59 mois et les femmes en âge de procréer**

<b>Intervention :</b>		<b>A.3.1.1.1. Déparasitage systématique des enfants en milieu scolaire (maternelle, primaire, secondaire)</b>								
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)								
<b>Actions clés</b>	<b>Intrants</b>	<b>Acteurs</b>	<b>Échéances</b>							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Renforcement des capacités des acteurs (enseignants et prestataires des soins) sur le déparasitage systématique des enfants en milieu scolaire (maternelle, primaire, secondaire)	Financement de : 1 atelier du niveau National de 20 personnes pendant 2 jours, 60 ateliers provinciaux de 900 personnes pendant 2 jours	Facilitateurs, Enseignants et prestataires des soins		X	X	X				
Elaboration des supports de sensibilisation pour le déparasitage en milieu scolaire	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	Ministères : MSPHP/PRONANUT, transport, finance, budget, EPST PTF	X	X	X					
Approvisionnement des écoles en produits de déparasitage des 19,8 millions des enfants de 12-59 mois	Intrants : Produits de déparasitage Frais de : transport, entreposage Frais de reprographie des dépliants de sensibilisation, des outils de collecte des données	Ministères : MSPHP/PRONANUT, transport, finance, budget, EPST PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>		<b>A.3.1.1.2. Déparasitage systématique des enfants de 12 à 59 mois dans la communauté</b>								
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)								
<b>Actions clés</b>	<b>Intrants</b>	<b>Acteurs</b>	<b>Échéances</b>							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Renforcement des capacités des acteurs (enseignants et prestataires des soins) sur le déparasitage systématique des enfants dans la communauté	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 2 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 2 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 2 jours	Facilitateurs, agents de santé communautaire et prestataires des soins		X	X	X				

Elaboration des supports de sensibilisation	Idem milieu scolaire	Ministères : MSPHP/PRONANUT, transport, finance, budget, EPST PTF	X	X	X					
Approvisionnement des écoles en produits de déparasitage des 19,8 millions des enfants de 12-59 mois	Idem milieu scolaire	Ministères : MSPHP/PRONANUT, transport, finance, budget, EPST PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Idem milieu scolaire	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.3.1.1.3. Promotion de la consommation des aliments riches en Fer</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR/PNSA									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Organisation des sensibilisations de masse sur la consommation des aliments riches en Fer	Recueil et boîtes à images multisectoriels RH : Mères, pères, prestataires des soins et agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X
Elaboration du manuel sur la promotion de la consommation des aliments riches en fer pour les enfants de 6 à 59 mois	Financement : 2 ateliers de 30 personnes 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNCPS, MINAGRI, MINPECHE et élevage, MINEPST, MINGENRE, PTF	X	X						
Elaboration des supports de communication sur la promotion de la consommation des aliments riches en fer pour les enfants de 6 à 59 mois	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNCPS, MINAGRI, MINPECHE et élevage, MINEPST, MINGENRE, PTF	X	X						
Renforcement des capacités des acteurs (enseignants, prestataires des soins et agents communautaires) sur la promotion de la consommation des aliments riches en fer pour les enfants de 6 à 59 mois	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 3 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 3 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 3 jours	Facilitateurs, prestataires des soins et acteurs communautaires		X	X					

Vulgarisation du manuel et des supports de communication sur la promotion de la consommation des aliments riches en fer pour les enfants de 6 à 59 mois	Financement de : la reprographie de 54000 des supports de communication, dépliants et cartes conseils Transport vers les DPS et ZS	PRONANUT, PNCPS, MINAGRI, MINPECHE et élevage, MINEPST, MINGENRE, PTF ; Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires		X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.3.2.1.1. Supplémentation en fer folate/MMS des adolescentes								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR/PNSA								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration du module de formation en supplémentation en fer folate/MMS des adolescentes	Financement : 2 ateliers de 30 personnes 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, PTF	X	X						
Actualisation des supports de communication	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, PTF	X	X						
Renforcement des capacités des acteurs (enseignants et prestataires des soins) sur la Supplémentation en fer folate/MMS des adolescentes	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 3 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 3 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 3 jours	Facilitateurs, prestataires des soins et acteurs communautaires		X	X					
Vulgarisation des supports de Supplémentation en fer folate/MMS des adolescentes	Financement de : la reprographie de 54000 des supports de communication, dépliants et cartes conseils Transport vers les DPS et ZS	Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires		X	X	X	X	X	X	X

Approvisionnement en fer acide folique/MMS pour 23,5millions d'adolescentes	Intrants : Fer acide folique, MMS Frais de : transport, entreposage Frais de reprographie des dépliants de sensibilisation, des outils de collecte des données	Ministères : MSPHP/PRONANUT, transport, finance, budget, EPST PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.3.2.1.2. Supplémentation en fer/multi micronutriments pour les femmes enceintes et allaitantes</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR/PNSA									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration du module de formation en Supplémentation en fer/multi micronutriments pour les femmes enceintes et allaitantes	Financement : 2 ateliers de 30 personnes 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, PTF	X	X						
Actualisation des supports de communication	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, PTF	X	X						
Renforcement des capacités des acteurs (enseignants et prestataires des soins) sur la Supplémentation en fer folate/MMS des adolescentes	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 3 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 3 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 3 jours	Facilitateurs, prestataires des soins et acteurs communautaires		X	X					
Vulgarisation des supports de Supplémentation en fer/multi micronutriments pour les femmes enceintes et allaitantes	Financement de : la reprographie de 54000 des supports de communication, dépliants et cartes conseils Transport vers les DPS et ZS	Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires		X	X	X	X	X	X	X

Approvisionnement en fer acide folique/MMS pour 4,5millions des FEFA	Intrants : Fer acide folique, MMS Frais de : transport, entreposage Frais de reprographie des dépliant de sensibilisation, des outils de collecte des données	Ministères : MSPHP/PRONANUT, transport, finance, budget, EPST PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT/PNSR, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.3.2.2.1. Traitement préventif intermittent du paludisme chez la femme enceinte</b>									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNLP									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Approvisionnement en médicaments de traitement préventif intermittent du paludisme pour 4,5 millions des femmes enceintes	Intrants : SP Frais de : transport, entreposage Frais de reprographie des dépliant de sensibilisation, des outils de collecte des données	Ministères : MSPHP/PRONANUT/PNLP, transport, finance, budget, EPST PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT/PNSR, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.3.2.2.2. Consultation Pré et Post Natale</b>									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Organisation des sensibilisations de masse sur la fréquentation des consultations pré et post natales	Recueil et boîtes à images multisectoriels RH : prestataires des soins et agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT/PNSR, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.3.2.2.3. Distribution des MILD								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Organisation des sensibilisations de masse d'au moins 4,5 millions des femmes enceintes sur l'utilisation des MILD	Recueil et boîtes à images multisectoriels RH : prestataires des soins et agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT/PNSR, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.3.2.1.3. Déparasitage des femmes enceintes								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)/PNSR								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins) sur le déparasitage des femmes enceintes	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 2 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 2 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 2 jours	Facilitateurs, agents de santé communautaire et prestataires des soins		X	X	X				
Approvisionnement en produits de déparasitage pour 4,5 millions des femmes enceintes	Intrants : Produits de déparasitage Frais de : transport, entreposage Frais de reprographie des dépliants de sensibilisation, des outils de collecte des données	Ministères : MSPHP/PRONANUT/PNSR, transport, finance, budget, EPST PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT/PNSR, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention : A.3.3.1.1. Supplémentation en Vitamine A des enfants de 6 à 59 mois										
Entité (s) responsable (s) : Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)										
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration des modules de formation en supplémentation en Vitamine A des enfants de 6 à 59 mois	Financement : 2 ateliers de 30 personnes 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, PTF	X	X						
Actualisation des supports de communication	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, Ministère de l'Education, Min Genre PTF	X	X						
Renforcement des capacités des acteurs (enseignants et prestataires des soins) sur la supplémentation en Vitamine A des enfants de 6 à 59 mois	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 3 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 3 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 3 jours	Facilitateurs, prestataires des soins et acteurs communautaires		X	X					
Vulgarisation des supports sur la supplémentation en Vitamine A des enfants de 6 à 59 mois	Financement de : la reprographie de 54000 des supports de communication, dépliants et cartes conseils Transport vers les DPS et ZS	Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires		X	X	X	X	X	X	X
Approvisionnement en vitamine A pour 22,5 millions d'enfants de 6 à 59 mois	Intrants : Vitamine A, Frais de : transport, entreposage Frais de reprographie des dépliants de sensibilisation, des outils de collecte des données	Ministères : MSPHP/PRONANUT, transport, finance, budget, EPST PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT/PNSR, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :	A.3.3.2.1. Promotion de la consommation des aliments riches en vitamine A chez les FEFA et adolescentes										
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)										
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances								
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	
Organisation des sensibilisations de masse sur la consommation des aliments riches en vitamine A chez les FEFA et adolescentes	Recueil des messages et boîtes à images multisectoriels RH : Mères, pères, prestataires des soins et agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Elaboration du manuel sur la promotion de la consommation des aliments riches en vitamine A chez les FEFA et adolescentes	Financement : 2 ateliers de 30 personnes 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNCPS, MINAGRI, MINPECHE et élevage, MINEPST, MINGENRE, PTF	X	X							
Elaboration des supports de communication sur la promotion de la consommation des aliments riches en vitamine A chez les FEFA et adolescentes	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNCPS, MINAGRI, MINPECHE et élevage, MINEPST, MINGENRE, PTF	X	X							
Renforcement des capacités des acteurs (enseignants, prestataires des soins et agents communautaires) sur la promotion de la consommation des aliments riches en vitamine A chez les FEFA et adolescentes	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 3 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 3 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 3 jours	Facilitateurs, prestataires des soins et acteurs communautaires		X	X						
Vulgarisation du manuel et des supports de communication sur la promotion de la consommation des aliments riches en vitamine A chez les FEFA et adolescentes	Financement de : la reprographie de 54000 des supports de communication, dépliants et cartes conseils Transport vers les DPS et ZS	PRONANUT, PNCPS, MINAGRI, MINPECHE et élevage, MINEPST, MINGENRE, PTF Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires		X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, PNSR DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :	A.3.4.1.1. Iodation du sel									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention (PRONANUT)									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Organisation des sensibilisations de 23184000 ménages sur la consommation du sel iodé	Recueil des messages et boîtes à images multisectoriels RH : mères, pères, prestataires des soins et agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X
Contrôle aux frontières	Financement : kit de test rapide de sel iodé, kit laboratoire, les outils de gestion des données ;	PRONANUT, PTF Ministères : commerce extérieur, budget, finances, agriculture, pêche et élevage, énergie, économie, justice	X	X	X	X	X	X	X	X
Iodation du sel gemme	Financement : équipement d'iodation, les iodates de potassium, emballage, entreposage Transport de la production vers les sites de vente	PRONANUT, PTF Ministères : commerce extérieur, budget, finances, agriculture, pêche et élevage, énergie, économie, justice, Mines, industrie	X	X	X	X	X	X	X	X
Surveillance de la consommation du sel iodé	Financement : kit de test rapide de sel iodé, les outils de gestion des données ;	MSPHP/PRONANUT Min économie	X	X	X	X	X	X	X	X
Enquête de TDCI	Financement : enquête de prévalence de TDCI, recrutement du consultant, équipement et réactifs en soutien à l'enquête	MSPHP/PRONANUT			X			X		
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DPS/Coordination PRONANUT/PNSR, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.3.5.1.1. Renforcement des capacités des structures de contrôle								
Entité(s) responsable(s) :		Ministère du commerce								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Etat des lieux des besoins et élaboration du plan de renforcement des capacités des structures de contrôle	TDR, Consultant (40 jours hommes), 2 ateliers (15 personnes sur 2 jours)	Ministère du commerce, Comité national multisectoriel de nutrition, autres ministères sensibles, PTF, consultant		X						
Mise en œuvre du plan de renforcement des capacités des structures de contrôle	3 ateliers de renforcement des capacités Acquisition de matériels et outillages de contrôles Consultants pour la revue/mise à jour des procédures et textes de contrôle	Ministère du commerce, Comité national multisectoriel de nutrition, autres ministères sensibles, PTF, consultant			X	X	X			
Suivi évaluation	1 mission de supervision par an	Ministère du commerce, Comité national multisectoriel de nutrition, PTF		X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.3.5.1.2. Appui à la promotion de l'utilisation des aliments biofortifiés en zinc								
Entité(s) responsable(s) :		Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration des supports de communication	Recueil des messages et boites à images multisectorielles RH : Mères, pères, prestataires des soins et agents communautaires	Ministère de la Santé, PTF Professionnels de media	X	X						
Organisation des campagnes de sensibilisation	Financement des diffusions médias (6 mois par an sur la période 2024 - 2030, déploiement des agents sensibilisateurs pour couvrir tous les territoires, pour 7 jours hommes/an)	Ministère de la Santé, PTF Professionnels de media		X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions, 1 fois par an par province et par territoire	Ministère de la Santé, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.3.5.1.3. Appui à la promotion de la production des aliments bio fortifiés en zinc								
Entité(s) responsable(s) :		Ministère de l'agriculture								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Elaboration des supports de communication	Recueil des messages et boites à images multisectorielles RH : Mères, pères, prestataires des soins et agents communautaires	Ministère de l'agriculture, Ministère de la santé, PTF Professionnels de media	X	X						
Organisation des campagnes de sensibilisation	Financement des diffusions médias (6 mois par an sur la période 2024 - 2030, déploiement des agents sensibilisateurs pour couvrir tous les territoires, pour 7 jours hommes/an)	Ministère de l'agriculture, Ministère de la santé, PTF Professionnels de media		X	X	X	X	X	X	X
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	Ministère de l'agriculture, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.3.5.1.4. Création d'un environnement favorable à l'importation et à la commercialisation des aliments enrichis en zinc à travers un plaidoyer auprès des décideurs								
Entité(s) responsable(s) :		Ministère du commerce								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Etat des lieux sur les contraintes à l'importation et à la commercialisation des aliments riches en zinc et formulation des recommandations	TDR, consultants (20 jours hommes), 2 ateliers de 2 jours (20 personnes) au plan national	Ministère du commerce, Comité national multisectoriel de nutrition, autres ministères sensibles, PTF, consultant		X						
Plaidoyer auprès des autorités et des PTF pour la mise en œuvre des recommandations	3 rencontres de plaidoyer en 2024 2 rencontres par an sur 2025-2030	Ministère du commerce, Comité national multisectoriel de nutrition		X	X	X	X	X	X	X
Suivi évaluation	1 mission de supervision par an	Ministère du commerce, Comité national multisectoriel de nutrition		X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.3.5.1.5. Renforcement des capacités des unités de productions d'aliments fortifiés en zinc								
Entité(s) responsable(s) :		Ministère des Petites et Moyennes Entreprises								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Etat des lieux des besoins et élaboration du plan de renforcement des unités de production	TDR, Consultant (40 jours hommes), 2 ateliers (15 personnes sur 2 jours)	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, Ministère de la santé, Comité national multisectoriel de nutrition, PTF		x						
Mise en œuvre du plan de renforcement des unités de production	3 ateliers de renforcement des capacités Acquisition de matériels et outillages de contrôles	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, Ministère de la santé, Comité national multisectoriel de nutrition, PTF			x	x	x	x	x	x
Suivi évaluation	1 mission de supervision par an	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, Comité national multisectoriel de nutrition, PTF		x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.3.5.1.6. Appui au respect des normes en matière de production y compris les unités de production de farines infantiles enrichies en zinc								
Entité(s) responsable(s) :		Ministère de l'industrie								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Etat des lieux des normes de productions et standards en vigueur et élaboration du plan de renforcement des capacités des acteurs	TDR, Consultant (40 jours hommes), 2 ateliers (15 personnes sur 2 jours)	Ministère de l'industrie, Comité national multisectoriel de nutrition, autres ministères sensibles, PTF,		x						

Mise en œuvre du plan de renforcement des capacités pour le respect des normes de production des aliments enrichis en zinc	3 ateliers de renforcement des capacités et sensibilisation sur les normes de production Acquisition de matériels et outillages de contrôles Consultants pour la revue/mise à jour des procédures et textes de contrôle	consultant Ministère de l'industrie, Comité national multisectoriel de nutrition, autres ministères sensibles, PTF, consultant			x	x	x			
Suivi évaluation	1 mission de supervision par an	Ministère de l'industrie, Comité national multisectoriel de nutrition, PTF		x	x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	<b>A.3.5.2.1. Promotion du traitement la diarrhée à l'aide de SRO/Zinc dans les établissements des soins de santé</b>									
<b>Entité(s) responsable(s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration des supports de promotion	Recueil des messages et boites à images multisectorielles RH : Mères, pères, prestataires des soins et agents communautaires	Ministère de la santé, PTF, Professionnels de media	X	X						
Organisation des campagnes de communication	Financement des diffusions médias (6 mois par an sur la période 2024 - 2030, déploiement des agents sensibilisateurs pour couvrir toutes les zones de santé, pour 7 jours hommes/an), formation des prestataires de santé dans toutes les zones	Ministère de la santé, PTF, Professionnels de media		X	X	X	X	X	X	X
Suivi évaluation	1 mission de supervision par an	Ministère de la santé, PTF		x	x	x	x	x	x	x



10.4. Pour l'OS 4 - Réduire de 1/3 la prévalence des maladies non transmissibles liées à la Nutrition d'ici 2030

➤ **Cadre Commun de résultat relatif à l'OS 4 - Réduire de 1/3 la prévalence des maladies non transmissibles liées à la Nutrition d'ici 2030**

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
OS.4. Réduire de 1/3 la prévalence des maladies non transmissibles liées à la Nutrition d'ici 2030			Taux de réduction de la prévalence des maladies non transmissibles liées à la nutrition		15,0%	25,0%	33,0%	Rapports d'études/enquêtes, rapports d'activités, statistiques	Financement et implication de la communauté
	R.4.1. Réduire à 11% au plus le taux de prévalence du surpoids/obésité au sein de la population globale en RDC d'ici 2030 (valeur de référence : 33%)		Taux de prévalence du surpoids/obésité au sein de la population de la RDC	33%	25,0%	15,0%	11,0%	Rapports d'études/enquêtes, rapports d'activités, statistiques	Financement et implication de la communauté
			Taux de prévalence du surpoids/obésité chez les enfants de moins de 5 ans	4,40%	4,0%	3,5%	3,1%		
			Taux de prévalence du surpoids/obésité chez les adolescentes au plan national	13%	11,0%	9,0%	8,5%		
			Taux de prévalence du surpoids/obésité chez les femmes adultes	33%	25,0%	15,0%	11,0%		
			Taux de prévalence de l'hypertension artérielle dans la population de la RDC	28%	25,0%	15,0%	18,0%		
			Taux de prévalence du diabète dans la population de la RDC	6%	5,5%	5,0%	4,0%		
		P.4.1.1. Les populations en RDC ne sont plus exposées ou affectées par l'obésité, notamment pour : - au moins 1 million d'enfants de moins de 5 ans dans les provinces de Lomami, Sankuru, H-Uélé, S-Kivu et N-Kivu - au moins 5 millions d'enfants de moins de 5 ans dans les autres provinces - au moins 60% des adolescents qui sont conseillés et/ou pris en charge sur l'obésité en RDC - 900 000 femmes en âge de reproduction qui sont conseillées sur les bonnes pratiques d'alimentation et d'hygiène pour prévenir l'obésité	Nombre des parents/gardiens d'au 1 million d'enfants de moins 5 ans exposés à l'obésité sont conseillés en RDC		300 000	600 000	1 000 000	DHIS 2	Financement et implication de la communauté
			Nombre d'enfants de moins 5 ans souffrant de l'obésité sont pris en charge en RDC		300 000	600 000	1 000 000	DHIS 2	Financement et implication de la communauté
			Nombre des parents/gardiens d'enfants de moins 5 ans exposés à l'obésité sont conseillés dans les autres provinces		1 500 000	3 000 000	5 000 000	DHIS 2	Financement et implication de la communauté
			Nombre d'enfants de moins 5 ans souffrant de l'obésité sont pris en charge dans les autres provinces		1 500 000	3 000 000	5 000 000	DHIS 2	Financement et implication de la communauté
			Nombre d'adolescents conseillés sur l'obésité en RDC		2 203 200	3 855 600	5 508 000	DHIS 2	Financement et implication de la communauté
			Nombre d'adolescents souffrant de l'obésité sont pris en charge en RDC		477 360	716 040	954 720	DHIS 2	Financement et implication de la communauté
			Nombre des femmes en âge de reproduction sont conseillées sur les bonnes pratiques d'alimentation et d'hygiène pour prévenir l'obésité		200 000	300 000	900 000	DHIS 2	Financement et implication de la communauté
		A.4.1.1.1. Prévention des maladies non transmissibles (Diabète, HTA, Maladies cardiovasculaires, Cancer...) - (Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention - PRONANUT)							
		A.4.1.1.2. Prise en charge des maladies non transmissibles (Diabète, HTA, Maladies cardiovasculaires, Cancer...) - (Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention - PRONANUT)							
		A.4.1.1.3. Prévention du surpoids et de l'obésité (Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention - PRONANUT)							

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
		A.4.1.1.4. Contrôle du marketing des produits à teneur élevée en matières grasses, sucre, sel pour les enfants (Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention - PRONANUT)							
		A.4.1.1.5. Promotion des activités sportives (Ministère des Sports et Loisirs)							
	<b>R.4.2. Maintenir à moins de 1% la prévalence de la maladie de Konzo d'ici 2030</b>		<b>Taux de prévalence de la maladie de Konzo au plan national</b>		< 1%	< 1%	< 1%	<b>Rapports d'études/enquêtes, rapports d'activités, statistiques</b>	<b>Financement et implication de la communauté</b>
		P.4.2.1. Au moins 28000 ménages des provinces exposées au Konzo sont conseillés sur la prévention de la maladie de Konzo	Nombre des ménages des provinces exposées au Konzo sont conseillés sur la prévention de la maladie de Konzo		15 000,00	22 000,00	28 000,00	DHIS 2	Financement et implication de la communauté
		A.4.2.1.1. Sensibilisation des populations sur la Détoxification de manioc (rouissage, humidification de la farine avant la préparation) - (Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention)							
		P.4.2.2. Au moins 2 500 bacs de rouissage sont aménagés et/construits pour la détoxification de manioc par territoire	Nombre de bacs de rouissage aménagés ou construits par territoire		1560 Bacs / territoire	2030 Bacs / territoire	2500 Bacs / territoire	Rapport	Manque de financement ; Défaits de fabrication, Insécurité et instabilité politique
		A.4.2.2.1. Aménagement des bacs de Détoxification du manioc (rouissage, humidification de la farine avant la préparation) - (Ministère de l'Agriculture)							
	<b>R.4.3. Assurer d'ici 2030 qu'au moins 75% des ménages ont une alimentation nutritive et diversifiée (valeur de référence : 48%)</b>		<b>Pourcentage des ménages ayant une alimentation nutritive et diversifiée</b>	<b>48%</b>	<b>60,0%</b>	<b>70,0%</b>	<b>75,0%</b>	<b>Rapports d'activités annuels des ministères</b>	<b>Manque de financement ; unités non adaptées dans la zone, manque de source d'énergie</b>
		P.4.3.1. Au moins 50 unités artisanales locales par territoire sont renforcées	Nombre total d'unités artisanales locales renforcées		5800	6815	7250	Rapport	Manque de financement ; unités non adaptées dans la zone, manque de source d'énergie
		A.4.3.1.1. Renforcement des capacités des unités artisanales locales à produire des aliments enrichis et des aliments de complément (Ministères de l'Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises/Industrie)							

➤ **Plans d’actions relatifs à l’OS 4 - Réduire de 1/3 la prévalence des maladies non transmissibles liées à la Nutrition d’ici 2030**

Intervention :	A.4.1.1.1 Prévention des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention (PRONANUT)									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Elaboration du protocole national de prévention des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)	Financement : état des lieux sur les maladies non transmissibles, recrutement du consultant, 2 ateliers de 30 personnes 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, PTF DGLM	X	X	X					
Elaboration des modules de formation et autres supports pédagogiques, supports de communication, les outils de gestion des données de prévention des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, PTF DGLM	X	X	X					
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et communautaires) sur la prévention des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Facilitateurs, Prestataires des soins Agents communautaires			X	X				
Diffusion des supports de communication sur prévention des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...) dans les ZS	Financement de : la Reprographie de 54000 modules de conseils prévention des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...), dépliants, cartes conseils Transport vers les DPS et ZS	Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires ; MINICOMMERCE extérieur, Mini justice, Mini économie/FEC	X	X	X					

Organisation des séances de sensibilisations pour renforcer les connaissances des parents/gardiens d'au 1 million d'enfants de moins 5 ans sur la prévention des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)	Recueil des messages et boîtes à images multisectoriels sur la nutrition RH : prestataires des soins et agents communautaires Financement des agents communautaires : Missions des agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X
Supervision, suivi et évaluation	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DGLM DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.4.1.1.2 Prise en charge des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention (PRONANUT)									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration du protocole national de prise en charge ( <b>lutte</b> ) des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)	Financement : état des lieux sur les maladies non transmissibles, recrutement du consultant, 2 ateliers de 30 personnes 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, PTF DGLM	X	X	X					
Elaboration des modules de formation et autres supports pédagogiques, supports de communication, les outils de gestion des données de prise en charge ( <b>lutte</b> )des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, PTF DGLM	X	X	X					
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et communautaires) sur la prise en charge ( <b>lutte</b> )des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650 personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Facilitateurs, Prestataires des soins Agents communautaires			X	X				

Diffusion des supports de communication sur la prise en charge (lutte)des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...) dans les ZS	Financement de : la Reprographie de 54000 modules de conseils prévention des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...), dépliants, cartes conseils Transport vers les DPS et ZS	Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires ; MINICOMMERCE extérieur, Mini justice, Mini économie/FEC	X	X	X					
Organisation des séances de sensibilisations pour renforcer les connaissances des parents/gardiens d'au 1 million d'enfants de moins 5 ans sur la prise en charge (lutte)des maladies non transmissibles (diabète, HTA, Cancer...)	Recueil des messages et boites à images multisectoriels sur la nutrition RH : prestataires des soins et agents communautaires Financement des agents communautaires : Missions des agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X
Supervision, suivi et évaluation	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DGLM DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.4.1.1.3 Prévention du surpoids et de l'obésité</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention (PRONANUT)									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration du manuel de prévention du surpoids et de l'obésité	Financement : état des lieux sur les maladies non transmissibles, recrutement du consultant, 2 ateliers de 30 personnes 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, PTF DGLM,	X	X	X					
Elaboration des modules de formation et autres supports pédagogiques, supports de communication, les outils de gestion des données de prévention du surpoids et de l'obésité	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	PRONANUT, PNSR, PNSA, PNCPS, PTF DGLM	X	X	X					
Renforcement des capacités des acteurs (prestataires des soins et communautaires) sur la	Financement de : 1 atelier du niveau National de 26 personnes pendant 5 jours, 26 ateliers provinciaux de 650	Facilitateurs, Prestataires des soins			X	X				

prévention du surpoids et de l'obésité	personnes pendant 5 jours, 525 ateliers de 52500 personnes dans les zones de santé pendant 5 jours	Agents communautaires								
Diffusion des supports de communication sur la prévention du surpoids et de l'obésité dans les ZS	Financement de : la Reprographie de 54000 modules de conseils prévention du surpoids et de l'obésité, dépliants, cartes conseils Transport vers les DPS et ZS	Professionnels de Médias, Prestataires des soins, agents communautaires ; MINICOMMERCE extérieur, Mini justice, Mini économie/FEC	X	X	X					
Organisation des séances de sensibilisations pour renforcer les connaissances des parents/gardiens d'au 1 million d'enfants de moins 5 ans exposés à l'obésité	Recueil des messages et boites à images multisectoriels sur la nutrition RH : prestataires des soins et agents communautaires Financement des agents communautaires : Missions des agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X
Supervision, suivi et évaluation	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	PRONANUT, DGLM DPS/Coordination PRONANUT, ECZS	X	X	X	X	X	X	X	X

<b>Intervention :</b>	<b>A.4.1.1.4 Contrôle du marketing des produits à teneur élevée en matières grasses, sucre, sel pour les enfants</b>									
<b>Entité (s) responsable (s) :</b>	Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention (PRONANUT)									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Organisation des séances de sensibilisations pour renforcer les connaissances des neuf cent mille femmes en âge de reproduction sur les bonnes pratiques d'alimentation et d'hygiène	Recueil des messages et boites à images multisectoriels sur la nutrition RH : prestataires des soins et agents communautaires Financement des agents communautaires : Missions des agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education, commerce extérieur, industrie/FEC. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X

Développement des réglementations en matière des produits à teneur élevée en matières grasse, sucre, sel pour les enfants	Financement : 2 ateliers de 30 personnes d'actualisation des supports pendant 12 jours et 3 ateliers de validation de 45 personnes pendant 3 jours	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education, commerce extérieur, industrie/FEC. PTF Professionnels de media		X	X					
Diffusion des réglementations en matière des produits à teneur élevée en matières grasse, sucre, sel pour les enfants	Financement de : la Reprographie de dépliants, cartes conseils, des médias Transport vers les DPS et ZS	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education, commerce extérieur, industrie/FEC, agriculture, pêche et élevage. PTF Professionnels de media	X	X	X					
Surveillance du marché	Financement de : enquêtes du marché	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education, commerce extérieur, industrie/FEC, agriculture, pêche et élevage. PTF Professionnels de media			x				x	
suivi et évaluation	Financement de missions : 364 du niveau national, 14700 du niveau provincial, 44100 du niveau périphérique (ECZS)	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education, commerce extérieur, industrie/FEC, agriculture, pêche et élevage. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.4.1.1.5 Promotion des activités sportives								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère des Sports et Loisirs								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Organisation des séances de sensibilisations pour renforcer les connaissances des parents/gardiens d'au 1 million d'enfants de moins 5 ans exposés à l'obésité sur les activités sportives	Recueil des messages et boites à images multisectoriels sur la prévention de l'obésité. RH : prestataires des soins et agents communautaires Financement des agents communautaires : Missions des agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS) Genre, Education. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X
Organisation des visites à domicile pour accompagner les parents/gardiens d'au 1 million d'enfants de moins 5 ans exposés à l'obésité à développer les activités sportives	Recueil des messages et boites à images multisectoriels sur la nutrition RH : prestataires des soins et agents communautaires Financement des agents communautaires : Missions des agents communautaires	Ministères de : Santé (PNSR, PRONANUT, PNSA, PNCPS, PNSM) Genre, Education. PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.4.2.1.1 Sensibilisation des populations sur la Détoxification de manioc (rouissage, humidification de la farine avant la préparation)								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Santé Publique, de l'Hygiène et de la Prévention								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Organisation des séances sensibilisations d'au moins 28 000 ménages des provinces exposées au Konzo sur détoxification de manioc (rouissage, humidification de la farine avant la préparation)	Recueil des messages et boites à images de maladie de KONZO RH : prestataires des soins et agents communautaires	Ministères de : Santé (PRONANUT, PNSA PNCPS), Genre, Education, agriculture, pêche et élevage PTF Professionnels de media	X	X	X	X	X	X	X	X
Surveillance de la maladie	Financement : site de notification des cas, les outils de collecte des données	MSPHP/PRONANUT et MINAGRI	X	X	X	X	X	X	X	X
Enquête de la maladie	Financement : enquête de la maladie de Konzo, recrutement du consultant, équipement	MSPHP/PRONANUT et MINAGRI, Min recherche			X			X		
Suivi et évaluation des activités	Financement de missions : 56 du niveau national, 112 du niveau provincial, 336 du niveau périphérique (ECZS)	MSPHP/PRONANUT et MINAGRI	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention		A.4.2.2.1 Aménagement des bacs de Détoxification du manioc (rouissage, humidification de la farine avant la préparation)								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de l'Agriculture								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Acquisition et/ou Construction des bacs de rouissage	Financement de fabrication des 362500 Bacs en fonction de 2500bacs par territoire	Agriculture, Développement rural, Secteur privé	X	X	X	X	X	X	X	X
Capacitation sur les techniques de rouissage	Financement de 21 ateliers de formation de 30 personnes pendant 7 jours par territoire en raison de 7 formations filières 3 fois sur la période du projet. Financement de 6 ateliers d'échange d'expériences pour 50 unités bénéficiaires pendant 5 jours par an/6 fois sur la période)	Agriculture, Pêche et élevage, Industrie et PME	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision (2 personnes durée 7 jours) en raison 3 missions par an et par province, pendant 6 ans, Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x
				x			x			x

Intervention		A.4.3.1.1 Renforcement des capacités des unités artisanales locales à produire des aliments enrichis et des aliments de complément								
Entité (s) responsable (s) :		Ministères de l'Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises/Industries								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Organisation de séances de capacitation des unités artisanales locales	Financement de 21 ateliers de mise à niveau en raison de 50 personnes par atelier pendant 6 jours Financement de 42 ateliers de formation en raison 50 personnes par atelier pendant 6 jours ; Financement de 14 missions d'échanges d'expériences en raison de 25	Ministère du genre, Affaire sociale, ministère de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X

	personnes par atelier et pendant 10 jours)										
Acquisition en matériels et en équipements	Financement pour l'achat des kits suivants : d'Intrants : 362500 Kit matériel : 362500 Équipement 362500	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Octroi des crédits	Ligne des crédits : 7250000USD (1000USD par Unité artisanale)	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Financement de 18 missions de suivi et supervision en raison des 3 missions de 2 personnes durant 7jours par an, pendant 6 ans. Financement de 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x	x
				x			x			x	



10.5. Pour l'OS 5 - Réduire à 15% le taux d'insécurité alimentaire des ménages en RDC d'ici 2030

➤ **Cadre Commun de résultat relatif à l'OS 5 - Réduire à 15% le taux d'insécurité alimentaire des ménages en RDC d'ici 2030**

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Val. Réf.	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats
					2026	2028	2030		
OS.5. Doubler l'accès des populations à une alimentation nutritive, diversifiée et de qualité			Taux d'augmentation de l'accès des populations à une alimentation nutritive, diversifiée et de qualité		40,0%	70,0%	100,0%	Rapports d'activités annuels des ministères	Manque de financement, Insécurité et instabilité politique
	R.5.1. Augmenter à 80% au moins la proportion des ménages ayant accès à une alimentation saine, nutritive et diversifiée (valeur de référence : 48%)		Pourcentage des ménages ayant une alimentation nutritive et diversifiée	48%	60,0%	70,0%	80,0%	Rapports d'activités annuels des ministères	Manque de financement, Insécurité et instabilité politique
			Taux de couverture des besoins alimentaires des groupes cibles		50,0%	65,0%	80,0%		
		P.5.1.1. Au moins 20 filières de production alimentaire porteuses sont identifiées et renforcées par territoire	Nombre de filières porteuses identifiées Nombre de sites aménageables identifiés Nombre d'acteurs identifiés		13 Filières 31 Sites 1560 acteurs	16 Filières 41 Sites 2030 acteurs	20 Filières 50 Sites 2500 acteurs	Rapports	Manque de financement
		A.5.1.1.1 Identification et renforcement des filières de production alimentaire porteuses (Ministères de l'Agriculture/Pêche et Elevage)							
		P.5.1.2. Au moins 2500 Acteurs des différents maillons des filières porteuses sont renforcés par territoire	Nombre d'acteurs par filière renforcés		1560 acteurs	2030 acteurs	2500 acteurs	Rapport	Manque de financement, Insécurité et instabilité politique
		A.5.1.2.1 Renforcement des capacités des acteurs de différents maillons des filières porteuses (Ministères d'Agriculture, de la pêche et élevage et Développement rural)							
		P.5.1.3. Au moins 87000 Km des routes de dessertes agricoles par territoires sont réhabilités	Nombre de Km des routes réhabilitées  Nombre des marchés construits		54375 Km 3086 Km 4 Marchés	70688 Km 4012 Km 6 Marchés	87000 Km 4938 Km 7 Marchés	Rapport	Manque de financement, Insécurité et instabilité politique
		A.5.1.3.1 Réhabilitation des voies de dessertes agricoles (Ministère du Développement rural)							
		P.5.1.4. Au moins 7 marchés ruraux par territoire sont réhabilités, aménagés et/ou construits	Nombre des marchés ruraux construits, réhabilités et aménagés		4 Marchés	6 Marchés	7 Marchés	Rapport	Manque de financement, Insécurité et instabilité politique
		A.5.1.4.1 Réhabilitation/construction et entretien des marchés ruraux (Ministère du Développement rural)							
		P.5.1.5. Au moins 4 938 Km des voies navigables de dessertes agricoles par territoire sont entretenus	Nombre de Km des voies navigables aménagées		3086 Km	4012 Km	938 Km	Rapport	Manque de financement, Insécurité et instabilité politique
		A.5.1.5.1 Entretien des voies navigables de dessertes agricoles (Ministère du Développement rural)							

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Val. Réf.	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats
					2026	2028	2030		
		P.5.1.6 Au moins 50 unités de transformation, 50 unités de conservation, 50 unités de conditionnement/ emballage et 100 entrepôts de stockage des produits agro-alimentaires sont développées par territoire	Nombre d'unités de transformation développées Nombre d'unités de conservation développées Nombre d'unités de conditionnement développées Nombre des entrepôts construits		31 unités de transformation / terr. 31 unités de conservation / terr. 31 unités de conditionnement / terr. 62 entrepôts / terr.	41 unités de transformation / terr. 41 unités de conservation / terr. 41 unités de conditionnement / terr. 81 entrepôts / terr.	50 unités de transformation / terr. 50 unités de conservation / terr. 50 unités de conditionnement / terr. 100 entrepôts / terr.	Rapport	Manque de financement ; conflits d'intérêts, Insécurité et instabilité politique
		A.5.1.6.1 Promotion des unités de transformation, conservation, conditionnement/ emballage et stockage des produits agro-alimentaires (Ministères de l'Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises/Industries)							
		P.5.1.7 Au moins 2500 Femmes ont accès aux crédits, aux moyens de subsistance et développement des AGR par territoire	Nombre de femmes ayant accès aux crédits Nombre de femmes ayant développé les AGR		1560 femmes / territoire	2030 femmes / territoire	2500 femmes / territoire	Rapport	Manque de financement ; mégestion, insécurité et instabilité politique
		A.5.1.7.1 Accès des femmes aux crédits, aux AGR et aux moyens de subsistance (Ministère du Genre, Famille et Enfant)							
	R.5.2. Augmenter d'ici 2030 de 50% la production d'aliments riches en protéines y compris les protéines alternatives		Taux d'augmentation de la production d'aliments riches en protéines		30,0%	40,0%	50,0%		
		P.5.2.1. Au moins 14 314 362 tonnes d'aliments riches en protéines (y compris les protéines alternatives) sont produites	Quantités d'aliments riches en protéines produites		85 888 617 tonnes	11 451 490 tonnes	14 314 362 tonnes	Rapport	Manque de financement, insécurité et instabilité politique
		A.5.2.1.1. Production des aliments riches en protéines y compris les protéines alternatives (Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage)							
		P.5.2.2. Au moins 20 projets de pisciculture et 20 projets d'agriculture familiale ; 20 projets d'aquaculture et 20 projets de pêche artisanale sont appuyés et développés par territoire	Nombre de projets en élevages appuyé Nombre de projets en pisciculture appuyé Nombre de projets en agriculture familiale appuyé Nombre de projets en aquaculture appuyé Nombre de projets en pêche artisanale appuyé		12 projets en élevages / terr. 12 projets en pisciculture / terr. 12 projets en agriculture familiale / terr. 12 projets en aquaculture / terr. 12 projets en pêche artisanale / terr.	16 projets en élevages / terr. 16 projets en pisciculture / terr. 16 projets en agriculture familiale / terr. 16 projets en aquaculture / terr. 16 projets en pêche artisanale / terr.	20 projets en élevages / terr. 20 projets en pisciculture / terr. 20 projets en agriculture familiale / terr. 20 projets en aquaculture / terr. 20 projets en pêche artisanale / terr.	Rapport	Manque de financement ; mégestion ; Insécurité et instabilité politique
		A.5.2.2.1. Développement de l'aquaculture (Ministère de la Pêche et de l'Élevage)							
		A.5.2.2.2. Appui à la pêche artisanale (Ministère de la Pêche et de l'Élevage)							
		A.5.2.2.3. Développement de la transformation artisanale des produits halieutiques (Ministère de la Pêche et de l'Élevage)							
		A.5.2.2.4. Promotion de l'élevage, pisciculture et agriculture familiaux							

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Val. Réf.	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats
					2026	2028	2030		
		<b>R.5.3. Accroître d'ici 2030 à 50% la production des aliments de complément qui répondent aux normes de qualité</b>	<b>Taux d'augmentation de la production d'aliments de compléments conformes aux normes qualité</b>		30,0%	40,0%	50,0%		
		<b>P.5.3.1. Au moins 20 projets de l'horticulture urbaine et périurbaine sont promus par entité</b>	<b>Nombre de projets promus par entité</b>		12	16	20	Rapport	Manque de financement ; conflits d'intérêts, insécurité et instabilité
		<i>A.5.3.1.1. Promotion de l'horticulture urbaine et périurbaines (Ministère de l'Agriculture)</i>							
		<b>P.5.3.2. Au moins 940 343 tonnes des œufs sont produites</b>	<b>Quantité (en tonnes) d'œufs produite</b>		564 206 tonnes	752 274 tonnes	940 343 tonnes	Rapport	Manque de financement, Insécurité et instabilité
		<i>A.5.3.2.1. Promotion de l'aviculture (production des œufs) - (Ministère de la Pêche et de l'Élevage)</i>							
		<b>P.5.3.3. Au moins 200000 litres de miel sont produits par territoire</b>	<b>Litre de miel produit par territoire</b>		120000 Litres	160000 Litres	200000 litres	Rapport	Manque de financement ; mégestion, insécurité et instabilité
		<i>A.5.3.3.1. Promotion de l'apiculture (Ministère de la Pêche et de l'Élevage)</i>							
		<b>R.5.4. Accroître à au moins 60% l'accès des populations vulnérables à une alimentation adéquate (en qualité et en quantité) d'ici 2030</b>	<b>Taux d'accès des populations vulnérables à une alimentation adéquate (en qualité et en quantité)</b>		40,0%	50,0%	60,0%		
		<b>P.5.4.1. Les prix d'au moins 20 denrées alimentaires de première nécessité sont abordables</b>	<b>Nombre de denrées de première nécessité dont le prix est abordable</b>		13 denrées	17 denrées	20 denrées	Rapport	Manque de financement, Insécurité et instabilité
		<i>A.5.4.1.1. Régulation des prix pour une accessibilité aux denrées de première nécessité (Ministère de l'Economie)</i>							
		<b>P.5.4.2. Au moins 20 Cultures améliorées sont promues et développées</b>	<b>Nombre de cultures améliorée promus et développées</b>		13 cultures	17 cultures	20 cultures	Rapport	Manque de financement ; Perturbation climatique, Insécurité et instabilité
		<i>A.5.4.2.1. Promotion des cultures alimentaires locales améliorées (Ministère de l'Agriculture)</i>							
		<b>P.5.4.3. Au moins 2 Campagnes de sensibilisation et de vulgarisation des normes alimentaires sont organisées chaque année</b>	<b>Nombre de campagne organisée chaque année</b>		6	10	14	Rapport	Manque de financement, Insécurité et instabilité politique
		<i>A.5.4.3.1. Promotion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage)</i>							

➤ **Plans d’actions relatifs à l’OS 5 - Réduire à 15% le taux d’insécurité alimentaire des ménages en RDC d’ici 2030**

Intervention	A.5.1.1.1 Identification et renforcement des filières de production alimentaire porteuses									
Entité (s) responsable (s) :	Ministères de l’Agriculture/Pêche et Elevage									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Cartographie des sites à aménager,	Financement de 145 Enquêtes (1 enquête par territoire)	Ministères de l’Agriculture et pêche et Elevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, EPST, formation professionnelle	X	X	X	X	X	X	X	X
Répertorier les filières porteuses	Financement de 145 enquêtes en raison d’une enquête par territoire.	Ministères de l’Agriculture et pêche et Elevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF,	X	X	X	X	X	X	X	X
Recensement des acteurs	Financement de 145 enquêtes en raison d’une enquête par territoire.	Ministères de l’Agriculture et pêche et Elevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF,	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Evaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an, par province, pendant 6 ans, Financement des 3 missions d’évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l’Agriculture et pêche et Elevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		X			X			X
				X	X	X	X	X	X	

Intervention		A.5.1.2.1 Renforcement des capacités des acteurs de différents maillons des filières porteuses								
Entité(s) responsable(s) :		Ministères d'Agriculture, de la pêche et élevage et Développement rural								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Organisation de séances de capacitation des acteurs	Financement des 21 ateliers de mise à niveau de 50 personnes pour 7 jours Financement de 42 ateliers de formation de 50 personnes pour 7 jours Echanges d'expériences : 14 visites d'échanges de 25 personnes pour 10 jours	Ministère du genre, Affaire sociale, ministère de l'Agriculture et pêche et Elevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Acquisition en matériels et en équipements	Financement des kits ci-dessous : Kit d'intrants : 362500 Kit matériel : 362500 Equipement 362500 cf. Intervention A.7.1.1.2 - Action 4	Ministères de l'Agriculture et pêche et Elevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF								
Octroi des crédits	Ligne des crédits : 362500000USD (1000USD par Unité artisanale)	Ministères de l'Agriculture et pêche et Elevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF								
Suivi-Evaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision (2 personnes durée 7 jours) en raison 3 missions par an et par province, pendant 6 ans ; Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Elevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x
				x			x			x

Intervention :		A.5.1.3.1 & A.5.1.4.1. Réhabilitation et entretien des marchés et des voies de dessertes agricoles								
Entité (s) responsable (s) :		Développement rural								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Désenclavement des zones à haute potentialité de production	Financement des 145 études de faisabilité (1 étude par territoire)	Ministères de Développement rural l'Agriculture et pêche et Élevage, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X

Acquisition des matériels et équipements	Financement de l'achat des kits ci-dessous : Kits de réhabilitation : 145 (1 kit par territoire) Kits d'entretien : 145 (1 kit par territoire) Kits d'aménagement : 145 (1 kit par territoire) Entrepôts Agricoles : 870 (6 kits par territoire) NB : forfait	Ministères de Développement rural l'Agriculture et pêche et Élevage, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Renforcement des capacités	Financement des 145 ateliers de mise à niveau de 30 personnes pendant 3 jours en raison d'un 1 atelier par territoire.  Financement de 145 ateliers de formation de 30 personnes pour 7 jours1 atelier par territoire.	Ministères de Développement rural l'Agriculture et pêche et Élevage, Secteur privé, ONG, PTF	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Évaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision (2 personnes durée 7 jours) en raison 3 missions par province, pendant 6 ans,  Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.5.1.5.1 Entretien des voies navigables de dessertes agricoles								
Entité (s) responsable (s) :		Développement rural								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Etat des lieux et identification des voies navigables de desserte agricole à couvrir par les travaux d'entretien	TDR, Consultant, Financement des études d'état des lieux sur l'ensemble des territoires concernés, 3 ateliers au niveau national pour la validation des résultats	Ministères de Développement rural l'Agriculture et pêche et Élevage, Secteur privé, ONG, PTF	X	X						
Réalisation des travaux d'entretiens des voies navigables de desserte agricole identifiées	Financement pour l'achat des matériels, équipements et pour la mobilisation des prestataires requis pour l'entretien des voies navigables	Ministères de Développement rural l'Agriculture et pêche et Élevage, Secteur privé, ONG, PTF, Ministères du Budget et des Finances	X	X	X	X				
Suivi - évaluation	Missions de supervision annuelle dans chacun des territoires concernés	Ministères de Développement rural l'Agriculture et pêche et Élevage, Secteur privé, ONG, PTF, Ministères du Budget et des Finances	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention		A.5.1.6.1 Promotion des unités de transformation, conservation, conditionnement/ emballage et stockage des produits agro-alimentaires								
Entité (s) responsable (s) :		Ministères de l'Entrepreneuriat, Petites et Moyennes Entreprises/Industries								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Capacitation des promoteurs des unités de transformation	Financement de 21 ateliers de formation de 30 personnes pendant 7 jours par territoire en raison de 7 formations filières 3 fois sur la période du projet.  Financement de 6 ateliers d'échange d'expériences pour 50 unités bénéficiaires pendant 5 jours par an/6 fois sur la période)	Agriculture, Pêche et élevage, Industrie et PME		X	x	X	x	X	x	x
Octroi des crédits et des subventions	Ligne crédits : 250000 (1000 USD par unité)	Agriculture, Pêche et élevage, Industrie et PME	X	X	X	X	X			

Développement des partenariats public-privé	Financement des 1740 réunions de 30 personnes pour un jour en raison de 2 réunions par territoire par an, 6 fois sur la période.	Agriculture, Pêche et élevage, Développement rural, Industrie et PME		X	X	X	X	X	X	
Suivi-Évaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision (2 personnes durée 7 jours) en raison 3 missions par an, en province pendant 6 ans,	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	x	x	x	x	x	x	x	x

Intervention	A.5.1.7.1 Accès des femmes aux crédits, aux AGR et aux moyens de subsistance									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère du Genre, Famille et Enfant									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Mise en place d'un cadre de concertation entre les associations féminines et les institutions financières	Financement des 290 réunions de 30 personnes pendant 1 jour en raison de 2 réunions par an pour chaque territoire pour la première année.	EPME, Ministère du Genre, Famille et Enfant, Secteur privé		X					X	
Renforcement des capacités	Financement des 145 ateliers de mise à niveau de 30 personnes pendant 3 jours en raison d'un 1 atelier par territoire.  Financement de 145 ateliers de formation de 30 personnes pour 7 jours 1 atelier par territoire.	EPME, Ministère du Genre, Famille et Enfant, Secteur privé	X	X	X	X	X	X	X	X
Octroi des crédits	Ligne des crédits : 188250000 (en fonction de 500USD par personne et 2500 femmes par territoire)	EPME, Ministère du Genre, Famille et Enfant, Secteur privé	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Évaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans ;  Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	X X	X	X X	X X		X	X X	X X

Intervention	A.5.2.1.1. Production des protéines y compris les protéines alternatives									
Entité (s) responsable (s) :	Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Création d'une plateforme des producteurs des protéines alternatives	Financement des 290 réunions de 30 personnes pendant 1 jour en raison de 2 réunions par an pour chaque territoire pour la première année.	Ministères de l'Agriculture, Pêche et Élevage, Recherches Scientifiques,		X						
Renforcement des capacités techniques	Financement des 145 ateliers de mise à niveau de 30 personnes pendant 3 jours en raison d'un 1 atelier par territoire.	Ministères de l'Agriculture, Pêche et Élevage, Recherches Scientifiques,	X	X	X	X	X	X	X	X
	Financement de 145 ateliers de formation de 30 personnes pour 7 jours1 atelier par territoire.									
Octroi des équipements et matériels	Financement des kits ci-dessous : Kit Matériels : 14500	Ministères de l'Agriculture, Pêche et Élevage, Recherches Scientifiques,	X	X	X	X	X	X	X	X
	cf. Intervention A.7.1.1.2 - Action 4									
Octroi des crédits	Ligne des crédits : 7250000 (en fonction de 500USD par personne et 100 producteurs par territoire)	EPME, Ministère du Genre, Famille et Enfant, Secteur privé	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Évaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans,	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		X				X		X
	Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.				X	X		X	X	

Intervention		A.5.2.2.1. Développement de l'aquaculture								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Pêche et de l'Élevage								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Aménagement des sites	Financement des 145 Etudes de faisabilité à raison de 1 étude par territoire.	Pêche et Élevage et Développement rural	x	x	x	x	x	x	x	x
Renforcement des capacités	Financement de 435 ateliers de formation des 30 personnes pour 7 jours en raison des 3 ateliers par territoire.	Pêche et Élevage et Développement rural	x	x	x	x	x	x	x	x
Acquisition des Intrants, équipements et matériels	Financement pour l'achat des kits ci-dessous : Kit Aquacole (Matériels et Équipements) Chaines de froids : 290 (2 chaines de froids par territoire)	Pêche et Élevage, Développement rural et Agriculture	x	x	x	x	x	x	x	x
Suivi-Évaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans,	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x

Intervention		A.5.2.2.2. Appui à la pêche artisanale								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de la Pêche et de l'Élevage								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Aménagement des sites de la pêche	Financement des 26 Etudes de faisabilité en raison d'une étude par Province.	Ministères de la Pêche et Élevage, Développement rural, Plan, la Recherche scientifique, PTF et ONG	x	x	x	x	x	x	x	x
Renforcement des capacités techniques	Financement des 360 ateliers de formation de 50 personnes et pour 7 jours en raison des 3 ateliers par Province par an.	Ministères de la Pêche et Élevage, Développement rural, Plan et la Recherche scientifique, PTF et ONG		x	x	x	x	x	x	x

	Financement des 120 missions d'échange d'expérience de 15 personnes pour 10 jours en raison 1 voyage par province.									
Acquisitions des matériels et engins	Financement d'achat des kits suivants : Kit de Pêche (forfait)	Ministères de la Pêche et Élevage, Développement rural, Plan et la Recherche scientifique, PTF et ONG								
	Kit matériel (forfait)		x	x	x	x	x	x	x	x
	kit engins (forfait)									
	Chaines de froids : 290 (2 chaines de froids par provinces)									
Octroi des crédits	Ligne crédits : 40000000 (2000000 USD par Projet)	Ministères de la Pêche et Élevage, Développement rural, Plan et la Recherche scientifique, PTF et ONG	x	x	x	x	x	x	x	x
Suivi-Évaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans,	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x			x			x
	Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.				x	x		x	x	

<b>Intervention</b>	<b>A.5.2.2.3. Développement de la transformation artisanale des produits halieutiques</b>									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de la Pêche et de l'Élevage									
<b>Actions clés</b>	<b>Intrants</b>	<b>Acteurs</b>	<b>Échéances</b>							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Identification et organisation des porteurs des projets	Financement des 290 réunions de 30 personnes pendant 1 jour en raison de 2 réunions par an pour chaque territoire pour la première année 7 250 unités de transformations des	Ministère de la Pêche et de l'Élevage, Acteurs transformateurs, PTF	x	x	x					

	produits agro-alimentaires (en raison de 50 par territoire)									
Renforcement des capacités techniques	Sessions de formation des responsables de 7 250 unités de transformations des produits agro-alimentaires (en raison de 50 par territoire)	Consultants, Ministère de la Pêche et de l'Élevage, Acteurs transformateurs, PTF		x	x	x				
Acquisition des intrants et matériels, octroi des crédits pour les fonds de roulement	Ligne crédits pour 7 250 unités de transformation (20 000 USD par unité, soit 145 millions USD)	Ministère de la Pêche et de l'Élevage, PTF		x	x	x				
Suivi-Évaluation	Financement de 290 missions de suivi-évaluation par an (en raison de 2 par territoire et par an)	Ministère de la Pêche et de l'Élevage, PTF		x	x	x	x	x	x	x

Intervention	A.5.2.2.4. Promotion de l'élevage, de la pisciculture et de l'agriculture familiaux									
Entité (s) responsable (s)	Ministère de l'Agriculture / Pêche et de l'Élevage									
Actions clés	Intrants	Acteurs								
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Introduction des géniteurs, alevins et variétés de cultures améliorées 50908	Bovins:1397000(127000 éleveurs avec 11 géniteurs chacun) Caprins: 1397000 (127000 éleveurs avec 11 géniteurs chacun) Porcins:1749000 (159000 éleveurs avec 11 géniteurs chacun) Lapins: 1235000 (95000 éleveurs avec 13 géniteurs chacun) Volailles: 1397000 (127000 éleveurs avec 11 géniteurs chacun) Développement de 2 900 projets d'élevage domestique d'espèces de faune (cailles, pintades sauvages, canards sauvages, etc.), soit 20 projets par territoire Alevins: tilapia et clarias: 35100000 (en raison de 5616 pisciculteurs par territoire recevant 6250 alevins par personne) Manioc: 906480 ha (2266200000 ML de boutures) Mais: 725184 ha (18129600Kg de semences) Riz: 453240 ha	Ministères de l'Agriculture et Pêche et Elevage	X	X	X	X	X	X	X	X

	Arachide: 2543814 ha Soja:181296 ha Niébé: 90648 ha Haricot: 290074 ha Banane plantain:181296 ha Ignose: 181296 ha Patate douce:181296 ha Pomme de terre Développement de 2900 projets de production de lait et de produits laitiers (20 projets par territoire) Programme d'activités arboricoles dans 10 000 000 ménages									
Renforcements des capacités des acteurs à tous les niveaux	Ateliers de mise à niveau : 21 Ateliers de formation : 42 Echanges d'expériences : 14	Ministère de la pêche et Elevage, de l'Agriculture Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF	x	x	x					
Acquisition des intrants, matériels et équipement Agricoles et vétérinaires nécessaires	Kit vétérinaire :14500 Kit avicole :14500 Stocks provende : 58218 tonnes (400 tonnes par territoire soit 4 tonnes par école)	Ministères de l'Agriculture et pêche et Elevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF, EPST, formation professionnelle	X	X	X	X	X	X	X	X

Intervention	A.5.3.1.1 Promotion de l'horticulture urbaine et périurbaine									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de l'Agriculture									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Aménagement des sites	Financement des 26 Étude de faisabilité ;	Agriculture, Développement Rural, PTF, ONG et Prives	X	X	X	X	X	X	X	X
Renforcement des capacités	Financement des 624 ateliers de formation de 50 personnes pour 7 jours à raison de 2 formations par ville par an fois 6.	Agriculture, Développement Rural, PTF, ONG et Prives	X	X	X	X	X	X	X	X
Acquisition des intrants et équipements	Financement d'achat des Kits horticole : 5200 (100 kits par ville) : forfait	Agriculture, Développement Rural, PTF, ONG et Prives	X	X	X	X	X	X	X	X
Octroi des crédits	104000 USD (2000 USD par ville)	Agriculture, Développement Rural, PTF, ONG et Prives	X	X	X	X	X	X	X	X

Suivi-Évaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans,	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		X	X	X	X	X	X	X
------------------	---	---	--	---	---	---	---	---	---	---

**Intervention** A.5.3.2.1. Promotion de l'aviculture (production des œufs)

Entité (s) responsable (s) : Ministère de la Pêche et de l'Élevage

Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Acquisition des géniteurs	Financement d'achat des 499 Coqs améliorateurs : 49 886 géniteurs femelles :  (Une bande de 1100 noyaux)	Ministères de la Pêche et élevage, Agriculture, Plan, PTF, Secteur Privé et ONG	X	X	X	X	X	X	X	X
Renforcement des capacités	Financement des 1740 ateliers de formation de 50 personnes pendant 7 jours en raison des 2 formations par an et par territoire pendant 6 ans  Financement des 18 missions d'échanges d'expériences en interne (bloc est, bloc Sud, bloc centre, bloc nord et bloc ouest)  Pour 15 personnes pendant 15 jours et cela 3 fois durant toute la période d'exécution du plan d'action.	Ministères de la Pêche et élevage, Agriculture, Plan, PTF, Secteur Privé et ONG	X	X	X	X	X	X	X	X
Acquisition des intrants et équipements	Financement pour l'achat des kits suivants : Kit vétérinaire : 49886 (Une bande de 1100 noyaux) Kit avicole : 49886 (Une bande de 1100 noyaux)	Ministères de la Pêche et élevage, Agriculture, Plan, PTF, Secteur Privé et ONG	X	X	X	X	X	X	X	X



	Stocks provende : 10924940 tonnes									
	Chaines de froids : 290 (2 chaines de froids par territoire)									
Octroi des crédits	Ligne de crédit de 24943000 USD (500USD par bande à la première année)	Ministères de la Pêche et élevage, Agriculture, Plan, PTF, Secteur Privé et ONG	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-Évaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans,  Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		X			X			X

Intervention	A.5.3.3.1. Promotion de l'apiculture									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de la Pêche et de l'Élevage									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Aménagement des sites	Financement des 145 études de faisabilité en raison d'une étude par territoire.	Ministères de la Pêche et élevage et développement rural, PTF, ONG et Prives		x		x		x		
Mise en Place d'un programme Apicole au sein du Ministère de la Pêche et Élevage	Financement des 52 réunions de concertation de 30 personnes pendant 1jour à raison des 2 réunions à la première année par province ;  Ateliers de préparation de mise en place du programme de 20 personnes pendant 3 jours et 2 Ateliers au niveau national de 30 personnes pour 7 jours.	Ministères de la Pêche et élevage et développement rural, PTF, ONG et Prives		x		x		x		x

Renforcement des capacités	Financement des 52 ateliers de formations de 50 personnes pendant 7 jours à raison de 2 formations par province.	Ministères de la Pêche et élevage et développement rural, PTF, ONG et Prives	x	x	x	x	x	x	x	x
Acquisition des intrants et équipements	Financement d'achat des Kit Apicole : 145000 kits (1000 par territoire et par an) : forfait	Ministères de la Pêche et élevage et développement rural, PTF, ONG et Prives	x	x	x	x	x	x	x	x
Octroi des crédits	Ligne de crédit de 29000000 USD (200USD par bande à la première année)	Ministères de la Pêche et élevage et développement rural, PTF, ONG et Prives	x	x	x	x	x	x	x	x
Suivi-Évaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans,  Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x			x			x

<b>Intervention</b>	<b>A.5.4.1.1. Régulation des prix pour une accessibilité aux denrées de première nécessité</b>									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de l'Economie									
<b>Actions clés</b>	<b>Intrants</b>	<b>Acteurs</b>	<b>Échéances</b>							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Mise en place d'un cadre de concertation des producteurs et des distributeurs des denrées de première nécessité	Financement des 26 réunions de concertation en raison d'1 réunion par province par an à raison de 50 personnes pour 1 jour	Ministères de l'économie, Agriculture, Pêche et élevage, Développement Rural, Plan, commerce extérieur, Santé, Industrie, PTF, ONG et Secteur privés		x						

<p>Redynamiser la cellule de fixation de la mercuriale de prix des denrées alimentaires en collaboration avec les ministères sectoriels</p>	<p>Financement de 26 ateliers de formation de 25 participants pour 7 jours en raison d'une formation par province ;  Financement des 12 réunions de concertations inter ministérielles d'1 jour pour 25 participants en raison de 2 réunions par an.</p>	<p>Ministères de l'économie, Agriculture, Pêche et élevage, Développement Rural, Plan, commerce extérieur, Santé, Industrie, PTF, ONG et Secteur privés</p>		x	x	x	x	x	x	x
<p>Suivi-Évaluation</p>	<p>Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans,  Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.</p>	<p>Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF</p>		x			x		x	x

Intervention		A.5.4.2.1. Promotion des cultures alimentaires locales améliorées								
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de l'Agriculture								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
<p>Aménagement des sites</p>	<p>Financement des 26 études de faisabilité en raison d'une étude par province.</p>	<p>Ministères Agriculture, Recherches Scientifiques, PTF, ONG, Prives</p>	x	x	x	x	x	x	x	x
<p>Renforcement des capacités</p>	<p>Financement des 78 ateliers de formations de 50 personnes pendant 7 jours à raison de 3 ateliers par province.  Formation des 52 ateliers de 50 personnes pour 7 jours à raison de 2 ateliers par an province</p>	<p>Ministères Agriculture, Recherches Scientifiques, PTF, ONG, Prives</p>	x	x	x	x	x	x	x	x

Acquisition des intrants, matériels et équipements	Financement d'achat des Kit Agricole : 650000 (25000 agriculteurs par province) :	Ministères Agriculture, Recherches Scientifiques, PTF, ONG, Prives	x	x	x	x	x	x	x	x
Octroi des crédits	Linge de crédit 65000000USD (100 USD par Agriculteur)	Ministères Agriculture, Recherches Scientifiques, PTF, ONG, Prives	x	x	x	x	x	x	x	x
Suivi-Évaluation	Financement des 18 missions de suivi et supervision en raison 3 missions (2 personnes durée 7 jours) par an et par province, pendant 6 ans,  Financement des 3 missions d'évaluation en raison des 12 personnes par mission, pendant 15 jours.	Ministères de l'Agriculture et pêche et Élevage, Développement rural, Secteur privé, ONG, PTF		x	0	x	x	x	x	x

Intervention		A.5.4.3.1. Promotion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires								
Entité (s) responsable (s) :		Ministères de l'Agriculture/Pêche et Élevage								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Mise en place d'un cadre de concertation des acteurs clés	Financement des 24 réunions de concertation de 50 personnes par jour (4 réunions par an au niveau national)	Ministères Pêche et élevage et de l'Agriculture		X	x	x	x	x	x	x
Elaboration d'un plan stratégique de la sécurité sanitaire des aliments	Financement des 4 réunions des acteurs clés (1 réunion par trimestre de 20 personnes au niveau national)  Financement de 4 ateliers d'élaboration (Ateliers de 10 jours de 30 personnes au niveau national)	Ministères Pêche et élevage et de l'Agriculture et élevage, Santé, commerce extérieur, plan, secteur privé, ONG et PTF	x	x						
Conception des outils de collecte des données	Financement des 2 ateliers de conception (2 ateliers de 3 jours de 20 personnes au niveau national) Financement d'un atelier de validation (1 atelier d'1 jour au niveau national, 30 personnes)	Industries, Agriculture, Santé, EPME, Commerce, secteur Privé, ONG et PTF		x	x					
Création d'une banque des données	Financement pour le recrutement d'un consultant : 1			x	x					

	Financement pour dotation des matériels informatiques à l'institution responsable : 40 ordinateurs Portables, 40 disque dure, 40 flashes disque et 20 Ordinateurs de bureau	Industries, Agriculture, Santé, EPME, Commerce, secteur Privé, ONG et PTF								
Vulgarisation du Plan stratégique de la sécurité sanitaire des aliments	Financement des 26 ateliers de Vulgarisation (1 par province à raison de 50 personnes pour 7 jours) Financement pour 26 missions de vulgarisation par province 1 mission par province de 2 personnes en moyenne de 7 jours)	Ministères de l'Agriculture, Pêche et élevage, Santé, commerce extérieur, plan, secteur privé, ONG et PTF			x	x	x	x	x	x
Elaboration de module de formation	Modules : 1 Reproduction : 2000 exemplaires Expert : 1	Ministères de la Pêche et élevage et de l'Agriculture		x						



10.6. Pour l'OS 6 - Améliorer le programme de nutrition dans au moins 80% des structures éducatives et renforcer la recherche/innovation en nutrition en RDC d'ici 2030

➤ **Cadre Commun de résultat relatif à l'OS 6 - Améliorer le programme de nutrition dans au moins 80% des structures éducatives et renforcer la recherche/innovation en nutrition en RDC d'ici 2030**

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats
				2026	2028	2030		
OS.6. Améliorer le programme de nutrition dans au moins 80% des structures éducatives et renforcer la recherche/innovation en nutrition en RDC			Pourcentage des structures éducatives ayant renforcé les programmes et la R&D en matière de nutrition	30,0%	50,0%	40,0%	Rapports d'activités des Ministères en charge de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche	Adhésion des acteurs au niveau des structures éducatives, stabilité sociopolitique, Disponibilité à temps des ressources (Gouvernement, PTF)
			Taux de mise en œuvre des interventions de renforcement de la recherche en nutrition	40,0%	70,0%	100,0%	Rapports d'activités	Disponibilité des ressources, stabilité
	R.6.1. Intégrer la formation de base en nutrition dans au moins 80 % des provinces éducationnelles (pour le primaire et le secondaire, y compris l'éducation non formelle) d'ici 2030		Pourcentage des provinces éducationnelles ayant intégré la formation en nutrition	30,0%	50,0%	80,0%	Rapports d'activités des Ministères en charge de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche	Insuffisance de ressources (financières, personnel qualifié, matérielles), catastrophes et épidémies
		P.6.1.1. 100% des établissements scolaires appliquent le curricula scolaire axé sur la nutrition et l'hygiène	Pourcentage des établissements appliquant le curricula axé sur la nutrition et l'hygiène	30%	70%	100%	Modules de formation, Rapports d'activités	Insuffisance de ressources (financières, personnel qualifié, matérielles), catastrophes et épidémies
		A.6.1.1.1 Révision des curricula scolaires axée sur la nutrition et l'hygiène (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique)						
		P.6.1.2. Au moins 50% des établissements de l'Enseignement Supérieur et universitaires ont intégré la nutrition dans leur curricula		30%	40%	50%	Modules de formation, Rapports d'activités	Insuffisance de ressources (financières, personnel qualifié, matérielles), catastrophes et épidémies
		A.6.1.2.1. Appui/Financement (Bourses) de la formation en nutrition aux niveaux des ISTM et Les Ecoles de Santé Publiques offrant un Master en Nutrition (Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire)						
		P.6.1.3. 60% des établissements non formels ont intégré les notions de nutrition dans leurs programmes de 40% des provinces éducationnelles	Pourcentage des établissements non formels ayant intégré les notions de nutrition dans leur programme	25%	50%	60%	Rapport annuel d'activités, rapport de supervision, Revue annuelle de performance	Insuffisance de ressources (financières, personnel qualifié, matérielles), catastrophes et épidémies

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats
				2026	2028	2030		
		A.6.1.3.1 Intégration des notions de nutrition dans les établissements non formels (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique)						
	<b>R.6.2. Renforcer la recherche et l'innovation dans le domaine de la nutrition</b>		<b>Taux d'avancement des actions de renforcement de la recherche et de l'innovation</b>	40,0%	70,0%	100,0%	Rapports d'activités	Disponibilité des ressources, stabilité
		<b>P.6.2.1. Les résultats en matière de recherche et d'innovation dans le domaine de la nutrition sont atteints</b>	<b>Taux d'atteinte des résultats en matière de recherche et innovation en nutrition</b>	40%	70%	100%	Rapports d'activités	Disponibilité des ressources, stabilité
		A.6.2.1.1. Développement d'un plan annuel d'études dans le domaine de la nutrition (Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)						
		A.6.2.2.2. Appui à 500 projets prioritaires de recherche et d'innovation en nutrition et diététique (Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)						
		A.6.2.2.3. Mise en place d'un Centre National de Recherche et Innovation en Nutrition et Diététique (CNRIND) et ses ramifications dans les 25 DPS (Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)						
		A.6.2.2.4. Réhabilitation/construction des 26 laboratoires et des centres de recherche spécialisés en nutrition et diététique dans les 26 provinces de Kinshasa - (Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation)						

➤ **Plans d'actions relatifs à l'OS 6 - Améliorer le programme de nutrition dans au moins 80% des structures éducatives et renforcer la recherche/innovation en nutrition en RDC d'ici 2030**

Intervention	A.6.1.1.1 Révision des curricula scolaires axée sur la nutrition et l'hygiène									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Atelier de révision du curricula	Financement : 3 Ateliers, Fournitures, Equipements, 30 participants	EPST et Partenaires	X							
Vulgarisation du nouveau curricula	Financement, Supports de vulgarisations, formations	EPST et Partenaires	X	X	X					
Intégration de notions de nutrition dans le programme scolaire	Ateliers, Formations	EPST et Partenaires		X	X	X	X	X	X	X
Evaluation de l'intégration de notions de nutrition dans le programme scolaire	Missions d'inspections	Inspection EPST et Partenaires			X	X	X	X	X	X

Intervention	A.6.1.2.1. Appui/Financement (Bourses) de la formation en nutrition aux niveaux des ISTM et Les Ecoles de Santé Publiques offrant un Master en Nutrition									
Entité (s) responsable (s) :	Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Révision du Curricula pour insérer la nutrition dans les classes de recrutement	Financement d'une série de 3 ateliers, Fournitures, 30 participants, 3 équipements	ESPT et PTF	X							
Vulgarisation du nouveau curricula	Supports de Vulgarisation ; Atelier de formation	ESU et PTF	X							
Appuis à l'ESPKIN	Financement : bourses complètes pour le master en épidémiologie nutritionnelle	Gouvernement et PTF	20	20	20	20	20	20	20	20
Renforcement des capacités des Institutions (Les ISTM et ECOLE DE SANTE PUBLIQUE)	Financement des bourses des PhD en nutrition et Sécurité alimentaire	Gouvernement et PTFS	3	3	3	3	3	3	3	3
Intégration du cours de Nutrition dans le programme de toutes les classes de recrutement aux Instituts supérieurs et Université		ESU		X	X					

Intervention		A.6.1.3.1 Intégration des notions de nutrition dans les établissements non formels									
Entité (s) responsable (s) :		Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Elaboration des modules sur les notions de nutrition pour les établissements non formels	Financement : 3 Ateliers, Fournitures, Equipements, 30 participants	EPST et Partenaires	X	x							
Vulgarisation du nouveau module auprès des établissements non formels	Financement, Supports de vulgarisations, formations des acteurs concernés de l'éducation non formelle sur l'ensemble des provinces éducationnelles	EPST et Partenaires		X	X						
Intégration effective du nouveau module de nutrition dans le programme des établissements non formels	Ateliers, Formations	EPST et Partenaires		X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi-évaluation	Missions d'inspections une fois par an sur l'ensemble des provinces éducationnelles	Inspection EPST et Partenaires			X	X	X	X	X	X	X

Intervention :		A.6.2.1.1 Développement d'un plan annuel d'études dans le domaine de la nutrition									
Entité(s) responsable(s) :		Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Elaboration du Plan pluriannuel d'études et de recherche en nutrition	Documents, bases de données des études antérieures, ateliers et consultant	PRONANUT, DPS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x							
Rédaction des protocoles des études et de recherche dans le domaine de la nutrition	Experts, Protocoles d'études et de recherche en nutrition	PRONANUT, DPS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x	x
Réalisation des études et de recherche en nutrition sur terrain	Experts, outils de collecte des données et de traitement	PRONANUT, DPS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x	x
Publication et dissémination des résultats des études et de recherche en nutrition	Rapports des études et de recherche, organisation de foire, salon, congrès, voyages	PRONANUT, DPS, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.6.2.2.2 Appui à 500 projets prioritaires de recherche et d'innovation en nutrition et diététique								
Entité(s) responsable(s) :		Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Réalisation de l'étude de faisabilité et élaboration du document cadre	Termes de références, travaux de consultants pour 50 jours - hommes, 2 réunions de validation	Consultant, Ministère de la recherche et de l'innovation, Ministères sensibles à la nutrition, PTF		X						
Identification des projets	Processus d'appels à projet 3 Ateliers de sélections au niveau national (30 experts par atelier) Frais de reprographie	Ministère de la recherche et de l'innovation, Ministères sensibles à la nutrition, PTF		X	x					
Mobilisation des financements pour la mise en œuvre des projets prioritaires de recherche et d'innovation en nutrition	100 000 USD au moins pour chacun des 500 projets	Ministère de la recherche et de l'innovation, PTF		X	x	X	x	X	x	X
Vulgarisation des résultats des travaux de recherche et d'innovation	Organisation de sessions de formation Participation des salons d'innovation (2 par an) Reprographie des supports de vulgarisation	Ministère de la recherche et de l'innovation, Ministères sensibles à la nutrition, PTF			x	X	x	X	x	X
Suivi - évaluation	Missions de suivi - évaluation (2 par an de 20 jours-hommes)	Ministère de la recherche et de l'innovation, Ministères sensibles à la nutrition, PTF		x	x	X	x	X	x	X

Intervention :		A.6.2.2.3 Mise en place d'un Centre National de Recherche et Innovation en Nutrition et Diététique (CNRIND)								
Entité(s) responsable(s) :		Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Réalisation de l'étude de faisabilité	Termes de références, travaux de consultants pour 50 jours - hommes, 2 réunions de validation	Consultant, Ministère de la recherche et de l'innovation, PTF		X						
Mobilisation des financements, construction, équipement et opérationnalisation du centre de recherche dédié à la nutrition et à la diététique (et des ramifications provinciales)	30 millions USD	Ministère de la recherche et de l'innovation, PTF		X	x	X	x	X	x	X
Suivi - évaluation	Missions de suivi - évaluation (2 par an de 20 jours-hommes)	Ministère de la recherche et de l'innovation, Ministères sensibles à la nutrition, PTF		x	x	X	x	X		

Intervention :		A.6.2.2.4 Réhabilitation/construction des 26 laboratoires et des centres de recherche spécialisés en nutrition et diététique dans les 26 provinces de Kinshasa								
Entité(s) responsable(s) :		Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
Elaboration du plan de réhabilitation des labos et centres de recherches spécialisés en nutrition	Termes de références, travaux de consultants pour 50 jours - hommes, 2 réunions de validation	Consultant, Ministère de la recherche et de l'innovation, PTF		X						

Mobilisation des financements et réalisation des travaux de réhabilitation	30 millions USD	Ministère de la recherche et de l'innovation, PTF		X	x	X	x	X	x	X
Suivi - évaluation	Missions de suivi - évaluation (2 par an de 20 jours-hommes)	Ministère de la recherche et de l'innovation, Ministères sensibles à la nutrition, PTF		x	x	X	x	X		



10.7. Pour l'OS 7 - Améliorer la gouvernance, la coordination multisectionnelle et le système d'information de la nutrition en RDC d'ici 2030

➤ **Cadre Commun de résultat relatif à l'OS 7 - Améliorer la gouvernance, la coordination multisectorielle et le système d'information de la nutrition en RDC d'ici 2030**

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
OS.7 Améliorer la gouvernance, la coordination multisectorielle et le système d'information de la nutrition en RDC			Taux de mise en place et de fonctionnalité des instances de gouvernance multisectorielle de la nutrition en RDC		80,0%	80,0%	100,0%	Actes juridiques à tous les niveaux (Ordonnances, Décrets, Arrêtés, Edits), Comptes rendus et rapports d'activités, Lignes budgétaires et Relevés bancaires	Retard de prise d'actes juridiques, Instabilité des institutions
	R.7.1. Améliorer à 100% la gouvernance institutionnelle en matière de nutrition en RDC d'ici 2030		Niveau de mise en œuvre des interventions de gouvernance en nutrition		100,0%	100,0%	100,0%	Lois, Ordonnance, décisions et décrets	Insuffisance de ressources financières, Non-respect de profil du poste pour les organes techniques
		P.7.1.1. D'ici 2030, rendre opérationnelle à 100% la nouvelle architecture du cadre institutionnel avec notamment la création d'une Agence Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutrition	Mise en place effective du cadre institutionnel à tous les niveaux et d'une agence fonctionnelle		100%	100%	100%	Lois, Ordonnance, décisions, décrets, rapports, PV, Compte rendu, liste de présence, journal officiel	Insuffisance de ressources financières, Non-respect de profil du poste pour les organes techniques
		A.7.1.1.1. Mise en place et opérationnalisation du nouveau cadre institutionnel de la nutrition opérationnel à tous les niveaux (avec la mise en place de l'Agence Nationale de Nutrition) - (Présidence/Primature)							
		P.7.1.2. D'ici 2030, rendre opérationnel à 100% les cadres de concertation à tous les niveaux	Existence des Cadres de concertation fonctionnels		100%	100%	100%	Lois, Ordonnance, décisions, décrets, rapports, PV, Compte rendu, liste de présence, journal officiel	Insuffisance de ressources financières, Non-respect de profil du poste pour les organes techniques
		A.7.1.2.1. Mise en place des cadres de concertation et de coordination multisectorielle sur la nutrition opérationnels à tous les niveaux - (Comité National Multisectorielle de Nutrition)							
		A.7.1.2.2. Appui au fonctionnement des cadres de concertation et de coordination multisectorielle sur la nutrition opérationnels à tous les niveaux - (Présidence/Primature/PTF)							
		P.7.1.3. D'ici 2030, rendre opérationnel à 100% les organes de mise en œuvre des interventions sensibles à la nutrition dans tous les ministères sectoriels à tous les niveaux	Proportion des organes sensibles opérationnels dans tous les ministères sensibles		100%	100%	100%	Lois, Ordonnance, décisions, décrets, rapports, PV, Compte rendu, liste de présence, arrêtés, journal officiel	Insuffisance de ressources financières, Non-respect de profil du poste pour les organes techniques
		A.7.1.3.1. Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des organes et acteurs des différents secteurs impliqués dans la nutrition (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
	<b>R.7.2. Renforcer les outils et dispositifs de pilotage et de coordination multisectoriels de la nutrition en RDC d'ici 2030</b>		<b>Taux d'avancement dans la mise en place des outils de pilotage de la nutrition en RDC</b>		100,0%	100,0%	100,0%	Documents, Journal Officiel, Rapports d'activités	Insuffisance de ressources financières
		<b>P.7.2.1. D'ici 2030, améliorer à 100% le pilotage des interventions du PNSMN 2023 - 2030</b>	<b>Taux d'avancement dans la mise en place des outils de pilotage de la nutrition en RDC</b>		100%	100%	100%	Documents, Journal Officiel, Rapports d'activités	Insuffisance de ressources financières et des personnes formées
		A.7.2.1.1. Vulgarisation du PNSMN 2023-2030, du cadre commun des résultats et des plans d'actions multisectoriels sur la nutrition (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		A.7.2.1.2. Actualisation de la politique nationale multisectorielle de nutrition en RDC (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		A.7.2.1.2. Renforcement du cadre légal et réglementaire de la nutrition en RDC (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		A.7.2.1.3. Renforcement de la Multisectorialité dans la nutrition en RDC (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		A.7.2.1.4. Renforcement du système de suivi-évaluation de la nutrition en RDC (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		A.7.2.1.5. Renforcement du système de surveillance nutritionnelle multisectoriel (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		A.7.2.1.6. Organisation d'enquêtes nutritionnelles multisectorielles tous les 2 ans (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		A.7.2.1.7. Mise en place d'un mécanisme de traçage des dépenses en faveur de la nutrition - (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		A.7.2.1.8. Planification opérationnelle annuelle pour la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030 (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		A.7.2.1.9. Evaluation périodiques de la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030 (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		<b>P.7.2.2. D'ici 2030, redynamiser tous les réseaux SUN existants</b>	<b>Proportion des organes sensibles opérationnels dans tous les ministères sensibles</b>		100%	100%	100%	Lois, Ordonnance, décisions, décrets, rapports, PV, Compte rendus, liste de présence, arrêtés, journal officiel	Insuffisance de ressources financières, Non-respect de profil du poste pour les organes techniques
		A.7.2.2.1. Renforcement des capacités techniques des acteurs des différents réseaux impliqués dans la nutrition (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
	<b>R.7.3. Mettre en place un système d'information et de gestion des connaissances en nutrition multisectoriel</b>		<b>Taux d'avancement des actions de mise place du système d'information de la nutrition</b>		50%	100%	100%	Schéma directeur du système d'information, rapports d'activités, rapports d'enquête, base de données multisectorielles de la nutrition	Insuffisance des ressources (financières, personnel qualifié, matérielles), Catastrophes naturelles et épidémies
		<b>P.7.3.1. Une base des données multisectorielle intégrée en nutrition est disponible et accessible aux utilisateurs potentiels politiques et techniques</b>	<b>Disponibilité d'une base des données multisectorielle intégré en nutrition</b>		50%	100%	100%	Disponibilité d'informations	Insuffisance des ressources (financières, personnel qualifié, matérielles), Catastrophes naturelles et épidémies
		A.7.3.1.1. Développement d'un système d'information intégré multisectoriel de nutrition (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		A.7.3.1.2. Renforcement des capacités techniques des acteurs des institutions compétentes sur le système d'informations intégré sur la nutrition (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		A.7.3.1.3. Vulgarisation du plan de communication, plaidoyer et dissémination des informations ou données de nutrition aux niveaux national et international (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							

Objectifs stratégiques (OS)	Résultats (R)	Produits (P)	Indicateurs	Valeurs cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses et risques relatifs aux résultats	
				V. Réf.	2026	2028			2030
	R.7.4. Assurer à 100% la mobilisation des ressources en faveur de la mise en œuvre des interventions multisectorielles de nutrition en RDC d'ici 2030		Taux de mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en œuvre du PNSMN 2023-2030		40%	80%	100%	Budget national, rapport d'exécution budgétaire, Rapports des partenaires techniques et financiers	Disponibilité des ressources publiques, stabilité sociopolitique, volonté d'accompagnement des partenaires
		P.7.4.1. D'ici 2030, accroître les financements domestiques en faveur de la nutrition	Disponibilité de l'enveloppe du gouvernement dédiée à la nutrition		40%	80%	100%	Budget national, rapport d'exécution budgétaire	Disponibilité des ressources publiques, stabilité sociopolitique
		A.7.4.1.1. Renforcement du plaidoyer en faveur de l'augmentation des ressources domestiques (Primature/Ministères des Plan/Budget/Finances)							
		P.7.4.2. D'ici 2030, accroître les appuis des partenaires techniques et financiers en faveur de la nutrition	Niveau de mobilisation des fonds par les PTF en faveur de la nutrition		40%	80%	100%	Rapports de suivi, Rapports des partenaires techniques et financiers	Disponibilité des ressources des partenaires
		A.7.4.2.1. Renforcement du plaidoyer en faveur de l'augmentation des fonds alloués à la nutrition par les partenariats techniques et financiers (Comité National Multisectoriel de Nutrition/GIB-NUT)							
	R.7.5. D'ici 2030, renforcer la communication, le plaidoyer et la mobilisation sociale multisectorielle en matière de nutrition		Disponibilité d'un système multisectoriel de communication en nutrition		100,0%	100,0%	100,0%	Rapports d'activités, rapports de formations	Insuffisance de ressources financières
		P.7.5.1. D'ici 2030, rendre disponible des outils et supports de communication, plaidoyer et mobilisation sociale en nutrition	Disponibilité des outils et supports de communication		100%	100%	100%	Documents, Journal Officiel, Rapports d'activités	Insuffisance de ressources financières et des personnes formées
		A.7.5.1.1. Production des outils et supports de communication et de plaidoyer sur la nutrition (y compris le site web du mouvement SUN) - (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		P.7.5.2. D'ici 2030, renforcer les capacités des 830 acteurs des tous les secteurs impliqués dans la mise en œuvre du PNSMCN en communication, plaidoyer et mobilisation sociale en nutrition	Proportion des acteurs renforcés en capacités en communication, plaidoyer et mobilisation sociale en nutrition		300,00	300,00	830,00	Rapports, Compte rendus et liste de présence	Insuffisance de ressources financières et Faible fidélisation des personnes formées
		A.7.5.2.1. Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PNSMN en communication, plaidoyer et Mobilisation sociale sur la nutrition (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							
		P.7.5.3. D'ici 2030, rendre disponible un Plan National Stratégique Multisectoriel de Communication en Nutrition (PNSMCN)	Disponibilité du PNSMCN	100%	100%	100%	100%	Plan	Insuffisance de ressources financières et Faible fidélisation des personnes formées
		A.7.5.3.1. Elaboration et mise en œuvre d'un Plan National Stratégique Multisectoriel de Communication en Nutrition - (Comité National Multisectoriel de Nutrition)							

➤ **Plans d’actions relatifs à l’OS 7 - Améliorer la gouvernance, la coordination multisectorielle et le système d’information de la nutrition en RDC d’ici 2030**

Intervention :	A.7.1.1.1. Mise en place et opérationnalisation du nouveau cadre institutionnel de la nutrition opérationnel à tous les niveaux (avec la mise en place de l’Agence Nationale de Nutrition)									
Entité(s) responsable(s) :	Présidence/Primature									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Formalisation du cadre institutionnel de la nutrition en RDC avec l’ancrage à la Présidence	Actes modifiant le Décret N° 15/042 du 16 décembre 2016 et de nomination des membres des organes de pilotage, un Atelier	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition		x						
Adoption du décret de mise en place de l’Agence Nationale de Nutrition	Décret sur l’Agence Nationale de Nutrition	Présidence/Primature		X	X					
Opérationnalisation des organes de coordination nationale du Mouvement SUN-RDC	Equipe de coordination, Infrastructures et équipements de bureau, logistique et fournitures	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition	x	x						
Opérationnalisation du Réseau Secteur public	Désignation des Points Focaux ministériels, Siège, Réunions, Logistique	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Plan et autres Ministères sensibles à la nutrition	x	x						
Poursuite de la mise en place des Comités provinciaux multisectoriels de la nutrition pour les provinces restantes	Acte de nomination des membres suivant l’Acte portant création modifié, Cérémonie d’installation, Réunions	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition	x	x						
Mise en place des comités de coordination multisectorielle de la nutrition au niveau des territoires	Acte de nomination des membres suivant l’Acte portant création modifié, Cérémonie d’installation, Réunions	Secrétariat du Comité Intersectoriel Provincial de Nutrition (CIPN)		x	x					
Organisation des missions de suivi à tous les niveaux intra et intersectoriel	Organisation de missions de suivi, ateliers de restitution	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition		x	x	x	x	x	x	x
Organisation des missions de supervisions trimestrielles à tous les niveaux intra et intersectoriel	Organisation de missions de suivi, ateliers de restitution	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition		x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.7.1.2.1. Mise en place des cadres de concertation et de coordination multisectorielle sur la nutrition operationnels à tous les niveaux									
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Analyse des besoins et définition des cadres de concertation à mettre en place	TDR, consultants, 3 ateliers au niveau national	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, secteurs sensibles, PTF, consultant	x	x							
Elaboration des chartes de fonctionnement des cadres de concertation	TDR, consultants, 3 ateliers au niveau national	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, secteurs sensibles, PTF, consultant		x							
Identification des membres des cadres de concertation - formation sur les règles de fonctionnement des cadres de concertation	TDR, consultants, 3 ateliers au niveau national 3 sessions de formation au niveau national	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, secteurs sensibles, PTF, consultant		x							
Tenue régulière des sessions des cadres de concertation	3 sessions par cadre de concertation et par an	Membres des cadres de concertation			x	x	x	x	x	x	x
Suivi-évaluation	1 mission de suivi - évaluation par an	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, secteurs sensibles, PTF, consultant			x		x		x		

Intervention :		A.7.1.2.2. Appui au fonctionnement des cadres de concertation et de coordination multisectorielle sur la nutrition opérationnels à tous les niveaux									
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Diagnostic du fonctionnement des cadres de concertation et de coordination multisectorielle de la nutrition	TDR, consultants, 3 ateliers au niveau national	Secrétariat exécutif, secteurs sensibles, PTF, consultant	x	x							
Mise en œuvre des recommandations	TDR, consultant pour l'assistance à la mise en œuvre, 3 ateliers au niveau national pour le suivi de la mise en œuvre	Secrétariat exécutif, secteurs sensibles, PTF, consultant		x	x						
Renforcement des capacités des acteurs	Session de formation par province	Secrétariat exécutif, secteurs sensibles, PTF			x						
Suivi-évaluation	TDR, consultant	Secrétariat exécutif, secteurs sensibles, PTF, consultant			x	x					

Intervention :		A.7.1.3.1. Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des organes et acteurs des différents secteurs impliqués dans la nutrition									
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Elaboration d'un programme de recrutement de personnel qualifié pour renforcer les ressources humaines des ministères sectoriels	Etat de besoins de recrutement, Profil par poste, Experts	Ministères sensibles et autres Réseaux SUN		x	x						
Elaboration et mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités des personnels techniques des ministères sectoriels et des autres parties prenantes	Etat de besoins en formation, TDR, Ateliers de formation de 2 500 acteurs techniques et Experts	Ministères sensibles et autres Réseaux SUN		x	x	x	x	x	x	x	x
Elaboration et mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités opérationnelles des organes des secteurs impliqués dans la nutrition	Etat de besoins en formation, TDR, Ateliers de formation, Experts	Ministères sensibles et autres Réseaux SUN		x	x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.7.2.1.1. Vulgarisation du PNSMN 2023-2030, du cadre commun des résultats et des plans d'actions multisectoriels sur la nutrition								
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration des supports de vulgarisation du PNSMN 2023-2030, du cadre commun des résultats et des plans d'actions multisectoriels sur la nutrition	Reprographie des supports de synthèse	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition	x							
Tournée de vulgarisation du PNSMN 2023-2030, du cadre commun des résultats et des plans d'actions multisectoriels sur la nutrition	Rencontres au niveau central avec les ministères, les réseaux SUN, les PTF et au niveau décentralisé (provinces, territoires)	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN		x						
Suivi-évaluation	1 Mission de suivi par an	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition		x	x					

Intervention :		A.7.2.1.2. Actualisation de la politique nationale multisectorielle de nutrition en RDC								
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration de la nouvelle politique nationale multisectorielle de nutrition	TDR, Consultant, Ateliers	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN				x				
Reprographie et distribution du document de la Politique nationale multisectorielle de nutrition	Document de politique, service de reprographie, logistique de distribution	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN				x				
Vulgarisation de la politique nationale multisectorielle de nutrition	Document de politique, missions, Experts	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN				x	x	x		

Intervention :		A.7.2.1.2. Renforcement du cadre légal et réglementaire de la nutrition en RDC									
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Révision et actualisation des textes légaux et réglementaires obsolètes dans la nutrition	Textes légaux et réglementaires, Experts, Ateliers, séances de travail et de plaidoyer	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Personnes-ressources			x						
Promulgation de la loi sur la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments	Textes légaux et réglementaires, actualisés,	Alliance des parlementaires pour le Mouvement SUN			x						
Mise en place d'un cadre de gestion et de coordination de la sécurité sanitaire des aliments	Textes légaux et réglementaires, actualisés, Equipe de gestion	MSPHP, Ministère de l'Agriculture, ESU, Pêche et Elevage, OCC, etc.			x						

Intervention :		A.7.2.1.3. Renforcement de la Multisectorialité dans la nutrition en RDC									
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Elaboration et mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités sur la multisectorialité	Documents et modules, Ateliers, Experts,	Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux		x							
Adoption des nouveaux textes sur les rôles et responsabilités des Ministères sensibles du mouvement SUN-RDC et des acteurs politiques.	Cadre institutionnel modifié, Attributions des Ministères, Actes de désignation des membres	Secrétariat Permanent du CNMN	x	x							
Plaidoyer pour la mobilisation des ressources nécessaires au fonctionnement du mouvement SUN	Budget du PNSMN, Notes de plaidoyer, Tables rondes	Alliance des parlementaires du Mouvement SUN	x	x	x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.7.2.1.4. Renforcement du suivi-évaluation du cadre commun des résultats et du plan d'action multisectoriel sur la nutrition.									
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Elaboration d'un plan de suivi-évaluation	Cadre commun des résultats, Consultant, deux ateliers, Experts	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN, PTF	x	x							
Conception et mise en place des outils de suivi évaluation	TDR, consultants, 3 ateliers de restitution	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN, PTF	x	x							
Formation des acteurs sur les outils de suivi - évaluation de la mise en œuvre	Atelier de formation dans chaque province	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN, PTF		x	x	x					
Collecte des données et reporting	Atelier de formation dans chaque province	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN, PTF		x	x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.7.2.1.5. Renforcement du système multisectoriel de surveillance nutritionnelle									
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Diagnostic de l'existant et recommandations d'évolution et de renforcement	Consultant, 1 atelier de partage et validation des recommandation	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN, PTF	x	x							

Mise en œuvre des recommandations	3 ateliers et réunions de travail Frais de reprographie des rapports	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN, PTF	x	x							
Mise en place d'un Dashboard de la nutrition en RDC (intégrant un système d'indicateurs de nutrition couvrant tous les secteurs impliqués dans la mise en œuvre et à tous les niveaux intra et intersectoriels)	Consultant, un atelier, Experts	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN, PTF		x	x						
Formation des acteurs sur la gestion du système de surveillance	Atelier de formation dans chaque province	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN, PTF		x	x	x					
Collecte des données et reporting	Atelier de formation dans chaque province	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministères sensibles et autres Réseaux SUN, PTF		x	x	x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	<b>A.7.2.1.6. Organisation d'enquêtes nutritionnelles tous les 2 ans</b>									
<b>Entité(s) responsable(s) :</b>	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
<b>Actions clés</b>	<b>Intrants</b>	<b>Acteurs</b>	<b>Échéances</b>							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Organisation d'une enquête nutritionnelle nationale tous les deux ans	Experts, Outils de collecte des données, logistique	PRONANUT, MSPHP, ESU, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF	x		x		x		x	
Publication et dissémination des résultats des études et de recherche en nutrition	Rapports des enquêtes nutritionnelles nationales, réunions d'échanges et partage, de foire,	PRONANUT, MSPHP, ESU, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF		x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.7.2.1.7. Mise en place d'un mécanisme de traçage des dépenses en faveur de la nutrition								
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration et mise en place du système de traçage des dépenses en nutrition	TDR, Consultants, 2 ateliers de validation au plan national	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x						
Reporting analytique sur les données issues du système de traçage des dépenses en nutrition	Pool d'analyste, données issues du système de traçage 2 Ateliers par an pour le partage et les discussions autour des reporting et les prises de décisions	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.7.2.1.8. Planification opérationnelle annuelle pour la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030								
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration des outils et templates de planification opérationnelle annuelle	TDR, Consultants, 2 ateliers de validation au plan national	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x						
Déclinaison des plans d'actions annuels des secteurs et des autres parties prenantes	Ateliers de déclinaison par secteur et partie prenante au niveau central, réunion de restitution au niveau décentralisé (1 réunion par an par province et territoire)	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.7.2.1.9. Evaluation périodiques de la mise en œuvre du PNSM 2023 - 2030								
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Réalisation des missions d'évaluation semestrielles de la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030	2 ateliers de bilan par an (30 participants)	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x	x	x	x	x	x	x
Evaluation annuelles de la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030	1 atelier par an (30 participants)	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x	x	x	x	x	x	x
Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030	TDR, Consultant 2 ateliers au niveau national	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF, consultant				x				
Evaluation finale de la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030	TDR, Consultant 2 ateliers au niveau national	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF, consultant							x	

Intervention :		A.7.2.2.1. Renforcement des capacités techniques des différents réseaux impliqués dans la nutrition								
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition								
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Diagnostic des réseaux SUN et identification des besoins de renforcement des capacités	TDR, consultants, 3 ateliers au niveau national	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, secteurs sensibles, PTF, consultant	x	x						

Elaboration du plan de renforcement des capacités des réseaux SUN	TDR, consultants, 3 ateliers au niveau national	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, secteurs sensibles, PTF, consultant		x	x						
Renforcement des capacités des acteurs des réseaux SUN	2 sessions de formation au niveau national, par réseau et par an (pour 500 acteurs des réseaux SUN)	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, secteurs sensibles, PTF, consultant			x	x	x	x	x	x	x
Suivi-évaluation	TDR, consultant	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, secteurs sensibles, PTF, consultant			x	x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	<b>A.7.3.1.1. Développement d'un système d'information intégré multisectoriel de nutrition</b>										
<b>Entité(s) responsable(s) :</b>	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition										
<b>Actions clés</b>	<b>Intrants</b>	<b>Acteurs</b>	<b>Échéances</b>								
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	
Elaboration d'un schéma directeur du système d'information intégré	Outils de collecte, missions et la restitution, deux ateliers et un consultant	Ministère du budget, Ministère du Plan, Ministères sensibles à la nutrition, PTF		x							
Mise en place et exploitation du système d'information intégré	Schéma directeur, outils (logiciels, de licence, data, serveur et d'autres matériels d'informatique ...) et logistiques, cellule de gestion	Ministère du budget, Ministère du Plan, Ministères sensibles à la nutrition, PTF		x	x	x	x	x	x	x	x
Intégration des données de nutrition à caractère multisectoriel dans le SNIS et autres systèmes d'information existants (INS, OCDD, CAID, etc.)	Equipe de gestion, outils informatiques, infrastructures et équipement en matériels	Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux		x							
Création d'un site web Mouvement SUN-RDC	Equipe de gestion, outils informatiques (logiciels, data, abonnement, etc.)	Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux		x	x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.7.3.1.2. Renforcement des capacités techniques des acteurs des institutions compétentes sur le système d'informations intégré sur la nutrition									
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Réalisation de l'état de besoins en formation pour le système d'information intégré	Outils de collecte, missions et la restitution	Ministère du budget, Ministère du Plan, Ministères sensibles à la nutrition, PTF		x							
Réalisation de l'état de besoins en formation pour le système d'information intégré	Outils de collecte, missions et la restitution	Ministère du budget, Ministère du Plan, Ministères sensibles à la nutrition, PTF		x							
Formation des gestionnaires du système d'information	Prestation de formation	Ministère du budget, Ministère du Plan, Ministères sensibles à la nutrition, PTF		x		x		x		x	
Formation des gestionnaires du système d'information	Prestation de formation	Ministère du budget, Ministère du Plan, Ministères sensibles à la nutrition, PTF		x		x		x		x	

Intervention :		A.7.3.1.3. Vulgarisation du plan de communication, plaidoyer et dissémination des informations ou données de nutrition aux niveaux national et international									
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Elaboration du plan de communication	Documents et rapports divers, consultant et deux ateliers	PRONANUT, MSPHP, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF, Ministère de communication et média		x							
Consolidation des données à vulgariser	Experts	PRONANUT, MSPHP, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF, Ministère de communication et média		x							

Reprographie des données et supports de vulgarisation	Donnés consolidés et logistique	PRONANUT, MSPHP, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF, Ministère de communication et média		x	x	x	x	x	x	x
Organisation des séances de vulgarisation	Plan de communication, Personnes-ressources	PRONANUT, MSPHP, Ministère du budget, Ministère du Plan, ONG, PTF, Ministère de communication et média		x	x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	<b>A.7.4.1.1. Renforcement du plaidoyer en faveur de l'augmentation des ressources domestiques</b>									
<b>Entité(s) responsable(s) :</b>	Primature, Ministères des Plan/Budget/Finances									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Création et institution d'une ligne dans le budget national dédiée à l'achat des intrants nutritionnels	Budget du PNSMN, Tables rondes pour la mobilisation des ressources (FNN, etc.)	Alliance des Parlementaires pour la sécurité alimentaire et nutrition (APSAN)		x						
Elaboration d'un plan de mobilisation et de gestion des ressources	Budget du PNSMN, Tables rondes pour la mobilisation des ressources (FNN, etc.)	Secrétariat Exécutif (PRONANUT)		x						
Elaboration d'un cadre d'investissement multisectoriel de nutrition	Budget du PNSMN, Experts, Ateliers	Secrétariat Exécutif (PRONANUT)		x						
Formation des acteurs sur les procédures de décaissement des budgets alloués à la nutrition	Budget du PNSMN, Experts, Ateliers	Ministère du Budget		x						
Opérationnalisation d'un cadre de suivi des investissements domestiques dans le cadre du PNSMN et du mouvement SUN	Budget du PNSMN, Experts, Ateliers	Secrétariat Exécutif (PRONANUT)		x	x	x	x	x	x	x

<b>Intervention :</b>	<b>A.7.4.2.1. Renforcement du plaidoyer en faveur de l'augmentation des fonds alloués à la nutrition par les partenariats techniques et financiers</b>									
<b>Entité(s) responsable(s) :</b>	Comité Multisectoriel de Nutrition/GIB-NUT									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Elaboration et mise en œuvre d'un plan de plaidoyer pour accroître les appuis financiers des partenaires	Budget du PNSMN, Tables rondes pour la mobilisation	Réseau des Agences UN/GIBNUT, Point focal SUN-RDC (Réseau des Agences UN)		x	x	x	x	x	x	x
Etude sur la mise en place d'un basket fund dédié au financement coordonné de la mise en œuvre du PNSMN	Budget du PNSMN, Experts, Protocole de l'étude, Rapport de l'étude, Ateliers	Réseau des Agences UN/GIBNUT		x						

<b>Intervention :</b>	<b>A.7.5.1.1. Production des outils et supports de communication et de plaidoyer sur la nutrition</b>									
<b>Entité(s) responsable(s) :</b>	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							
			2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Définition des besoins en outils et supports de communication sur la nutrition	1 atelier sur l'identification des besoins	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x						
Elaboration des outils et supports de communication sur la nutrition	TDR, consultants (80 jours hommes)	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF, Consultants		x						
Formation sur l'appropriation et l'exploitation des outils et supports de communication et plaidoyer	2 ateliers au niveau national, 1 atelier par province et par territoire	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF, Consultants		x	x	x	x	x	x	x

Intervention :		A.7.5.2.1. Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PNSMN 2023 - 2030 en communication, plaidoyer et mobilisation sociale sur la nutrition									
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Définition des besoins en formation sur la communication sur la nutrition	Atelier de diagnostic et d'identification des besoins (30 participants, 2 jours)	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x							
Elaboration des supports de communication sur la nutrition	TDR, Consultant, frais de reprographie	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x							
Formation des acteurs sur la communication et plaidoyer sur la nutrition	Consultant 2 ateliers au niveau national, 1 atelier par province et par territoire	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x	x	x	x	x	x		

Intervention :		A.7.5.3.1. Elaboration et mise en œuvre d'un Plan National Stratégique Multisectoriel de Communication en Nutrition									
Entité(s) responsable(s) :		Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition									
Actions clés	Intrants	Acteurs	Échéances							2029	2030
			2023	2024	2025	2026	2027	2028			
Elaboration du Plan stratégique multisectoriel de communication en nutrition	TDR, Consultants, 2 ateliers de validation au plan national	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x							
Mise en œuvre du Plan stratégique multisectoriel de communication en nutrition	Campagnes de communication Outils et support de communication	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x							
Suivi - évaluation	1 mission de suivi par an	Coordination Nationale Multisectorielle de Nutrition, Ministère du MSPHP, autres Ministères sensibles et Réseaux, PTF		x	x	x	x	x	x	x	x

## 11. LISTE DES PERSONNES RESSOURCES

N°	NOM ET PRENOM	INSTITUTION	ADRESSE MAIL	TELEPHONE
1	BANTAPI Télé	CAB/MSPHP	<a href="mailto:telbtp@gmail.com">telbtp@gmail.com</a>	813606172
2	TSHISUAKA Ntumba	CAB/MSPHP	<a href="mailto:ondationpeguytshisuaka1@gmail.com">ondationpeguytshisuaka1@gmail.com</a>	971210758
3	Dr BINDAMBA Bruno	PRONANUT	<a href="mailto:bbindamba@gmail.com">bbindamba@gmail.com</a>	824020356
4	KALENGA Béatrice	PRONANUT	<a href="mailto:gracebeatricetshiala@gmail.com">gracebeatricetshiala@gmail.com</a>	819056657
5	KAPINGA Suzanne	PRONANUT	<a href="mailto:Suzannekapinga672@gmail.com">Suzannekapinga672@gmail.com</a>	816452828
6	KATEMBO Laurent	CONSULTANT NATIONAL	<a href="mailto:kirikughudi@yahoo.fr">kirikughudi@yahoo.fr</a>	998385372
7	MAKENGU Giselle	ESU	<a href="mailto:gisellemkengo@gmail.com">gisellemkengo@gmail.com</a>	817956972
8	CIMPAKA Vanessa	PRONANUT	<a href="mailto:vanelumamb@gmail.com">vanelumamb@gmail.com</a>	9944377468
9	KAKESA MAKWISA	PRONANUT	<a href="mailto:djennykakesa@gmail.com">djennykakesa@gmail.com</a>	81289783
10	KTWANDA Fatuma	PRONANUT	<a href="mailto:fkfatuma@yahoo.fr">fkfatuma@yahoo.fr</a>	81475026
11	MASHUKANO Nicole	PRONANUT	<a href="mailto:Nicolemashu1@gmail.com">Nicolemashu1@gmail.com</a>	816467400
12	Khady N. TOURE	UG-PDSS	<a href="mailto:nktoure@gmail.com">nktoure@gmail.com</a>	828475670
13	MAKENGU John	PRONANUT	<a href="mailto:Makegoj@yahoo.fr">Makegoj@yahoo.fr</a>	829139707
14	MULIGWA Nelly	UNICEF	<a href="mailto:nmuligwa@unicef.org">nmuligwa@unicef.org</a>	818301920
15	ZANOU Elisabeth	UNICEF	<a href="mailto:ezanou@unicef.org">ezanou@unicef.org</a>	811026128
16	KUND KABOY	MIN GENRE	<a href="mailto:kundkaboy@yahoo.fr">kundkaboy@yahoo.fr</a>	811667152
17	KABUYA Emery	DEP AGRICULTURE	<a href="mailto:emerykab@gmail.com">emerykab@gmail.com</a>	815990149
18	KUZONZA Abel	MIN PLAN	<a href="mailto:Abelkaba11@gmail.com">Abelkaba11@gmail.com</a>	0855281935
19	MILANDU Victorine	MIN ACTIONS HUMANITAIRES	<a href="mailto:Monika.victorine@yahoo.fr">Monika.victorine@yahoo.fr</a>	850730459
20	MUYAYU Kimpere	MIN PECHE ET ELEVAGE	<a href="mailto:Muyayukimpere243@gmail.com">Muyayukimpere243@gmail.com</a>	972411730
21	KABALOSHI Espérant	IMA	<a href="mailto:ekabolosh@imaworldhealth.org">ekabolosh@imaworldhealth.org</a>	815074668
22	NKULU Vianney	DEV/EPST	<a href="mailto:vianneynkulu@gmail.com">vianneynkulu@gmail.com</a>	823113923
23	KALALA Richard	PNSA	<a href="mailto:richardkalaladoc@gmail.com">richardkalaladoc@gmail.com</a>	815876699
24	CHIGANGU Claude	UG - PDSS/PMNS	<a href="mailto:cclaud@ugdss.org">cclaud@ugdss.org</a>	999357372
25	SONGI-SONGI Jacques	SG/MSHP	<a href="mailto:jacquesmwamamalemda@gmail.com">jacquesmwamamalemda@gmail.com</a>	970049787
26	BEYA Lazare	UG - PDSS/PNMS	<a href="mailto:beyalazare@yahoo.fr">beyalazare@yahoo.fr</a>	997013950
27	MPIANA Erick	DEP Affaires sociales	<a href="mailto:mpianaerick@yahoo.fr">mpianaerick@yahoo.fr</a>	844725502
28	KAMANDA Augustin	PRONANUT	<a href="mailto:kbishinini@yahoo.fr">kbishinini@yahoo.fr</a>	829275115
29	KABANGA Huguette	DSS/PLAN	<a href="mailto:Huguettekabanga8@gmail.com">Huguettekabanga8@gmail.com</a>	821222077
30	WITHA Jean paul	MIN DEVELOPPEMENT RURAL	<a href="mailto:Jeanpaulwitha9@gmail.com">Jeanpaulwitha9@gmail.com</a>	81515146
31	Chrispin BAMUANGA	PRONANUT	<a href="mailto:Chrispinbamuanga@yahoo.fr">Chrispinbamuanga@yahoo.fr</a>	821231635
32	PUATI Rick	S- Privé SUN	<a href="mailto:rickpuatindungi@gmail.com">rickpuatindungi@gmail.com</a>	858904085
33	WATANGA Pascal	Min Pêche et Elevage	<a href="mailto:lrwangapapy18@gmail.com">lrwangapapy18@gmail.com</a>	994876573
34	MAPATANO MALa Ali	ESP/UNIKIN	<a href="mailto:mapatanow@yahoo.fr">mapatanow@yahoo.fr</a>	998947313
35	MUDERHWA Jacques	PRONANUT	<a href="mailto:runesham@gmail.com">runesham@gmail.com</a>	820272665
36	LIMBOKO Mike	MINISTERE AGRICULTURE	<a href="mailto:limboko@hotmail.com">limboko@hotmail.com</a>	998706886
37	NOBELA Eric	Helen Keller Int	<a href="mailto:enobela@hei.org">enobela@hei.org</a>	810316832
38	KABENA Aimerance	Helen Keller Int	<a href="mailto:akabena@hki.org">akabena@hki.org</a>	810316832
39	BADIBANGA Patrice	WFP	<a href="mailto:Patrice.badibanga@wfp.org">Patrice.badibanga@wfp.org</a>	817006787
40	KOY MATILI Matthieu	UG - PDSS/PMNS	<a href="mailto:molekoy@gmail.com">molekoy@gmail.com</a>	970007779
41	KABAVULU Patrice	DPS/Kinshasa	<a href="mailto:patricekabavuluk@gmail.com">patricekabavuluk@gmail.com</a>	843061350
42	BAMPABIKO Sokole	PRONANUT	<a href="mailto:blaisebampa@gmail.com">blaisebampa@gmail.com</a>	813742778

N°	NOM ET PRENOM	INSTITUTION	ADRESSE MAIL	TELEPHONE
43	MATANGWA Faustin	PRONANUT	jmatangwa@gmail.com	818642969
44	MWAVITA Ngimbi	PRONANUT	gabriellengimbi@gmail.com	815179331
45	KONSEIGA Serge	Consultant International	konseiga@live.com	22677651926
46	PAPA Nday	Consultant International	Pape_nday@yahoo.fr	22177812734
47	MAYUMA Paul	FONLIV	kimbangupaul@gmail.com	8125116180
48	MPUKUTA Adrien	PROSANI-USAID	<a href="mailto:adrien_mpukuta@ihp-prosani.com">adrien_mpukuta@ihp-prosani.com</a>	975200393
49	MUNTU Bienvenu	MDA	<a href="mailto:bmuntu2@gmail.com">bmuntu2@gmail.com</a>	829550927
50	MBWEBWE Wivine	PROSANI-USAID	<a href="mailto:Wivine_mbwebwe@hp-prosani.org">Wivine_mbwebwe@hp-prosani.org</a>	810682190
51	NSELE Firmin	PNSR	Firminnsele2018@gmail.com	821214313
52	KAFWETE Moke	PRONANUT	kafweteguylain@gmail.com	819602835
53	NGANDU Augustin	BA USAID	<a href="mailto:Angandu1@jhu.cd">Angandu1@jhu.cd</a>	810502036
54	KONE Mamadou	CONSULTANT COSTING	Makone76@gmail.com	2,25075E+12
55	BADILA Dany	PRONANUT	badiladanny@gmail.com	895167985
56	Sarah CRUZE	Coordination Global SUN	sarah.cruz-lackner@scalingupnutrition.org	+39 347 534 5145

## 12. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- MINISTERE DE LA SANTE (2018). Plan National de Développement Sanitaire recadré pour la période 2019 - 2022 : Vers la Couverture Sanitaire Universelle. KINSHASA
- MINISTERE DE LA SANTE (2013). Politique National de Nutrition. KINSHASA
- PRIMATURE (2016). Plan Stratégique National Multisectoriel en Nutrition 2016 - 2020 KINSHASA. Tome I: Stratégie
- PRIMATURE (2016). Plan Stratégique National Multisectoriel en Nutrition 2016 - 2020 KINSHASA. Tome I : Opérationnalisation
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE (2017). Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle 2018 - 2030. KINSHASA.
- MINISTERE DE LA SANTE. Protocole Nationale de Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë (PCIMA). KINSHASA.
- MINSITERE DE LA SANTE PUBLIQUE HYGIENE ET PREVENTION (2022). Guide de validation des Enquêtes Nutritionnelle selon l'approche SMART En République du Congo. KINSHASA.
- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, HYGIENE ET PREVENTION (2022). Système de Surveillance Nutritionnelle et de Suivi des Alertes Précoces (SNSAP) : Note Méthodologique. KINSHASA.
- MINSITERE DE LA SANTE PUBLIQUE HYGIENE ET PREVENTION (2017). Protocole National des Enquêtes Nutritionnelles en RD CONGO selon la Méthodologie SMART. KINSHASA.
- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE HYGIENE ET PREVENTION (2022). Informations utiles sur la mise en œuvre de la Nutrition à Assise Communautaire (NAC) en RD Congo. KINSHASA.
- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE HYGIENE ET PREVENTION. Consultation Préscolaire : Manuel d'Orientation. KINSHASA.
- WFP, NEPAD, ECLAC. Le cout de la faim en Afrique : l'incidence sociale et économique de la malnutrition chez l'enfant en R.D. Congo. KINSHASA.
- FAO, UNICEF, WFP, OMS, FIDA (2020). L'état de la sécurité alimentaire de la nutrition dans le monde, transforme le système alimentaire pour une alimentation saine et durable. ROME.
- Scaling Up Nutrition (2017). Rapport d'avancement 2017. GENEVE.
- PRIMATURE. Plan National Stratégique de Développement : Vision de la RDC à l'horizon 2050. Livre1. KINSHASA.
- PRIMATURE. Plan National Stratégique de Développement : Stratégie et outils de planification. Livre2. KINSHASA.
- PRIMATURE. Plan National Stratégique de Développement : Plan quinquennal 2017 - 2021. Livre3. KINSHASA.
- Equipe de recherche ICREDES. Eliminer la faim en République Démocratique du Congo : Revue Stratégique sur la faim Zéro. KINSHASA - MONTREAL.
- BANQUE MONDIALE. Pour un développement sain : Stratégie de la BANQUE MONDIALE pour l'amélioration des résultats en matière de santé, nutrition et population. WASHINGTON.
- UNICEF (2021). Pauvreté et privation de l'enfant en République Démocratique du Congo. KINSHASA.
- Ministère du Plan et Suivi de la Mise en Œuvre de la Révolution de la Modernité (MPSMRM), Ministère de la Santé Publique (MSP) et ICP International (2014). Enquête Démographique et de Santé en République Démocratique du Congo 2013 - 2014. ROCKVILLE MARYLAND.
- INS. Enquête par grappe à indicateurs multiples 2017 - 2018 : rapport de l'enquête. KINSHASA.
- Ministère du Plan et Suivi de la Révolution de la Modernité (2016). Contextualisation et priorisation en République Démocratique du Congo : Rapport National. KINSHASA.